



SEANCE ORDINAIRE DU 29 OCTOBRE 2013

Procès Verbal

L'an deux mille treize et le vingt-neuf octobre à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. J.-P. MOURE.

Nombre de membres en exercice : 90

Etaient présents :

M. B. ABOU, M. H. ALLOUCHE, M. F. ANDREU, M. F. ARAGON, M. M. ASLANIAN, M. T. AUFRANC, M. A. BARRANDON, Mme E. BECCARIA, Mme A. BENEZECH, Mme A. BENOUEARGHA JAFFIOL, Mme F. BERGER, Mme N. BIGAS, Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. P. BONNAL, Mme A. BOYER, M. T. BREYSSE, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Mme M. CASSAR, Mme J. CLAVERIE, Mme M. COUVERT, Mme P. DANAN, M. M. DELAFOSSE, Mme G. DELONCLE, M. T. DEWINTRE, M. P. DUDIEUZERE, M. S. FLEURENCE, Mme C. FOURTEAU, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN BOULBES, M. J.-L. GELY, M. M. GERVAIS, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOU, M. B. JEAN, M. M. LANDIER, M. J.-M. LEGOUGE, M. M. LENTHERIC, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, M. R. MAILHE, Mme H. MANDROUX, M. J. MARTIN, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. P. MAUREL, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIENVILLE, M. C. MORALES, M. J.-P. MOURE, M. M. PASSET, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. L. POUGET, Mme F. PRUNIER, M. C. QUIOT, Mme H. QVISTGAARD, M. N. SEGURA, M. A. SIVIEUDE, M. R. SUBRA, M. P. THINES, M. J. TOUCHON, Mme C. TROADEC-ROBERT, M. F. TSITSONIS, M. C. VALETTE, M. P. VIGNAL, M. D. GREPINET suppléant de M. P. CHASSING, M. M. MOURGUES suppléant de M. C. MEUNIER, Mme C. GALANT suppléant de M. R. REVOL, Madame E. LABORDE suppléant de Mme D. SANTONJA.

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à M. M. FRAYSSE, M. J.F. AUDRIN à M. J. MARTINIER, M. C. BOUILLE à Mme C. FOURTEAU, Mme M. CASTRE à Mme A. BENEZECH, M. P. COMBETTES à M. A. BARRANDON, Mme F. DOMBRE-COSTE à M. M. DELAFOSSE, M. M. DUFOUR à M. J.-P. MOURE, M. R. JOUVE à M. F. ANDREU, Mme C. LABROUSSE à Mme S. BONIFACE-PASCAL, M. A. MOYNIER à M. G. PASTOR, Mme R. SOUCHE à M. S. FLEURENCE, M. C. SUDRES à M. M. PASSET, M. A. ZYLBERMAN à Mme G. DELONCLE.

Excusé(es):

Mme S. BLANPIED, M. E. PASTOR, M. P. SAUREL

Absent(es):

M. J.-P. COULET, Mme N. MIRAOU

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 71 affaires.

Monsieur le Président propose les modifications suivantes :

AFFAIRE N°69

ENVIRONNEMENT - COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3354GD13 RELATIF À LA COLLECTE ET À LA VALORISATION DES TEXTILES USAGÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER – CONVENTION TRIPARTITE – AUTORISATION DE SIGNATURE

Accord avec le Comité Départemental de la Ligue contre le Cancer pour le reversement d'une somme de 10 € par tonne collectée

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU MARDI 24 SEPTEMBRE 2013

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du mardi 24 septembre 2013.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Le Procès-Verbal de la séance du mardi 24 septembre 2013 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2013-304 - 17/09/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant au marché n°2615DE11 de nettoyage, entretien de la pépinière d'entreprises Cap Oméga, du bâtiment MIBI et prestations complémentaires ponctuelles de nettoyage sur la pépinière d'entreprises Cap Alpha

Objet : Un avenant au marché n°2615DE11 est passé avec la société KAROLA SERVICES 386 Avenue de FES, 34080 Montpellier. Cet avenant est souscrit pour le paiement des prestations de nettoyage du stand de la Communauté d'Agglomération sur l'Aéroport Montpellier Méditerranée d'une part, et d'autre part pour pallier provisoirement l'absence prolongée de l'agent de la Communauté d'Agglomération affecté à l'entretien et au nettoyage de Cap Alpha. Le présent avenant s'élève 28 500,00 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève donc à 199 498,50 € H.T.

N°D2013-333 - 20/09/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un marché complémentaire au marché de maîtrise d'œuvre n°2960.E.10.01 dans le cadre du mandat d'étude et de réalisation de requalification de la zone d'activités du Salaison

Objet : Un marché complémentaire au marché de maîtrise d'œuvre initial est conclu, après négociation, avec le groupement «Chemin Faisant/Ingérop ». Ce marché a pour objet de prendre en considération les modifications des missions du groupement de maîtrise d'œuvre par rapport au marché initial tout en intégrant une rémunération supplémentaire de ce même groupement. Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement de maîtrise d'œuvre. La clôture du marché complémentaire est prévue en 2016, date prévisionnelle de la fin des travaux d'aménagement des voiries et réseaux divers de la zone d'activités du Salaison. Le montant du marché complémentaire, après négociation, s'élève à 92 898 € H.T.

N°D2013-459 - 17/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3334DC13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de maintenance multitechnique pour la Direction de la Culture de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3334DC13 de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés multitechniques des bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est passé avec la société MOTT MACDONALD – 10 rue Mercoeur – 75011 PARIS. Ce marché concerne la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation des marchés de maintenance multitechniques des bâtiments culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois. Le montant du marché s'élève à 38 800 € H.T.

N°D2013-472 - 17/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de prêt d'objets archéologiques au musée archéologique de Narbonne pour son exposition 'Verre de terre et verre de mer...'

Objet : Une convention de prêt d'objets est passée avec la Ville de Narbonne, dont dépend le musée archéologique, pour formaliser le prêt au Musée archéologique (Chapelle de la Madeleine) d'un creuset (Mag 0211), de 2 fragments de creuset vitrifié (Mag 0233 et 0236), de 3 fragments de sole (Mag 0264/0266/0171), d'un lot de fragments en verre (Mag 0173) contenant 4 mors de canne, 3 fonds de coupelles, 4 fragments de coupes et 5 déchets, 7 fragments de bracelets en verre (inv. 982.146.1, 985.73.1, 982.144.2, 982.142.2, 985.186.1, 982.145.4 et 991.609.1) et une carafe bleue tronconique à anse coudée (inv. 982.123.1), pour la préparation de l'exposition « Verre de terre et verre de mer... Le verre en Languedoc, de l'Antiquité à nos jours ». Les objets prêtés seront exposés au Musée archéologique (Chapelle de la Madeleine) de Narbonne. La convention prend effet le 10 septembre 2013, date d'enlèvement des objets au musée Henri Prades. Les objets seront prêtés jusqu'au 20 janvier 2014, date de leur retour dans les locaux du musée Henri Prades. Le prêt de ces objets est conclu à titre gratuit. Les frais de transport et d'assurance de ces objets seront à la charge du Musée archéologique de Narbonne.

N°D2013-473 - 26/09/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché de prestations intellectuelles n°3196EA12 concernant la réalisation des dossiers réglementaires préalables à la production et à la distribution d'eau potable des forages de la Commune de Sussargues

Objet : Un marché n°3196EA12 de prestations intellectuelles est passé avec l'entreprise Entech Ingénieurs Conseils – Parc Scientifique et Environnemental – BP118 – 34140 MEZE. Ce marché concerne la constitution des dossiers de DUP des forages Garrigues-Basses 1 et 2 de la Commune de Sussargues. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 18 mois dont 4 mois d'exécution. Le montant du marché s'élève à 17 270,24 € T.T.C.

N°D2013-510 - 17/09/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à un avenant n°3 du mandat d'études préalables à l'aménagement du site de Sablassou Clos de l'Armet à Castelnau le Lez

Objet : Un avenant n°3 est passé avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier. La durée du mandat d'études préalables à l'aménagement du site de Sablassou est portée à 51 mois à compter de sa date d'entrée

en vigueur. La rémunération totale du mandataire est inchangée.

N°D2013-518 - 17/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine Public - Conservatoire à Rayonnement Régional - CREPS

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée par le CREPS pour une occupation de la Chapelle Haute du Conservatoire pendant l'année scolaire 2013-2014. En parallèle, le Conservatoire occupe des locaux au CREPS et accueille des étudiants dans le cadre des préparations au Diplôme d'Etat. Une convention d'occupation temporaire des locaux est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le CREPS du 17 septembre 2013 au 5 juillet 2014. Elle est consentie à titre gratuit.

N°D2013-544 - 17/09/13 - Direction des Finances

Décision relative au transfert d'un contrat d'emprunt conclu avec la Caisse d'Epargne suite à la dissolution du SIVOM Vène et Mosson

Objet : Le contrat d'emprunt réalisé par le SIVOM Vène et Mosson dans le cadre du financement de la décharge des Molières avec la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, transféré dans un premier temps à la Commune de Pignan, donnera lieu au transfert entre la Commune de Pignan et la Communauté d'Agglomération de Montpellier par voie d'avenant. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à régler toutes les sommes dues à hauteur du capital restant dû au 1^{er} août 2013. Le Capital d'origine était de 135 000 euros. Le Capital Restant dû au 1^{er} août 2013 est de 99 056,48 euros.

N°D2013-545 - 17/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à l'occupation du domaine public - Conservatoire à Rayonnement Régional - Internationales de la guitare

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise par convention l'occupation par l'Association Confluences de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, dans le cadre de ses relations de partenariat entre ces deux structures culturelles. L'objet de l'occupation est l'organisation d'une classe de maître et d'un concert. Les lieux, objet de la présente convention, sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération - 3 rue Candolle – 34000 Montpellier. L'occupation est autorisée le 5 octobre 2013. Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

N°D2013-546 - 19/08/13 - Direction de la Culture

Fourniture de matériels pour le renfort des collections imprimés et multimédia pour le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération. Lot N°1 adhésifs

Objet : Dans le cadre de la mise à disposition du public des collections imprimés et multimédia, il convient de renforcer ces documents par un film adhésif. C'est la raison pour laquelle un marché à bons de commandes a été passé avec la société Filmolux. Ce marché sera reconduit 2 fois. Le montant annuel mini est de 8 000 €H.T. et le maxi de 14 000€ H.T.

N°D2013-558 - 17/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie La Faction - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie La Faction du 9 au 15 septembre 2013 pour y organiser des répétitions.

N°D2013-561 - 17/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à l'association Compagnie La Grande Mêlée - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie La Grande Mêlée du 6 au 26 septembre 2013 pour y organiser des répétitions. L'occupation est autorisée à titre gratuit.

N°D2013-571 - 17/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la compagnie La Manufacture - Théâtre du Hangar

Objet : La Communauté d'Agglomération met le Théâtre du Hangar gratuitement à disposition de la Compagnie La Manufacture du 27 au 30 septembre et du 4 au 10 novembre 2013 pour y organiser des répétitions.

N°D2013-577 - 08/10/13 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à marché n°3429EA13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'organisation des services du cycle de l'eau

Objet : Un marché n°3429EA13 d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour l'organisation des services du cycle de l'eau est passé avec SERVICE PUBLIC 2000/KFH Communication/LISODE. Ce marché concerne l'accompagnement dans la conception, la création graphique et la réalisation des supports de la Concertation. Le montant du marché s'élève à 38 163,00 € H.T.

N°D2013-592 - 25/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation des Amis du musée Fabre d'une œuvre de Youla Chapoval : Composition aux lignes noires, huile sur toile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don des Amis du Musée Fabre d'une huile sur toile de Youla Chapoval, Composition aux lignes noires, 1949. Cette huile sur toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-598 - 20/09/13 - Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat

Décision relative au marché n°3419UH13 d'évolution de l'occupation du sol en 2012 - fourniture d'une base de données, exploitation et présentation

Objet : Un marché n°3419HU13 de prestations intellectuelles est passé avec la société SIRS. Ce marché concerne

une prestation intellectuelle. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois pour la tranche ferme et de 1,5 mois pour la tranche conditionnelle. Le montant du marché s'élève à 20 930 € HT., se décomposant en une tranche ferme de 14 350 € H.T. et d'une tranche conditionnelle de 6 580 € H.T.

N°D2013-599 - 25/09/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société MENTA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga et autorisant l'extension sur une surface complémentaire

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société MENTA pour une période de 6 mois à compter du 1er septembre, soit jusqu'au 28 février 2014. A compter de la même date, la société est autorisée à occuper une surface complémentaire de 15,64 m², partie du module B206 situé en zone orange au 2ème étage du bâtiment. La surface totale occupée par la société MENTA à compter du 1er septembre 2013 passe ainsi de 44,40 m² à 60,04m². La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 60,04 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 858,57 euros.

N°D2013-600 - 16/09/13 - Direction des Finances

Décision relative à la création de la régie de recettes de la Piscines Les Néréïdes

Objet : Afin d'assurer le bon fonctionnement de la Piscine Les Néréïdes, il convient de créer une régie de recettes.

N°D2013-601 - 17/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération est confiée au Cabinet d'avocats SCP "Vinsonneau-Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à un vol commis par un agent de la Communauté d'Agglomération dans un établissement communautaire.

N°D2013-602 - 17/09/13 - Direction des Finances

Décision modificative de la régie de recettes du Musée Fabre

Objet : La régie encaisse les produits suivants :

- Les droits d'entrées pour les visites du Musée Fabre et de l'Hôtel Sabatier d'Espeyran,
- Les droits d'entrées pour les visites guidées,
- Les abonnements annuels,
- Les locations d'audioguides individuels
- Les prestations dues pour les ateliers de pratiques artistiques, graphiques et numériques (cours enfants et adultes) et les stages enfants.

N°D2013-603 - 17/09/13 - Direction des Finances

Décision modificative relative à la régie d'avances du Musée Fabre

Objet : La modification de la régie d'avance du musée Fabre prend en charge les dépenses suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillages nécessaires pour la mise en place d'expositions temporaires), frais de réception, achat de denrées alimentaires périssables, ainsi qu'achats divers pour les différents services du musée (ateliers pédagogiques, ateliers techniques, service des publics, département des dessins, service de la conservation), et si nécessaire le remboursement des droits d'entrées au public, ainsi que le remboursement des droits d'inscription aux ateliers (sur justificatifs). Le montant maximum de l'avance est fixé à 700,00 €.

N°D2013-604 - 17/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Fathia GUEMAR

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance suite à l'assignation en référé déposée par Madame Fathia Guemar tendant à indemnisation suite aux travaux de réalisation de la ligne n°2 du tramway.

N°D2013-605 - 17/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SA ARCADES AUTOMOBILES requête n°1303687-4 TA

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1303687-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 août 2013 par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre le titre exécutoire n°1112 du 3 juillet 2013 émis par la Communauté d'Agglomération d'un montant de 222 500 euros.

N°D2013-606 - 17/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Patrick Benoit

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1303703-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Patrick Benoit relative à une demande indemnitaire consécutivement à une chute en vélo provoquée par les travaux de la ligne n°3 du tramway.

N°D2013-607 - 17/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SCI LSG

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13MA03359 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 9 août 2013 par la SCI LSG pour demande en réparation d'un préjudice subi consécutivement aux travaux de la ligne de Tramway n°2.

N°D2013-608 - 13/09/13 - Direction des Sports

Décision relative à la mise à disposition à titre gratuit du palais des sports René Bougnol à l'association 'les Enfants de la Terre'

Objet : une convention de mise à disposition est conclue avec l'association « Les enfants de la Terre ». Cette

convention concerne la mise à disposition des installations du Palais des Sports René Bougnol. Cette convention est établie pour la journée du 21 septembre 2013, et s'effectue à titre gratuit, vu l'aspect caritatif de la manifestation.

N°D2013-609 - 17/09/13 - Direction des Sports

Décision relative à un marché à bons de commandes n°3333DS13 de prestations de services pour le nettoyage événementiel des tribunes et espaces du Palais des Sports René Bougnol

Objet : Un marché n°3333DS13 de prestations de services est passé avec la société KAROLA sise à Montpellier. Le marché concerne le nettoyage événementiel des tribunes et espaces du Palais des Sports René Bougnol à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée d'un an, renouvelable deux fois. Le montant du marché est assorti d'un minimum de 6 000 € H.T. et d'un maximum de 28 000 € H.T.

N°D2013-610 - 17/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Syndicat de la copropriété le vieux Manoir

Objet : La défense de la communauté d'agglomération de Montpellier est confiée au cabinet d'avocats "SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°13MA03236 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 6 août 2013 par le syndicat de la copropriété le vieux Manoir contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier rejetant sa demande en réparation de préjudice subi consécutivement aux travaux de construction de la ligne n°3 du tramway.

N°D2013-611 - 29/08/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice SA ARCADES AUTOMOBILES requête n°1303687-4 TA

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1303687-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 août 2013 par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre le titre exécutoire n°1112 du 3 juillet 2013 émis par la Communauté d'Agglomération d'un montant de 222 500 euros.

N°D2013-612 - 25/09/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société SILKAN au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société SILKAN pour une période de six mois à compter du 1^{er} octobre, soit jusqu'au 31 mars 2014. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 84,82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 212,92 euros.

N°D2013-613 - 25/09/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un avenant au marché n°3165GD12 de pompage et de transport des eaux de lavage des véhicules de collecte depuis la plateforme d'exploitation de la Régie de collecte de Pignan vers Maera

Objet : Un avenant n°1 au marché n°3165GD12 de pompage et transport des eaux de lavage des véhicules de collecte depuis la plateforme d'exploitation de la Régie de collecte à Pignan vers Maera est passé avec la société SRA SAVAC, ZAC de Tournezy, 74 rue Maurice le boucher, 34078 Montpellier Cedex 03. Cet avenant concerne la durée du marché qui est fixée à la date de mise en service de l'installation de traitement des eaux de lavage de la plateforme de Pignan. Le présent avenant s'élève à 6 000 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 36 000 € H.T., le coût unitaire d'un mètre cube pompé, transporté, et traité à MAERA restant fixé à 41,95 € H.T.

N°D2013-614 - 25/09/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société IMAIOS au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public, est conclu avec la société IMAIOS pour une période de 6 mois à compter du 1^{er} octobre 2013, soit jusqu'au 31 mars 2014. La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société pour la surface de 84,82 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 212,92 euros.

N°D2013-615 - 25/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition d'une BD interactive sur le Blues à la médiathèque Victor Hugo

Objet : Un contrat de prêt d'œuvres représentant 36 planches plastifiées, 6 cadres noirs pour fusain, un cd contenant un fichier PDF accompagnant l'exposition et un cd musical est conclu avec L'Association Le Tigre Blanc. Le prêt de l'exposition de la BD interactive sur le Blues prendra effet le 15 octobre 2013. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 630€ pour la période du 15 au 29 octobre 2013.

N°D2013-617 - 25/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation des Amis du Musée Fabre d'une œuvre de Claude Marie Dubufe : L'Inquiète (tête d'expression féminine), huile sur toile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don des Amis du Musée Fabre, d'une huile sur toile de Claude Marie Dubufe : L'Inquiète (tête d'expression féminine), huile sur toile, vers 1828-31. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-620 - 25/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative au prêt à titre gratuit de l'exposition De ciels et d'eaux à la médiathèque Aimé Césaire

Objet : Un contrat de prêt à titre gratuit de 28 photographies destinées à l'exposition « De ciels et d'eaux » est conclu avec M Philippe Aubry. Le prêt de l'exposition « De ciels et d'eaux » prendra effet à compter du 26 novembre jusqu'au 17 décembre 2013. La Communauté d'Agglomération de Montpellier prendra à sa charge l'assurance de cette exposition dont la valeur s'élève à 4520 € pour la période du 26 novembre au 17 décembre 2013.

N°D2013-621 - 25/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise au Musée Fabre d'une ménagère à dessert en vermeil, comprenant douze couverts et douze couteaux, gravés des armoiries de la famille de Paul

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de la Fondation d'Entreprise d'une ménagère à dessert en vermeil, comprenant douze couverts et douze couteaux, gravés des armoiries de la famille de Paul. Cette ménagère à dessert en vermeil sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-622 - 25/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de Monsieur Daniel Dezeuze de 124 de ses œuvres d'art graphique

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de Monsieur Daniel Dezeuze de 124 de ses œuvres d'art graphique. Ces 124 œuvres d'art graphique seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-625 - 25/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de Monsieur Michel Descossy de cinq œuvres d'art graphique de Camille Descossy : Grand Duc, Un Chêne, Un port de Sète, Olivier, Un portrait de Desnoyer

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de Monsieur Michel Descossy de cinq œuvres d'art graphique de Camille Descossy : Grand Duc, Un Chêne, Un port de Sète, Olivier, Un portrait de Desnoyer. Ces œuvres d'art graphique seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-627 - 25/09/13 - Direction de la Culture

Décision relative à une donation de Monsieur Stéphane Bordarier d'une de ses œuvres, Sans Titre, 4 IV 2008, huile sur toile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte le don de Monsieur Stéphane Bordarier d'une de ses œuvres, Sans Titre, 4 IV 2008, huile sur toile. Cette œuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

N°D2013-629 - 16/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision de constitution de partie civile

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se constitue « partie civile » dans l'affaire n°13232000038 devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier en date du 16 septembre 2013. Le préjudice financier de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 450€ T.T.C. La durée de validité de la présente décision s'étend à l'ensemble des suites de la procédure engagée.

N°D2013-631 - 25/09/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PRADEO Security Systems au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PRADEO Security Systems pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} octobre 2013, soit jusqu'au 30 septembre 2014. A compter du 1^{er} octobre 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société PRADEO Security Systems pour la surface de 100,44 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 333,84 euros.

N°D2013-634 - 25/09/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3395RI13 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un accès Internet

Objet : Un marché n°3395RI13 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et d'un accès Internet, à bons de commande, décomposé en trois lots est conclu avec les sociétés : - Lot n°1 - Réseau Privé Virtuel : ORANGE, 30 avenue Marcel Dassault, 31506 TOULOUSE Cedex 5 - Lot n°2 - Accès Internet Haut Débit « primaire » pour les pépinières d'entreprises : SFR BUSINESS TEAM, 12 rue de la Verrerie, 92190 MEUDON - Lot n°3 - Accès Internet Haut Débit « secondaire » pour la pépinière d'entreprise Cap Oméga : OVEA, 59 rue Nelson Mandela, 34070 MONTPELLIER. Ce marché concerne : Lot n°1 : Un service de liaisons permanentes entre les différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier leur permettant de partager de nombreux applicatifs - Lot n°2 : Un accès à Internet sécurisé à haut débit (20 Mbits/seconde) pour les pépinières d'entreprises Cap Alpha et Cap Oméga - Lot n°3 : Un accès à Internet sécurisé à haut débit (40 Mbits/seconde) pour la pépinière d'entreprises Cap Oméga. Ce marché est conclu pour une durée allant : - Lot n°1 : de sa notification au 30 novembre 2013 - Lot n°2 : de sa notification au 30 novembre 2013 - Lot n°3 : de sa notification au 30 novembre 2013. Le montant du marché est compris entre : - Lot n°1 : un minimum de 50 000,00 € H.T. et un maximum de 70 000,00 € H.T. - Lot n°2 : un minimum de 5 000,00 € H.T. et un maximum de 7 000,00 € H.T. - Lot n°3 : un minimum de 4 000,00 € H.T. et un maximum de 6 000,00 € H.T.

N°D2013-637 - 08/10/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché pour la réalisation de mesures acoustiques sur le parc des déchèteries de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de prestations intellectuelles doit être conclu avec la société SOCOTEC sise 1140 avenue Albert EINSTEIN en vue de réaliser des mesures acoustiques sur le parc des déchèteries de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché débutera par un Ordre de Service (OS) de démarrage des prestations et aura une durée maximum de 12 semaines et éventuellement 4 semaines supplémentaires si la tranche conditionnelle est affermie. Le montant de ce marché est 23 330,00 € HT.

N°D2013-639 - 08/10/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3355GD13 de missions de contrôle extérieur géotechnique en préalable aux travaux d'aménagement du casier n°2 du Casier de stockage des déchets ménagers et assimilés de CASTRIES

Objet : Un marché de prestations intellectuelles est passé avec la société FONDASOL sise , ZI de la LAUZE, 4 rue Maryse BASTIE, 34430 St JEAN DE VEDAS. Ce marché comporte deux lots attribué au même prestataire. Le lot 1 pour des essais géotechniques préalables aux travaux et le LOT 2 pour des missions géotechniques de contrôle extérieur. Le lot 1 aura une durée de 2 mois à compter de l'OS de démarrage des prestations et le lot 2 une durée de 43 mois à compter de l'OS de démarrage des prestations. Le montant du lot 1 est de 3 930,00 € H.T. et le montant du lot 2 est de 24 570,00 € H.T. Soit un total pour le marché de 28 500,00 € H.T.

N°D2013-641 - 25/09/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat d'assistance et de maintenance du logiciel de gestion des Services Funéraires LEONIS n° C000016005

Objet : Un contrat d'assistance et de maintenance informatiques est conclu avec la société LOMACO, 21 avenue Jean Jaurès, B.P. 37, 46101 FIGEAC Cedex. Ce contrat concerne le logiciel de gestion des Services Funéraires LEONIS avec l'option « planning crématorium », installé en réseau aux Services Funéraires de Montpellier Agglomération. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 2 052,34 €T.T.C.

N°D2013-642 - 25/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3350RI13 d'achat de matériel informatique

Objet : Un marché de techniques de l'information et de la communication est passé avec la société DELL à Montpellier. Ce marché concerne l'acquisition de matériel informatique. Le marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de la notification. Le montant minimum du marché s'élève à 50 000 € H.T. et maximum à 199000 € H.T.

N°D2013-643 - 25/09/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la résiliation du bail commercial de l'hôtel de la Demeure des Brousses

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire depuis juillet 2012 des parcelles cadastrées section SM 22 et 25, à Montpellier, acquises par préemption. Ces parcelles sont occupées par un hôtelier, la SARL DEMEURE DES BROUSSES, qui bénéficie d'un bail. Conformément au code de l'Urbanisme il appartient à la CAM de gérer et d'affecter le bien préempté. Dans ce cadre, la CAM souhaite affecter les lieux à la mise en place de la base de vie d'une cellule d'assistance à maîtrise d'ouvrage grands travaux, destinée à répondre aux besoins en main d'œuvre des entreprises, sur les chantiers d'aménagement à venir de la zone (Gare TGV, doublement A9, ZAC OZ). La CAM a proposé à la SARL DEMEURE DES BROUSSES, titulaire du bail commercial, une résiliation transactionnelle du bail pour un montant de 760 000 €, validé par France Domaine. Cette indemnité d'éviction a été acceptée par la SARL DEMEURE DES BROUSSES.

N°D2013-645 - 25/09/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à des cessions de véhicules vétustes immatriculés 510 ADF 34, 212 ACJ 34, 239 AEJ 34, 511 ADF 34, 894 APQ 34, à l'hôtel des ventes de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier procède à la réforme de 5 véhicules vétustes immatriculés 510 ADF 34, 212 ACJ 34, 239 AEJ 34, 511 ADF 34, 894 APQ 34, qui sont cédés à l'Hôtel des ventes, chemin de Poutingon à Montpellier. Les prix des cessions des véhicules résulteront de la vente aux enchères.

N°D2013-646 - 25/09/13 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments

Décision relative à des cessions de véhicules vétustes immatriculés 217 AJC 34 et 216 ACJ 34 à l'hôtel des ventes de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier procède à la réforme de deux véhicules vétustes immatriculés 217 AJC 34 et 216 ACJ 34, qui sont cédés à l'hôtel des ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier. Les prix des cessions des véhicules résulteront de la vente aux enchères.

N°D2013-647 - 17/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice FOURNAISE Christine

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête en référé n°1304014-1 près le Tribunal Administratif de Montpellier par Madame Christine Fournaise le 26 août 2013 tendant à la suspension du Permis de démolir du 7 janvier 2013 pris par le Maire de Montpellier du bâtiment dénommé la Demeure des Brousses.

N°D2013-648 - 17/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Christine Fournaise, requête n°1304029-1 TA

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1304029-1 du 28 août 2013 par Madame Christine Fournaise tendant à l'annulation du permis de démolir pris par le Maire de Montpellier le 7 janvier 2013 du bâtiment dénommé Demeure des Brousses.

N°D2013-649 - 08/10/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3074GD12 portant sur une étude pour la mise en œuvre d'une fiscalité incitative pour le financement du service de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés

Objet : Délais pour établir la déclaration CNIL plus long que prévu donc le délais d'exécution de la tranche ferme doit être prolongé de 4 mois . Celui ci initialement prévu pour une durée de 3 mois passe à 7 mois. La tranche ferme prendra fin le 31 décembre 2013.

Le montant du marché est inchangé.

N°D2013-657 - 25/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice Société civile immobilière La Colombe

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP Lyon-Caen et Thiriez près la Cour de Cassation contre l'arrêt du 19 février 2013 de la Cour d'appel de Montpellier fixant l'indemnité totale de dépossession que devra verser la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux consorts Massoubre, aux consorts Vailhe et à la SCI la Colombe pour l'expropriation d'une emprise de 74 843 m² sur la parcelle cadastrée à Saint Jean de Védas AC n°5, ZAC Marcel Dassault.

N°D2013-658 - 25/09/13 - Direction des Sports

Décision relative à l'autorisation de déposer un permis de démolir et de construire dans le cadre de la réhabilitation du stade de la Mosson 'mondial 98'.

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme de réhabilitation du stade de la Mosson « Mondial 98 » en confiant par mandat les études et la réalisation de cette opération à la SAAM par délibération n°10689 en date du 29 février 2012. Les études de conception ayant abouti à la finalisation d'un dossier d'Avant Projet Sommaire, il convient de déposer le permis de démolir et de construire.

N°D2013-659 - 08/10/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de maintenance du système de réservation de véhicules n° C027976.0/D383508

Objet : Un contrat de maintenance et d'assistance informatiques est conclu avec la société GIR sise à VILLEURBANNE. Ce contrat concerne le logiciel et le matériel du système de réservation de véhicules, installé à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments pour la gestion du parc des véhicules de service de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2013. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période d'un an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2015. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 932,88 € T.T.C.

N°D2013-660 - 08/10/13 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un contrat de service de télétransmission des actes budgétaires FAST

Objet : Un contrat de service de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité FAST est conclu avec la société CDC FAST sise à PARIS. Ce contrat concerne l'envoi des actes budgétaires à la Trésorerie Principale Municipale. Ce contrat prend effet à compter de sa notification pour une période de 1 an. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 299,00 € T.T.C.

N°D2013-666 - 08/10/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la signature d'un marché complémentaire n°3184GD12 au marché n°2553GD11 pour la réalisation du dossier réglementaire soumis à enquête publique du casier n°2 de l'ISDnd de Castries

Objet : un marché complémentaire au marché n°2553GD11 pour la réalisation d'études complémentaires au dossier réglementaire soumis à enquête publique du casier n°2 afin de répondre aux sollicitations de services de l'Etat dans le cadre de la tierce expertise du dossier. Les investigations complémentaires visant à améliorer la connaissance de l'hydrogéologie du secteur et en réponse à la tierce expertise du BRGM. Ce marché est conclu avec la société ANTEA sise, ZAC du Moulin, 803 bld Duhamel du Monceau – CS 30602, 45 160 Olivet Cedex

Le montant de ce marché est de 9 500,00 €HT.0. La durée de ce marché est de 1 mois à compter de sa notification valant OS.

N°D2013-670 - 08/10/13 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision modificative à la décision n° D2013-468 relative à l'acquisition des parcelles cadastrées section SO n° 5 et 6 - Commune de Montpellier

Objet : Il convient de modifier la décision n°2013-468 autorisant l'acquisition des parcelles cadastrées section SO 5 et 6 sur la commune de Montpellier pour un montant 1 212 275 € de afin de modifier les modalités de paiement : le paiement est fractionné, 612 275 € seront payés à la signature de l'acte et le solde de 600 000 euros sera payé à la libération des lieux au plus tard le 30 octobre 2014.

N°D2013-672 - 25/09/13 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice 'Daniel MARTINET'

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation déposé par Monsieur Daniel Martinet tendant à indemnisation pour préjudice subi consécutivement à la réalisation de la ligne n°2 du tramway.

N°D2013-682 - 08/10/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux pour le projet KARYON au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec le projet KARYON pour une période de 7 mois à compter du 1^{er} octobre 2013, soit jusqu'au 30 avril 2014. Compte tenu du statut de lauréat du MIG 2012 et du prix obtenu, aucune redevance ni prestation matérielle ne sera payée à compter du 1er octobre 2013 pour la surface occupée.

N°D2013-683 - 08/10/13 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société FLOWXY au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega et autorisant une réduction de surface

Objet : Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société FLOWXY pour une période de 12 mois à compter du 1^{er} octobre 2013, soit jusqu'au 30 septembre 2014. A compter de la même date, la société est autorisée à restituer la surface de 30,17 m², partie du module B219 situé en zone verte au 2ème étage du bâtiment pour transférer son activité sur la surface de 14,78 m², autre partie du module B219. A compter du 1^{er} octobre 2013, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société FLOWXY pour la surface de 14,78 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 196,28 euros conformément au tarif applicable à ce jour, approuvé par délibération n°11321 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre

2012.

N°D2013-696 - 08/10/13 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à un marché n°3417GD13 de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les travaux d'aménagement du casier n°2 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Castries

Objet : Ce marché de services est passé avec la société APAVE sise route départementale 56, 34970 LATTES pour un montant de 7 900,00 € H.T. Ce marché débutera à sa notification valant ordre de service et jusqu'à l'expiration des délais de garantie. Sa durée prévisionnelle est de 82 mois.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - MARCHÉ N°8.313 DU CONCEPT IMAGE DU MATÉRIEL ROULANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Avec les 4 premières lignes de tramway, la Communauté d'Agglomération a engagé une démarche pour obtenir un tramway personnalisé auquel est associé une image importante, originale et représentative de sa politique de transport.

Le travail de design a porté sur les formes du nez, l'aménagement de la cabine de conduite, les espaces intérieurs des rames et leurs équipements (sièges, barres de maintien, équipements d'information...) ainsi que la couleur et la décoration.

Pour la 5^{ème} ligne de tramway, la Communauté d'Agglomération a décidé de poursuivre cette démarche fructueuse en lançant une consultation portant sur l'établissement du concept design du matériel roulant de la Ligne 5 (habillage intérieur et extérieur d'une vingtaine de rames) et des prestations associées de déclinaison sur les aménagements de station (habillage des abris tramway), la billetterie (habillage des titres de transport), l'habillage intérieur et extérieur des bus et les points d'arrêts.

TaM, au titre de son mandat de maîtrise d'ouvrage délégué, a organisé cette consultation dont l'avis a été envoyé à la publication le 15 janvier 2013, dans le cadre d'une procédure adaptée restreinte en application de l'article 148 du Code des Marchés Publics. Le marché à attribuer comporte une tranche ferme et 4 tranches conditionnelles :

- la tranche ferme concerne l'élaboration du cahier design du matériel roulant. Il s'agit d'élaborer un design spécifique et original pour les rames de la future ligne 5 de tramway. La tranche ferme concerne également des prestations associées de design pour une rame "multilignes" qui sera destinée à circuler sur l'ensemble du réseau.

- la tranche conditionnelle 1 porte sur l'assistance au maître d'ouvrage, notamment pour la mise au point définitive du design avec le fournisseur de matériel roulant retenu, ainsi que sur le suivi de la mise en œuvre des différentes techniques.

- la tranche conditionnelle 2 a pour objet les couleurs et l'harmonisation visuelle des stations Tramway de la ligne 5 avec les véhicules (panneaux de signalétique, abris voyageurs, distributeurs de titres, bornes d'informations voyageurs...).

- la tranche conditionnelle 3 concerne l'image de la billetterie (carte à puces, tickets...).

- la tranche conditionnelle 4 porte sur l'habillage extérieur et intérieur des bus et l'harmonisation des points d'arrêts (poteaux, affichage...).

Par délibération n°11193 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a élu la Commission d'Appel d'Offres spécifique, composée conformément à l'article 22 du Code des Marchés Publics.

Après avis motivé de la Commission d'Appel d'Offres spécifique réunie le 29 mars 2013 pour procéder à l'examen des candidatures, TaM mandataire a sélectionné les 5 candidats admis à présenter une offre :

- Avant Première
- Yellow Window Design
- MBD Design
- Othoniel Studio
- Anagraphis

Après étude et classement des projets, la Commission d'Appel d'Offres spécifique, réunie le 17 octobre 2013, a décidé de retenir l'offre de l'entreprise YELLOW WINDOW / MISS'TIC pour un montant de 252 000 € H.T. décomposé comme suit :

- tranche ferme : 133 000 € H.T.,
- tranche conditionnelle 1 : 53 000 € H.T.,
- tranche conditionnelle 2 : 32 000 € H.T.,
- tranche conditionnelle 3 : 7 000 € H.T.,

- tranche conditionnelle 4 : 27 000 € H.T.

Cette offre répond à l'ensemble des spécifications du cahier des charges et constitue l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères suivants, définis au règlement de la consultation avec leur pondération : originalité du projet proposé (50%), esthétique (30%) et de prix (20%).

L'association de l'agence Yellow Window Design à Miss'Tic, une artiste phare de l'art urbain, donne une dimension street-art et avant-gardiste à la 5^{ème} ligne de tramway. L'originalité du projet proposé par Yellow Window/Miss'Tic a particulièrement retenu l'attention car il s'est avéré en rupture avec ce qui a été fait jusqu'à maintenant sur le réseau montpellierain. La livrée est volontairement noire et blanche pour la distinguer des 4 lignes actuelles et exprimer une identité originale et forte. La forme résolument moderne du bout avant du tramway, associée à des représentations de femmes sur le décor noir et blanc en contraste avec l'ambiance intérieure colorée et gaie a, de part sa qualité esthétique, été elle aussi déterminante dans le choix de ce projet. Ce projet offre une autre facette de la ville où le sens de l'humain reprend une orientation et des couleurs, tout en proposant un univers restituant à la cité son ouverture, sa chaleur, sa générosité, sa gaieté et sa liberté par les femmes de Miss'Tic qui nous regardent, nous parlent et nous accompagnent dans nos allées et venues.

La prestation des concurrents a été jugée conforme et satisfaisante et la Commission d'Appel d'Offres spécifique a proposé de leur attribuer la prime de 35 000 euros H.T. prévue au règlement de consultation, sans réfaction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.313,
- autoriser TaM mandataire de la Communauté d'Agglomération à signer le projet de marché de concept image du matériel roulant de la 5^{ème} ligne de tramway avec l'entreprise YELLOW WINDOW/MISS'TIC pour un montant de 252 000 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIES NOUVELLES ET GESTION DES TEMPS – PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL 2013-2018

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Développement Durable, Energies Nouvelles et Gestion des Temps, rapporte :

Par délibérations du 29 octobre 2010, du 10 mars 2011 et du 30 juin 2011, Montpellier Agglomération et les Communes de Montpellier, Lattes, Pérols et Baillargues se sont lancées dans une démarche mutualisée d'élaboration d'un Plan Climat Energie Territorial, afin d'optimiser, au niveau local, la mise en œuvre des objectifs européens dits des « 3x20 » d'efficacité énergétique, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'augmentation de la part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique. Cette approche commune a valu à Montpellier Agglomération, maître d'ouvrage des études cofinancées par l'ensemble de ces communes, de bénéficier du soutien technique et financier de l'ADEME et de la Région Languedoc-Roussillon.

Le Plan Climat Energie Territorial, dont l'élaboration est rendue obligatoire pour les Collectivités de plus de 50 000 habitants par la loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2012, définit, dans les champs de compétences respectives de chacune des collectivités :

- les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter ;
- le programme des actions à réaliser dans la trajectoire de l'atteinte des objectifs du « 3x20 » ;
- un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats.

Au terme de trois années d'études et de concertation, ayant mobilisé les Communes et les acteurs du territoire (associations, entreprises, institutions, partenaires techniques...), au travers d'une dizaine d'ateliers ponctués par deux temps forts d'Assises, le projet de Plan Climat 2013-2018 est soumis à l'arrêt du Conseil Communautaire et des Conseils Municipaux de Montpellier, Lattes, Pérols et Baillargues ; pour Montpellier Agglomération, c'est l'objet de la présente délibération.

Le projet de Plan Climat 2013-2018 est constitué de deux documents. Un document principal, intitulé « Diagnostic-Orientations » commun aux cinq Collectivités, qui identifie, après un état des lieux territorial et patrimonial, la stratégie à 2020 adoptée par les Collectivités, en termes de lutte contre le changement climatique, les objectifs qui s'y réfèrent ainsi que les moyens de suivi et d'évaluation nécessaires à sa mise en œuvre. Le deuxième document, à visée plus opérationnelle, détaille le Plan d'action qui concourt à l'atteinte des objectifs fixés. Il est spécifique à chaque Collectivité.

En premier lieu, le profil énergie-climat territorial, élaboré sur la base de données de l'année 2007, fait le constat d'un territoire :

- sur lequel la part des ménages en situation de précarité énergétique liée au logement est plus élevée que la moyenne nationale (20% contre 13% nationalement) ;
- dont la consommation énergétique est relativement faible du fait du caractère peu industriel de son activité économique, principalement concentrée dans les secteurs des déplacements et du bâti ;

- qui reste moins émetteur de gaz à effet de serre que sur le territoire national malgré une augmentation plus importante de la population ;
- pour lequel le gisement d'énergie de source renouvelable, important, reste aujourd'hui encore peu exploité ;
- fortement vulnérable au changement climatique du fait de son caractère méditerranéen d'une part, et urbain d'autre part.

Ce profil est complété, pour chacune des cinq Collectivités mutualisées, par un Bilan Carbone® sur le patrimoine et les compétences propres à chacune d'entre elles. Pour Montpellier Agglomération le périmètre de ce bilan comprend les émissions et les consommations relatives aux compétences menées en délégation de service public.

Le Plan Climat 2013-2018 a vocation à diffuser une approche globale et intégrée de la politique énergie-climat au sein des l'ensemble des politiques publiques portées par Montpellier Agglomération et les Communes mutualisées. Cette approche fait écho aux stratégies de développement engagées par les Collectivités depuis déjà deux décennies, intégrant les enjeux climatiques, énergétiques et de qualité de l'air.

Fort de ces constats, les Collectivités se sont dirigées vers des plans d'action ciblés et opérationnels. Ces programmes reprennent les actions déjà engagées, et investissent les champs de compétences des Collectivités pour lesquels les questions énergétiques et climatiques avaient moins été prises en compte. Les Assises et les ateliers de concertation sont venus enrichir le profil-énergie climat du territoire et dessiner les huit orientations stratégiques, structurant ainsi les plans d'action des cinq Collectivités :

Cinq orientations stratégiques relevant du volet territorial du Plan Climat

En réponse aux objectifs d'efficacité énergétique et de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire, les secteurs des transports et du bâti existant apparaissent comme ayant les plus forts potentiels de réduction.

Orientation stratégique 1 – Vers un territoire plus économe : agir à l'échelle de l'habitat existant et de l'aménagement

Avec l'entrée en vigueur de la réglementation thermique (RT) 2012 au 1^{er} janvier 2013, qui permettra l'atteinte d'une certaine efficacité énergétique dans les bâtiments neufs, et le besoin des ménages du territoire de maîtriser leur facture face à la précarité énergétique, les enjeux se portent vers l'habitat existant et sa rénovation. A ce titre, les copropriétés privées construites avant 1975 constituent une cible privilégiée pour la Communauté d'Agglomération, avec des gains énergétiques possibles très importants. Montpellier Agglomération engage ainsi une étude préopérationnelle multicritères (techniques, financiers, juridiques...).

Parallèlement, et au-delà de l'application de la RT 2012, la spécificité du climat, mais aussi des modes de vie méditerranéens nécessite l'émergence de solutions techniques adaptées et innovantes, notamment dans la prise en compte du confort d'été. La Communauté d'Agglomération de Montpellier compte soutenir et initier des initiatives qui iront dans ce sens.

De même la Communauté d'Agglomération de Montpellier compte accentuer son soutien à la recherche et au développement sur des bâtiments innovants et démonstrateurs. De nombreuses solutions émergent, en particulier à l'échelle de la conception d'îlots, pour une gestion économe et mutualisée des flux. Par ailleurs, le territoire de l'EcoCité, qui concrétise les ambitions du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) avec les projets *Ode à la Mer* *Montpellier Nature Urbaine* et *Oz Montpellier Nature Urbaine*, qui devient les lieux de mise en œuvre « avancée » du Plan Climat par le biais de modes d'intervention et d'opérations innovantes et surtout démonstratrices et « reproductibles ».

De plus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé une réflexion sur l'aménagement temporel du territoire à travers l'élaboration d'un Schéma Directeur Temps et Territoire (SDiTT), dans le but d'assurer notamment une meilleure gestion des services et des équipements et une meilleure organisation des déplacements.

Orientation stratégique 2 – Miser sur les mobilités post-carbone

Il s'agit de promouvoir et d'accompagner des nouveaux modes et de nouvelles pratiques tant sur le plan des déplacements domicile-travail que sur le plan des déplacements professionnels. Ainsi dans le prolongement du Plan de Déplacements Urbains (PDU) et en cohérence avec le Plan de Prévention de l'Atmosphère (PPA), le Plan Climat mise sur les mobilités post-carbone au travers d'une approche multimodale des déplacements défini dans le cadre d'un schéma directeur des transports urbains.

Intensifier le report modal du véhicule particulier vers d'autres modes de transports à travers le renforcement de l'attractivité du réseau urbain de transport (par la poursuite de la réalisation d'un réseau de tramway performant, l'optimisation du réseau de bus, ou encore l'accompagnement du développement de l'offre de trains régionaux), augmenter le taux de remplissage des véhicules (en facilitant l'usage partagé de la voiture : covoiturage et autopartage), faciliter le déploiement de véhicules décarbonnés par la promotion de l'électromobilité (dont les véhicules et vélos à assistance électrique), et diminuer les émissions de GES liées au transport routier de marchandises (en repensant la logistique urbaine) sont autant d'actions qui, en cohérence avec le PDU 2010-2020 permettront l'atteinte, au niveau local, des objectifs de diminution de GES et d'efficacité énergétique de ce secteur.

Les objectifs de production d'énergie de source renouvelable sont atteignables en combinant production et maîtrise de l'énergie.

Orientation stratégique 3 – Amplifier le recours aux énergies renouvelables sur le territoire

Le Plan Climat vient confirmer les objectifs de production d'énergie renouvelable, de source solaire et biomasse, identifiés dans le Schéma directeur des énergies renouvelables (SDER), l'un des quatre éco-projets de l'Agenda 21 de Montpellier Agglomération. Ces objectifs passent par la réalisation de projets tels que le projet de centrale solaire à Cournonsec ou encore la conversion en biomasse bois énergie du réseau de chaleur historique Antigone-Polygone. Au-delà de ces sources d'énergie renouvelable, le Plan Climat identifie également le recours à la récupération de chaleur, par géothermie et par récupération de l'énergie des eaux grises (eaux de piscine, de douche...), devenue

intéressante avec des bâtiments de plus en plus performants, telle la récupération de l'énergie fatale sur le moteur installé au Thôt ou encore le projet de sondes géothermiques sur *Ode à la mer Montpellier Nature Urbaine* Acte I. In-fine, le Plan Climat prévoit de combiner les actions de production d'énergie renouvelable avec des actions d'efficacité énergétique. Le territoire dispose du potentiel (solaire, bois, géothermie), tant en production de chaleur que d'électricité. L'action et la commande publiques seront déterminantes pour mobiliser ce potentiel.

L'atteinte des objectifs du « 3x20 » sera facilitée par l'évolution des pratiques de tous.

Orientation stratégique 4 – Accélérer localement les changements de modes de production et de consommation

L'atténuation des effets du changement climatique, tout comme l'adaptation au changement, nécessitent un engagement de tous les acteurs locaux, pour définir et mettre en œuvre des solutions adaptées au territoire et le rendant plus résilient.

Le profil énergie-climat cible un certain nombre de secteurs prioritaires en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie : les bâtiments tertiaires, la filière du BTP, la délocalisation de la production alimentaire... Les enjeux du changement de modes de production et de consommation entraînent donc la mise en œuvre d'actions dans ces différents domaines.

Il s'agit également d'accompagner le changement dans l'approche de tout un chacun vers une eau de qualité et en quantité suffisante.

Le Plan Climat a été élaboré, en concertation, avec une participation importante et récurrente des acteurs du territoire. Cette dynamique collective d'échanges doit être poursuivie et élargie, en particulier vis-à-vis du grand public.

En complément des actions d'atténuation des effets du changement climatique, il apparaît nécessaire d'adapter le territoire, dans un contexte méditerranéen fortement impacté.

Orientation stratégique 5 – Anticiper localement l'adaptation au changement climatique

Au regard de la vulnérabilité de ce territoire, les actions portées par le Plan Climat identifient une poursuite des investissements, mais également l'information et la sensibilisation dans le but de développer la résilience des populations et de conduire des démarches innovantes pour identifier les solutions futures à une meilleure prise en compte des risques (inondation, submersion marine...).

Avec l'augmentation prévisionnelle des températures estivales d'ici 2050, et parallèlement, la non prise en compte de la problématique dans la RT 2012, la question du confort d'été dans les bâtiments apparaît prioritaire localement. Enfin, la Cité intelligente constitue un levier stratégique pour expérimenter des solutions innovantes pour adapter le territoire au changement climatique.

Trois orientations stratégiques dont les enjeux relèvent d'une évolution des pratiques dans le fonctionnement interne des Collectivités

Les émissions annuelles de gaz à effet de serre liées au patrimoine et au fonctionnement des cinq collectivités représentent environ 3% des émissions totales du territoire. Mais agir sur ces 3% est essentiel dans la mesure où les changements de pratiques sont un puissant levier de diffusion par les agents, bien au delà du périmètre professionnel.

Les orientations stratégiques du volet interne du Plan Climat sont le fruit des bilans carbone patrimoine et compétences des 5 collectivités, complétées par la charte de l'achat public durable, l'un des quatre éco-projet de l'Agenda 21 de Montpellier Agglomération.

Orientation stratégique n°6 – Intensifier l'écomobilité et les nouveaux usages de la voiture dans les déplacements

Orientation stratégique n°7 – Poursuivre et amplifier la gestion énergétique et climatique du patrimoine

Orientation stratégique n°8 – Promouvoir de nouveaux modes de consommation et une politique d'achat durable

Ces huit orientations structurent la stratégie des Collectivités en faveur de l'énergie et du climat. Au regard des compétences et des modalités d'interventions, chaque collectivité a ainsi décliné un plan d'action détaillé, en complémentarité et synergie. Le Plan d'Action de Montpellier Agglomération comporte 29 actions qui viennent compléter et enrichir l'exercice des différentes compétences.

La politique énergie-climat déjà prise en compte dans l'action publique locale, et renforcée par les huit orientations stratégiques du Plan Climat et les cinq plans d'action, permet l'atteinte des objectifs du « 3x20 », adaptés au contexte local, dans le respect des objectifs fixés par le Schéma Régional Climat Air Energie Languedoc-Roussillon (SRCAE) :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre de 21% par rapport aux émissions de 1990, par habitant ;
- réduire les consommations d'énergie de 12% par rapport au scénario tendanciel à l'horizon 2020 ;
- accélérer l'augmentation de la part d'énergie de source renouvelable sur le territoire dans le mix énergétique et la combiner avec des actions de diminution de consommation.

Ces objectifs ne pourront être atteints que s'ils sont portés par l'ensemble des acteurs du territoire, pouvant tous concourir aux actions de lutte contre le changement climatique. Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du Plan Climat sera assuré au travers du processus de labellisation Cit'ergie®, dans lequel Montpellier Agglomération s'est engagée par délibération du 8 octobre 2012. Ce label européen, à destination des collectivités, récompense pour quatre ans le processus de management de la qualité de la politique énergétique mise en place. Au-delà de ce suivi, il est proposé de poursuivre la collaboration avec les acteurs du territoire, initiée par les Assises et les ateliers, en définissant une charte d'engagement local de contribution à la diminution des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre. L'année 2014 sera consacrée à l'élaboration de cette charte.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (article R229-53 du Code de l'Environnement), le projet de Plan Climat 2013-2018 sera soumis pour avis au Préfet de Région et au Président de la Région Languedoc-Roussillon. Une nouvelle délibération sera soumise au Conseil Communautaire suite aux avis formulés dans un délai réglementaire de deux mois, pour adoption définitive du Plan Climat au début de l'année 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le projet de Plan Climat Energie Territorial annexé à la présente délibération ;
- soumettre le projet de Plan Climat au Préfet de Région et au Président de la Région Languedoc-Roussillon, pour avis à faire connaître dans un délai de deux mois à compter de la réception du document, conformément au Code de l'Environnement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°6 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CRÉATION DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER - APPROBATION DES STATUTS

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'association Opéra Orchestre National Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM) a pour objet d'assurer la promotion de l'Opéra et Orchestre national par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier et sa Région, en France et à l'étranger de toutes les activités lyriques, chorégraphiques ou audio visuelles.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon sont les partenaires majeurs, principaux financeurs de cette association. La gestion de cette dernière a donné lieu à un rapport de la Chambre Régionale des Comptes en 2010 et du Ministère de la Culture et de la Communication en 2011. Au vu des conclusions de ces rapports, les partenaires ont commandité fin 2011 une étude relative au mode de gestion le plus approprié pour la gestion de l'Opéra Orchestre National Montpellier Languedoc-Roussillon.

Cette réflexion a conduit à privilégier le projet de création d'un Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) entre l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, afin de pérenniser les activités actuellement portées par l'association Opéra Orchestre National Montpellier Languedoc-Roussillon, et dont le principe a été approuvé par délibération n°10968 du 28 juin 2012, après présentation en Comité Technique Paritaire lors de sa séance du 21 juin 2012.

Le processus de création de cet EPCC arrive aujourd'hui à son terme, avec une mise en œuvre prévue au 1^{er} janvier 2014. Conformément aux lois et règlements, cet EPCC reprendra l'intégralité des activités et personnels de l'association existante.

De son côté, le Comité d'Entreprise de l'association a diligenté un audit social sur le transfert de l'activité à l'EPCC. Sur le fondement de cet audit, le Comité d'Entreprise, lors de sa réunion du 3 octobre 2013, s'est prononcé favorablement à l'unanimité (8 voix pour sur 8 votants) sur le principe du transfert des activités et du personnel et sur les statuts du futur EPCC.

Ces derniers précisent les missions et les priorités du futur EPCC, qui s'inscriront dans les cahiers des missions et des charges pour le réseau national des opéras en région et pour le réseau national des orchestres en région. Ils prévoient en outre les modalités de financement de l'établissement pour les années 2014 à 2016, établies à 13M€ / année civile pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, 4M€ / année civile pour la Région Languedoc Roussillon et 2,9M€ / année civile pour l'Etat. Pour la 1^{ère} année, ces contributions plancher seront versées au prorata temporis de la date de transfert des biens et des personnes. Les statuts prévoient en outre la composition du Conseil d'Administration définie comme suit :

12 représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

4 représentants de la Région Languedoc-Roussillon,

3 représentants de l'Etat,

3 personnalités qualifiées désignées par la Communauté d'agglomération, la Région Languedoc-Roussillon, l'Etat,

2 représentants du personnel (à noter que jusqu'alors, les personnels n'étaient pas représentés au conseil d'administration de l'association),

Un membre supplémentaire pourra siéger, le cas échéant, au sein du Conseil d'Administration en application de l'article R 1431-4, 2eme alinéa d) du Code Général des Collectivités Territoriales.

En outre, les personnels employés par l'association OONM dont l'objet et les moyens sont transférés à l'établissement public bénéficieront du transfert de leur contrat de travail en application de l'article 1224-1 du Code du travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Opéra Orchestre National de Montpellier

Languedoc Roussillon joints en annexe,

- solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault, pour la création de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon au 1er janvier 2014,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MÉDIATHÈQUES D'AGGLOMÉRATION - CONVENTION POUR LA MISE EN PLACE DU PASSEPORT MULTIMÉDIA ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA COMMUNE DE LATTES- AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de développement de la lecture publique et de coopération à l'échelle de son territoire.

Une des manifestations concrètes de cet engagement a été d'élargir l'accès des médiathèques du réseau de l'Agglomération de Montpellier à d'autres médiathèques communales de la Communauté d'Agglomération, via une carte dite « Passeport multimédia », qui vient compléter la carte spécifique donnant accès à l'ensemble des équipements communautaires de lecture publique.

Sans changer le fonctionnement technique, informatique et administratif des différentes bibliothèques, ce dispositif vise à faciliter la circulation des usagers entre les différents établissements. Il a donné lieu en 2005 à la signature d'une première convention pour la mise en place du Passeport multimédia entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et deux communes du territoire Saint-Jean-de-Védas et Villeneuve-lès-Maguelone.

Depuis 2012, le Conseil communautaire a approuvé quatre nouvelles conventions avec les communes de Murviel-lès-Montpellier, Cournonterral, Cournonsec et Fabrègues, par les délibérations respectives du 24 mai 2012, du 19 juillet 2012, du 8 octobre 2012 et du 24 septembre 2013. Il est proposé aujourd'hui d'adopter une nouvelle convention, qui met en partenariat le réseau des médiathèques de Montpellier Agglomération et la médiathèque de la commune de Lattes.

Sur demande d'un usager dans les équipements partenaires, elle prévoit la délivrance d'une carte passeport donnant la possibilité à l'utilisateur inscrit en médiathèque dans l'une des deux collectivités signataires de la convention de fréquenter les autres établissements, sans devoir acquitter de frais supplémentaires au titre d'une nouvelle inscription. Le dispositif de passeport commun est rendu possible par l'harmonisation préalable des tarifs d'inscription.

La convention pour la mise en place du « Passeport multimédia » renforce la dynamique de coopération et prend la mesure des nouveaux enjeux territoriaux en matière de service public de lecture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de « Passeport multimédia » avec la commune de Lattes ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°8 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC L'ASSOCIATION CONFLUENCES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

L'association Confluences initie et met en œuvre des projets culturels et des actions de cohésion sociale et de lutte contre les discriminations.

Elle organise notamment le festival «Les Internationales de la Guitare», manifestation annuelle qui, par sa programmation, le nombre de concerts et l'extension de son aire géographique a connu un développement continu depuis sa création en 1996.

En 2012, plus de 100 000 spectateurs ont participé aux 350 concerts et animations du festival, présent dans 17 communes de l'Agglomération de Montpellier.

Afin d'amplifier son action, Confluences a élaboré un projet ayant pour but de permettre l'accessibilité à la culture pour tous les publics, notamment jeunes et éloignés pour des raisons sociales ou géographiques.

Ce projet présenté par l'association s'articule, dans le cadre des Internationales de la Guitare, autour des axes d'intervention suivants :

- permettre une accessibilité à la culture pour tous,

- Intervenir le plus largement possible sur les territoires et notamment celui de l'Agglomération de Montpellier, que ce soit en milieu urbain, péri-urbain ou rural,
- permettre une transmission des savoirs,
- avoir une action pédagogique d'initiation à la Culture,
- promouvoir des actions d'éducation artistique et culturelle en milieu scolaire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite, en collaboration avec l'ensemble des partenaires publics, accompagner cette action répondant à sa politique visant à assurer l'accès de tous à une offre culturelle durable sur l'ensemble de son territoire.

A l'initiative de l'association Confluences, de l'Etat (Direction Régionale des Affaires Culturelles), de la Région Languedoc-Roussillon, du Département de l'Hérault et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention pluriannuelle d'objectifs a été élaborée afin de fixer le cadre artistique et financier du projet pour la période 2014 – 2016.

L'association s'engage à mettre en œuvre un programme d'actions en cohérence avec ses axes d'intervention ci-dessous définis :

- organiser des journées culturelles associant les structures locales, dans plusieurs villes de l'Agglomération de Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, durant le festival Les Internationales de la Guitare, en veillant à un maillage cohérent du territoire et à pratiquer des tarifs modérés pour les concerts payants,
- organiser des actions culturelles et pédagogiques avec les réseaux des Médiathèques de l'Agglomération et le réseau des Maisons pour Tous, ainsi qu'avec le réseau des musées de la Région Languedoc-Roussillon,
- intervenir en milieu scolaire par des actions pédagogiques et culturelles élaborées en concertations avec les enseignants durant tout le festival, soit dans les établissements, soit en invitant les élèves à l'extérieur,
- maintenir une politique tarifaire modérée, et adaptée afin de permettre à tous les publics d'accéder aux concerts se déroulant dans les grandes salles.

Outre le projet de l'association Confluences, cette convention définit les modalités de versement des subventions de chacun des partenaires. Les montants de ces subventions feront l'objet de conventions annuelles spécifiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault, la Région Languedoc-Roussillon, L'Etat et l'association Confluences,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°9 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MARCHÉS N°3245DC13 DE TRAVAUX À BONS DE COMMANDE POUR LES BÂTIMENTS CULTURELS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Avec 36 sites et une surface de plancher d'environ 140 000 m², les établissements culturels de la Communauté d'Agglomération de Montpellier représentent un patrimoine immobilier conséquent et diversifié, avec des bâtiments de taille et d'âge très divers. Afin d'être en capacité d'assurer l'entretien, les travaux courants, ainsi que des travaux de rénovation plus conséquents sur ces établissements, avec le maximum de réactivité requis pour des équipements en exploitation, un appel d'offres ouvert a été lancé en date du 21 mars 2013, visant à la conclusion de marchés de travaux à bons de commande, sans minimum ni maximum. Il s'agit de travaux tous corps d'état, divisés en 14 lots traités en marchés séparés comme suit :

n° lot	Désignation	Estimation en €H.T./an
1	Démolition	35 000 €
2	Terrassements – V.R.D.	51 000 €
3	Gros œuvre	100 000 €
4	Charpente - Couverture	104 000 €
5	Etanchéité	88 000 €
6	Mensueries PVC - Aluminium	72 000 €
7	Métallerie	80 000 €

8	Menuiseries bois	200 000 €
9	Rideaux – Protections solaires – Brises soleil	30 000 €
10	Cloisons – Doublages – Faux plafonds	20 000 €
11	Revêtements de sols durs - Faïence	18 000 €
12	Revêtements de sols souples et résine	33 000 €
13	Peinture – Nettoyages et ravalement de façade	33 000 €
14	Nettoyage de chantier	6 000 €

Les marchés à intervenir seront conclus pour une durée de 1 an à compter de leur notification, renouvelable 3 fois pour la même durée.

La date limite de remise des offres a été fixée au 7 mai 2013. Au regard de l'analyse conduite par les services de la Direction de la Culture, assistés du Cabinet Frustié, assistant à la maîtrise d'ouvrage sur cette affaire, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 15 octobre courant, a attribué les lots 2 à 14 comme suit :

n° lot	Désignation	Attributaire	Montant estimatif €H.T./an
2	Terrassements – V.R.D.	Colas Méditerranée	28 570 €
3	Gros œuvre	Darver	71 074,99 €
4	Charpente - Couverture	Langudeoc Toitures	43 580 €
5	Etanchéité	Alpha Services	29 720 €
6	Mensuieries PVC - Aluminium	Atelier Ducrot	46 725 €
7	Métallerie	Technifer	30 060 €
8	Menuiseries bois	Atelier Ducrot	90 558 €
9	Rideaux – Protections solaires – Brises soleil	Clément & Fils	28 183,50 €
10	Cloisons – Doublages – Faux plafonds	Midi Plafond	12 670 €
11	Revêtements de sols durs - Faïence	Balboa Frères	11 800 €
12	Revêtements de sols souples et résine	JLC Peinture	25 750 € €
13	Peinture – Nettoyages et ravalement de façade	SARL Cornil	14 908,40 €
14	Nettoyage de chantier	Hexa Net	7 680 €

Concernant le lot n°1, 2 offres ont été remises. L'une faisant apparaître un montant annuel estimatif inférieur à l'estimation du marché, mais irrecevable du fait d'ommissions dans le bordereau des prix unitaires, et l'autre faisant apparaître un montant annuel estimatif de 20% supérieur à l'estimation du marché. Compte tenu de ces éléments, la Commission d'Appel d'Offres a déclaré ce lot n°1 infructueux et décidé de la relance d'une nouvelle procédure de consultation en appel d'offres ouvert.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des marchés de travaux à bons de commande n°3245DC13, lots n°2 à 14, avec les entreprises susvisés,
- autoriser, préalablement à l'engagement de la nouvelle procédure de consultation en appel d'offres ouvert pour le lot n°1, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code général des Collectivités Territoriales,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°10 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE FABRE - FRAIS DE DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER POUR UN AGENT DU MUSÉE FABRE DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - AUTORISATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération souhaite poursuivre sa politique d'enrichissement de ses collections. En particulier, il s'attache à augmenter son fonds d'œuvres de Sébastien Bourdon, l'un des plus grands artistes du XVII^e siècle, originaire de Montpellier et actif à Paris et à Rome.

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération a été informé de la vente dans une galerie londonienne d'un tableau majeur de Sébastien Bourdon. Cette acquisition serait un apport considérable à ce fonds.

Il convient que le conservateur du musée Fabre, en charge du Département XVe – XVIII^e, se rende à la Galerie Derek Johns de Londres le 5 novembre 2013 afin de vérifier la qualité et l'état de conservation de ce tableau.

Le montant maximum des frais liés à ce déplacement pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est estimé à 800 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le déplacement à Londres d'un conservateur du musée Fabre ainsi que la prise en charge des frais afférents à ce déplacement,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DES SÉANCES SUR RÉSERVATION POUR LES GROUPES POUR LE MUSÉE HENRI PRADES, LE MUSÉE FABRE ET LE PLANÉTIARIUM GALILÉE - APPROBATION

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Dans une perspective de recherche d'augmentation de leur fréquentation française et étrangère, les établissements culturels de la Communauté d'Agglomération, et plus particulièrement le musée Fabre, le musée Henri Prades et le Planétarium Galilée, entendent structurer et développer leurs actions commerciales prioritairement en faveur de deux marchés cibles encore insuffisamment appréhendés et pour lesquels les marges de progression existent :

- Le marché des groupes du secteur touristique : tours opérateurs, comités d'entreprises, autocaristes, etc.
- Le marché du tourisme d'affaires / incentives.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier participera le 15 novembre 2013 à la convention groupe organisée par Sud de France Développement au Pont du Gard. Ce workshop, réservé aux professionnels du tourisme de groupe, s'organise sur la base de rendez-vous professionnels préprogrammés d'une durée de 20 mn (environ 25 rdv par exposant / stand).

Les trois établissements culturels susvisés seront représentés sur le stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Afin que ceux-ci soient en capacité de proposer des offres adaptées au tourisme de groupes, et sans modifier les conditions tarifaires d'accès à leurs offres, il est nécessaire de redéfinir précisément les conditions générales de vente qui s'appliquent aux offres groupes : conditions de réservation, procédure d'annulation, responsabilité des parties, etc...

Ces procédures sont décrites exhaustivement dans les conditions générales de vente applicables à chacun des établissements, jointes en annexe, qu'il est proposé d'approuver.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conditions générales de vente du Musée Fabre, Musée Henri Prades et Planétarium Galilée, jointes en annexes,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – ORGANISATION DU FORUM 'LE CORPS, QUEL ENGIN !' - CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC LIBÉRATION SARL ET L'ASSOCIATION MONTPELLIER DANSE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le journal Libération organise chaque année au sein d'une grande capitale régionale des journées de rencontres et de débats en présence d'intervenants de renommée. Dans ce cadre, il a manifesté sa volonté de participer à la saison 2013-2014 de Montpellier Danse, en organisant à Montpellier le vendredi 8 et samedi 9 novembre 2013 deux journées de débats axées sur le corps, dans le cadre du « Forum des savoirs ».

Cet engagement constitue une reconnaissance des actions culturelles et artistiques menées par l'association Montpellier Danse, d'intérêt communautaire, et participe au rayonnement et à l'attractivité de notre territoire.

Cette rencontre réunira au Corum des intervenants de haut niveau et de tous horizons politiques et professionnels dans des débats. Ce forum comprendra une quinzaine de débats contradictoires impliquant des invités très divers. Quarante intervenants : politiques, chercheurs, experts, entrepreneurs, philosophes, écrivains et artistes, viendront débattre du corps dans tous ses états. Plus de 10 000 participants sont attendus à ce forum qui sera gratuit sur réservation.

Pour Libération, il s'agit de « favoriser l'émergence de nouveaux débats, de réinventer le lien social, de décrypter les codes émergents », en faisant participer directement les habitants.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il s'agit de s'appuyer sur le concept de Forums citoyens développé par Libération SARL à travers sa capacité à réunir un réseau d'intervenants nationaux et internationaux de haut niveau, et qui est une occasion de positionner notre territoire comme un lieu de débats, d'innovation et d'invention de nouvelles formes de citoyenneté.

Ce Forum, d'une richesse exceptionnelle, sera intégré dans le cadre de la saison Montpellier Danse 2013-2014.

Afin de définir les modalités d'organisation du Forum, il convient de conclure avec Libération SARL et Montpellier Danse une convention de partenariat. Les engagements de chacun des partenaires sont ainsi définis comme suit :

Libération SARL s'engage à assurer la gestion éditoriale du Forum, notamment la recherche des intervenants, la promotion de l'évènement dans les pages du journal Libération avec citation des deux autres partenaires, le pilotage, la direction et la modération du Forum.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à assurer la gestion logistique du Forum, notamment la communication locale et régionale de l'évènement, la mise à disposition des locaux, la sécurité et l'accueil du public pendant la durée de la manifestation, ainsi que les frais de transport, de repas et d'hébergement des intervenants, évalués à 22 000 €.

Enfin, l'association Montpellier Danse s'engage à assurer la billetterie de l'évènement en « Entrée libre et gratuite sur inscription », l'interprétariat pour les intervenants étrangers, ainsi que l'organisation et la prise en charge de deux spectacles pour deux représentations le vendredi 8 novembre 2013.

La convention à intervenir sera conclue pour une durée de deux mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat pour l'organisation du Forum 'Le Corps, quel engin !' avec Libération SARL et l'association Montpellier Danse,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°13 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE FRANCE EN ALGÉRIE - MARCHÉ N°3133DC13 DE PRODUCTION ET RÉALISATION DE PROGRAMMES AUDIOVISUELS ET MULTIMÉDIAS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier réalise le Musée de l'Histoire de la France en Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier. L'approche muséographique de ce musée s'appuiera notamment sur des outils de médiation multimédiale : de projections audiovisuelles, de cabinets multimédias, d'espaces de consultation, ... Dans ce cadre, une consultation en procédure adaptée a été lancée en date du 16 avril 2013 sur la base de l'article 30 du code des marchés publics, en vue de la conclusion d'un marché n°3133DC13 pour la production et la réalisation de programmes audiovisuels et multimédias pour le MHFA, estimé à 710 000 € H.T.

Les prestations attendues se décomposent comme suit :

- conception, recherche iconographique et la fabrication des programmes ;
- assistance à la gestion des droits de propriété intellectuelle des médias incorporés ;
- traduction de certains programmes ;
- assistance au déploiement des programmes.

La procédure engagée prévoyait le recours à une ou plusieurs négociation(s) avec les entreprises soumissionnaires. Ainsi, 2 phases de négociation ont été engagées avec les 8 entreprises ayant remis une offre à la date limite du 16 mai 2013. Ces phases ont donné la possibilité aux entreprises d'ajuster et d'optimiser techniquement et financièrement leur offre.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'appel d'offres lors de sa séance du 22 Octobre, a attribué le marché objet de la présente délibération à la société NARRATIVE pour un montant de 638 470 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer le marché n°3133DC13 à la société NARRATIVE pour un montant de 638 470 € H.T.,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché susvisé ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°14 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE DOUBLE DÉLIVRANCE DE DIPLÔMES ENTRE L'UNIVERSITÉ PAUL VALÉRY ET LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - LICENCE MUSICIEN INTERPRÈTE - PROLONGATION ET ACTUALISATION DU DISPOSITIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Depuis quelques années, des cursus d'études post-DEM (Diplôme d'Études Musicales) proposant un enseignement de type pré professionnel instrumental, chorégraphique et vocal se sont développés dans de nombreux conservatoires.

Le CRR propose, dans le cadre de la création de l'espace européen d'enseignement supérieur dit « de Bologne » une redéfinition des missions et du contenu de ce cycle d'études par le biais d'un nouveau dispositif, intitulé « Cycle d'Enseignement Supérieur Professionnalisé » (CESP) qui correspond à la définition des Centres d'enseignement supérieur décentralisés ou Pôles supérieurs mis en place sous l'égide du Ministère de la Culture et de la Communication.

Il s'agit de permettre aux étudiants d'acquérir dans des conditions optimales des savoirs et savoir-faire, dans un cadre défini conjointement par les Conservatoires et les Universités et dans une logique d'insertion au sein du monde professionnel.

Destinée aux musiciens, cette nouvelle formation débouche en trois ans sur la délivrance de la Licence « Arts, lettres, langues » mention « Musique » parcours « Musicien interprète » et, sous réserve d'habilitation par le Ministère de la culture et de la Communication, du Diplôme National Supérieur Professionnel de Musicien (DNSPM).

Le partenariat engagé dans cette perspective entre l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération depuis l'année universitaire 2008/2009 a permis de définir un contenu équilibré et cohérent correspondant à ces objectifs.

Il est proposé de renouveler ce partenariat par la conclusion d'une nouvelle convention avec l'UM3, qui précise les modalités techniques et administratives de sa mise en œuvre : conditions d'admission, cadre de formation, modalités administratives d'inscription, délivrance des diplômes. En outre, à l'origine prévue pour les disciplines « Cordes » et « Claviers », la présente convention intègre toutes les disciplines dispensées au C.R.R.

Elle prend effet dès la rentrée universitaire 2013-2014, et prendra fin à l'issue de l'année scolaire 2014-2015. Elle est renouvelable par décision expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de double délivrance des diplômes entre l'Université Paul Valéry et le Conservatoire à Rayonnement Régional relative à la Licence Musicien Interprète ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : CULTURE, ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'ASSOCIATION STAND'ART - NOUVEAU DISPOSITIF - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme N. BIGAS, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Culture, Enseignements Artistiques, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération a créé en 2012 un département des Musiques Actuelles Amplifiées.

Labellisée Scène de Musiques Actuelles (SMAC) en 2012, la salle Victoire 2, équipement communautaire exploité par l'association Stand'Art, a dans ce cadre pour objectif de participer à la structuration l'offre de formation initiale en musiques actuelles mise en place par le C.R.R.

Compte tenu des projets artistiques et pédagogiques des deux structures, il a été formulé le souhait d'initier un dispositif d'actions autour des musiques actuelles pour la rentrée 2013-2014. Ce dispositif doit faire l'objet d'une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association Stand'Art, qui en précise les modalités techniques et administratives de mise en œuvre.

Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à mettre à la disposition de l'association Stand'Art un professeur de Musiques Actuelles Amplifiées du C.R.R., 10h par semaine hors vacances scolaires, à destination des groupes inscrits à Victoire 2. Les musiciens de ces groupes seront accueillis au sein du C.R.R. pour suivre les cours collectifs de Musiques Actuelles dispensés aux élèves du C.R.R. en acquittant le tarif auditeur libre.

De son côté, l'association Stand'Art s'engage à accueillir le professeur susvisé dans ses locaux et à assurer l'information et l'organisation de son enseignement auprès de ces groupes, et à organiser en partenariat avec le C.R.R. des actions culturelles spécifiques (sensibilisation aux risques auditifs, conférences, concerts pédagogiques, rencontres avec des artistes de la programmation, Masterclass...). L'association mettra en outre à la disposition du C.R.R., ponctuellement, des locaux. Enfin, selon les disponibilités, un quota d'invitations pour chaque concert organisé par Victoire 2 pourra être remis au C.R.R.

La convention est conclue pour la période allant du 1^{er} novembre 2013 au 31 octobre 2014. Elle est renouvelable par tacite reconduction pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'association "Stand'Art" et la Communauté d'agglomération de Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°16 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION SATT AXLR - CONVENTION-TYPE DE FINANCEMENT DES PROJETS DE MATURATION DE LA SATT -MODIFICATION DES DÉLÉGATIONS PERMANENTES- AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis près de 30 ans la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Avec 18 parcs d'activités technologiques et scientifiques, des programmes immobiliers High Tech à proximité des centres de recherche, ses pépinières d'entreprises technologiques et la future programmation de Montpellier Métropole Numérique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier développe un ensemble cohérent d'infrastructures et de services offrant aux entreprises un accompagnement de qualité à tous les stades depuis la création jusqu'au développement et l'internationalisation.

Un de ses principaux outils, le BIC (Business and Innovation Centre) de Montpellier Agglomération, reconnu internationalement, avec ses 2 pépinières d'entreprises Cap Alpha et Cap Omega, a notamment accompagné en 25 ans, plus de 500 entreprises innovantes générant aujourd'hui près de 4 400 emplois sur le territoire communautaire.

Ces résultats sont le fruit d'une collaboration étroite et fructueuse sur le long terme avec l'ensemble des universités, des établissements et organismes de recherche de la région et leurs services de valorisation respectifs pour détecter et développer de nouveaux projets d'entreprises innovantes.

Dans le cadre du Grand Emprunt Investissement d'Avenir, un appel à projets a été lancé en 2010 par l'Agence Nationale de la Recherche pour la création de 10 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologie (SATT) sur le territoire national.

Détenues par des groupements d'établissements et d'organismes de recherche, les SATT ont vocation à accélérer la vente des brevets et technologies issus de la recherche publique vers le secteur privé. Cette « valorisation économique » de la recherche peut se faire, soit au travers de la création d'entreprises innovantes, soit par le biais de partenariats avec des entreprises existantes pour améliorer leur compétitivité.

Leur mission est de :

- Sensibiliser les chercheurs académiques au monde économique et détecter des projets d'inventions dans les laboratoires susceptibles de donner lieu à des applications industrielles,
- Financer via le Fonds National de Valorisation (FNV) les travaux de recherche supplémentaires (maturation) pour rendre applicables les découvertes scientifiques dans le monde économique,
- Accélérer et développer le transfert des brevets et savoir-faire des laboratoires vers les entreprises.

Le 1^{er} aout 2012, la SATT dénommé AxLR a été créée en Languedoc-Roussillon. avec 12 actionnaires : Caisse des

dépôts et Consignation, Centre National de la Recherche Scientifique, Université Montpellier 1, Université Montpellier 2, Université Montpellier 3, Université de Perpignan Via Domitia, Université de Nîmes, Centre National de la Recherche Scientifique, Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale, Institut National de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement et l'Agriculture, Institut de Recherche pour le Développement, Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, Centre International d'Etudes Supérieures en Sciences Agronomiques.

Elle est dotée d'un fond de 45 M€ sur 10 ans, au travers du Fonds National de Valorisation (FNV) afin de financer les projets de maturation des établissements de recherche actionnaires en vue d'un transfert technologique vers l'entreprise.

Pour appuyer cette initiative localement, la Région Languedoc-Roussillon, la Direction Régionale de la Recherche et de la Technologie (DRRT) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité s'engager sur la mobilisation de financements complémentaires au FNV pour un montant de 5 M€ les 3 premières années avec un investissement de 3 M€ de la Région, 1,5 M€ du FEDER et 0,5 M€ de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ces sommes ont vocation à cofinancer les projets de maturation d'intérêt régional soutenus par la SATT.

- le Conseil de Communauté de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a délibéré favorablement en date du 28 juillet 2011 sur une participation financière de 500 000 € sur 3 ans pour abonder le financement des projets de maturation soutenus par la SATT AxLR, dans le cadre de nos compétences telles que précisées dans l'arrêté préfectoral n°2012-1-2290 du 17 octobre 2012 et de l'intérêt communautaire défini par délibération 4846 du 18 septembre 2002 notamment concernant le cofinancement d'opérations menées par les centres de recherche publics lorsqu'elles entraînent directement une forte valorisation économique,

Les principaux enjeux sont :

- positionner la Communauté d'Agglomération de Montpellier comme un partenaire incontournable de la valorisation économique de la recherche publique et conforter sa position au sein des universités et des établissements et organismes de recherche,
- accroître le nombre de projets d'entreprises innovantes issus de la recherche susceptibles de s'implanter sur le territoire au travers d'une structure plus performante,
- développer les moyens de financements (fonds de maturation) permettant d'accélérer l'émergence de projets et le processus de création/développement d'entreprises à forte valeur ajoutée.

Modalités d'intervention :

Les projets sont portés par des unités de recherche publiques.

Les fonds versés aux projets de maturation accompagnés par la SATT AxLR permettent aux porteurs de projets sélectionnés de fabriquer un prototype, réaliser des tests de faisabilité, une étude marketing, aboutissant à la mise sur le marché de produits ou services d'intérêt pour la compétitivité, la création et le développement des entreprises du territoire communautaire

Le comité d'investissement de la SATT AxLR, dans lequel siège un représentant des collectivités territoriales, émet un avis concernant la décision d'investir sur les projets présentés. Le Conseil d'administration de la SATT AxLR décide, en fonction de l'avis émis du Comité d'Investissement, le financement des projets.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier cofinancera des projets de maturation portés par les laboratoires de recherche publics et entraînant directement une forte valorisation économique sur notre territoire, au travers d'une subvention versée directement à un organisme de recherche public après avis favorable du comité d'investissement.

Chaque projet retenu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur la base de ces critères et à l'issue de ce processus fera l'objet d'une convention détaillant les modalités d'attribution de cette participation, dont le cadre-type, joint en annexe.

Sa signature interviendra après délibération du conseil Communautaire approuvant la signature de la convention et le montant de la participation complémentaire de la Communauté d'Agglomération au Fond National de Valorisation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'intervention financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- approuver le modèle type de convention de financement des projets, joint en annexe
- approuver la modification de la liste des délégations permanentes du Conseil Communautaire au président
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°17 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'OFFICE DE TOURISME DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences obligatoires relatives au développement économique de son territoire et à l'aménagement de l'espace ainsi que de son intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération met en œuvre des actions destinées à soutenir et développer le tourisme sur son territoire. En effet, avec plus de 8 500 emplois salariés privés, le tourisme constitue une filière stratégique pour l'emploi local. L'activité touristique contribue directement au rayonnement de l'agglomération, en France et à l'international.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mène ainsi depuis plusieurs années, dans le cadre de ses compétences, une politique forte de développement d'équipements culturels, sportifs, ludiques et de soutien à l'organisation d'expositions et de manifestations d'envergure nationale ou internationale qui font aujourd'hui de Montpellier une destination touristique de premier plan.

S'appuyant sur des équipements haut de gamme - avec le Palais des Congrès - le Corum, le Musée Fabre - Montpellier figure parmi les premières destinations françaises en matière de tourisme de congrès et d'affaires. La politique d'aménagement ambitieuse menée par la Communauté d'Agglomération a permis de consolider une offre touristique riche en matière de tourisme culturel, ludique et sportif de haut niveau. Ainsi le pôle ludique d'Odysseum conforte une large palette d'équipements de loisirs avec notamment l'aquarium Mare Nostrum, la patinoire Végapolis, le planétarium Galilée, etc.

De plus, les nombreuses manifestations, soutenues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, contribuent à l'attractivité de la destination et au rayonnement économique et culturel de l'agglomération de Montpellier, en particulier les grandes manifestations internationales comme le Festival de Radio France et de Montpellier Languedoc-Roussillon, le Festival International du Cinéma Méditerranéen, le Festival International de Montpellier Danse, etc., auxquels peuvent être ajoutées les représentations régulières de l'Opéra et de l'Orchestre National de Montpellier et celles du Centre Chorégraphique National de Montpellier. Contribuant au dynamisme touristique montpellierain, des manifestations sportives nationales ou internationales sont régulièrement organisées dans les équipements d'agglomération tels que le stade de rugby Yves du Manoir, le stade de la Mosson Mondial 98 ou la piscine olympique d'Antigone.

L'Office de tourisme de Montpellier, par sa politique d'accueil, d'information, d'animation du patrimoine et de promotion, contribue à la valorisation de ces équipements et événements culturels et de loisirs et œuvre ainsi en faveur du rayonnement et de l'attractivité du territoire de l'agglomération montpellieraine. Il favorise également par son action le développement des entreprises du secteur touristique et conforte par la même la politique d'animation, d'accompagnement et de promotion en faveur de la croissance économique menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de ses compétences.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier souhaitent renforcer leur collaboration, dans la continuité des conventions qui ont couvert la période 2009 à 2012, en vue de soutenir la promotion du territoire d'agglomération et son attractivité.

Ce partenariat s'articule en 2013 essentiellement autour de deux grands axes stratégiques :

1) La promotion des équipements touristiques et de loisirs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que des événements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, tant au niveau national et international

2) L'observation touristique du territoire : La précédente génération de convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office de tourisme de Montpellier a contribué à la mise en place d'un observatoire au sein de l'Office de tourisme. L'objectif est désormais de conforter cet observatoire et de partager, régulièrement, des indicateurs relatifs à l'activité touristique sur le territoire.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite attribuer à l'Office de tourisme de Montpellier, dans le cadre d'une convention de partenariat, une subvention de 100 000 euros pour l'année 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'Office de Tourisme de Montpellier,
- approuver l'attribution d'une subvention de 100 000 euros pour l'année 2013 à l'Office de Tourisme de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°18 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION IDATE (INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS EN EUROPE) - CONVENTION DE PARTENARIAT - SOUTIEN À L'ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS ASSOCIÉS AU DIGIWORLD SUMMIT- AFFECTATION ET ATTRIBUTION DE SUBVENTION

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient depuis de nombreuses années le développement économique de plusieurs filières d'excellence. Le secteur du numérique, représentant environ 1 100 entreprises et 7500 emplois sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est l'un de ces secteurs clés. La pépinière Cap Omega du Business and Innovation Center est spécialisée dans le domaine des TIC. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette action s'est cristallisée en 2013 autour d'un programme ambitieux, Montpellier Métropole Numérique, qui porte une stratégie pluri-annuelle sur plusieurs volets : animation et développement de l'écosystème du numérique, projet urbain autour d'un bâtiment phare porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, développement des dispositifs d'accompagnement des start ups et PME et cité intelligente.

Le programme Montpellier Métropole Numérique sera exposé sur le stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion du Digiworld Summit, conférence internationale du numérique organisée par l'Idate et soutenue par ailleurs par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ainsi la démarche sera présentée aux 1200 participants à cette conférence internationale.

Par ailleurs, dans un sous secteur comme celui des jeux vidéo et de la création numérique, fort d'une soixantaine d'entreprises parmi lesquelles Ubisoft, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène des actions spécifiques, dont le Montpellier In Game, un salon qui regroupera les 21 et 22 novembre 2013 les professionnels de ce secteur et leurs clients, des étudiants et des chercheurs.

Depuis 2 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Idate ont établi un partenariat pour rapprocher leurs deux événements Montpellier In Game et Digiworld Summit (qui se déroulera du 19 et 21 novembre 2013) et favoriser les synergies. En particulier, les deux événements partagent dans leurs programmes respectifs une conférence dédiée au jeu vidéo et à la création numérique. Cette conférence aura lieu en 2013 le 21 novembre. Plusieurs personnalités nationales et internationales du jeu vidéo, invitées à l'occasion de cette conférence resteront également pendant la durée du Montpellier In Game pour participer à des événements du salon organisés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : conférences, masterclasses, concours Game Critics.

En marge du Digiworld Summit, un partenariat est donc défini avec l'Idate sur deux volets :

- o mise en place d'un dispositif de visites et rencontres d'acteurs locaux pour promouvoir l'écosystème numérique, les dispositifs existants et les projets liés au numérique sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, destiné à des personnes présentes au Digiworld Summit,

- o invitation de conférenciers à intervenir au séminaire jeu vidéo du Digiworld Summit -le « Game Summit »- et à intervenir à l'occasion du Montpellier In Game.

Le soutien prévu s'élève à 60 000 euros dans le cadre de ce partenariat qui permettra de valoriser le Montpellier In Game, l'écosystème local du numérique et les actions réalisées sur le territoire en faveur du secteur, en particulier autour du programme « Montpellier Métropole Numérique ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Idate d'une subvention de 60 000 euros pour le soutien à l'organisation d'événements qui sont associés au Digiworld Summit, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°19 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ASSOCIATION PROFESSIONNELLE PIX'LR - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé en 2009 une politique forte de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo. Ce soutien s'est traduit par la constitution de l'association Pix'LR dont l'objet est de structurer cette filière. La Communauté d'Agglomération de Montpellier supporte le programme d'actions de cette association depuis 2010.

L'Agglomération de Montpellier accueille sur son territoire une soixantaine d'acteurs du secteur du Jeu Vidéo et de la création numérique :

- Studios et éditeurs : Ubisoft l'un des leaders mondiaux du secteur, Feerik, Swing Swing Submarine, Casual Box, The Game Bakers, etc.
- Entreprises accompagnées par les structures de Montpellier Agglomération : Alt Shift, Aquafadas, Scimob, etc.
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Virdys 3D, Dwarf Labs, etc.
- Prestataires de la communication numérique : Pixtim, In efecto, Immersia Productions, 3D studio, Com3D,

Actiplay, Actisku, etc.

- Entreprises du serious game : Genious Interactive, NaturalPad, Iamany,

- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Supinfo, Objectif 3D, Acfa Multimedia, ESMA, Art'FX, Studio M,

- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université de Montpellier 3.

L'association Pix'LR regroupe aujourd'hui plus de 35 entreprises de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon, dont plusieurs sont accompagnées par les structures du développement économique de la Communauté d'Agglomération.

L'association Pix'LR a pour but de partager compétences, ressources et savoir-faire entre sociétés du monde du jeu vidéo et de la création numérique, implantées dans la région ou désirant s'y installer. Elle assure également la promotion et l'animation du secteur au travers de rencontres, événements et salons. Enfin, elle a pour vocation de faciliter les transmissions de candidatures auprès des employeurs, mettre en place des projets de recherche et développement, et toute autre activité visant à promouvoir l'industrie du numérique en région.

Sous l'impulsion de son nouveau Président, élu en juillet 2013, l'association a créé plusieurs groupes ou collèges thématiques afin d'offrir une représentativité à toutes les composantes de l'association (formations, entreprises du jeu vidéo, entreprises de la création numérique et prestataires) et de définir des actions adaptées à chacun des collèges.

En 2013, le partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pix'LR portera principalement sur la participation de Pix'LR et de ses membres au salon du Jeu Vidéo de Montpellier Agglomération, Montpellier In Game (MIG) et sur la rédaction d'un annuaire des compétences de l'Association.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui soutient les associations professionnelles locales, en cofinçant leur fonctionnement, affiche un certain nombre d'exigences, en particulier

- la présentation de budgets équilibrés,

- l'affichage du soutien de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans leurs actions de communication.

Pour 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier propose de soutenir l'association Pix'LR par l'octroi d'une subvention de 10 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de 10 000 euros sous réserve de la signature d'une convention de partenariat avec l'association Pix'LR,

- dire que la subvention de 10 000 euros a été affectée par délibération n°11388, du 12 février 2013,

- dire que les crédits sont inscrits au Budget Primitif, chapitre 929

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local.

Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 275 € par jour (estimation de 2011).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2013, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

Journées de Recherche Respiratoire

L'Association Jean-Baptiste DESBREST, sous l'autorité de son Président, Monsieur Arnaud BOURDIN, a organisé du 11 au 12 octobre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Journées de Recherche Respiratoire ».

Cette manifestation a contribué à mettre en lumière la richesse de la recherche respiratoire francophone, à la fois par les pneumologues cliniciens et par les chercheurs eux-mêmes. Divers domaines de la pneumologie ont été exposés : asthme et allergie, cancer, circulation, infection et inflammation, physiologie et contrôle ventilatoire, avec la présentation d'une centaine de résumés de travaux originaux. 250 chercheurs et cliniciens ont participé en présence d'orateurs de tous pays.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

14^{ème} Forum de la Création d'Entreprise

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier, sous l'autorité de son Président, Monsieur André DELJARRY, organisera le 27 novembre 2013, au Corum de Montpellier, une manifestation

intitulée « 14^{ème} Forum de la Création d'Entreprise ».

Ce forum, événement majeur du territoire, va réunir sur une journée l'ensemble des acteurs de la création et de la reprise d'entreprises dans une synergie facilitant l'émergence et la réalisation de projets. Plus de 2 000 visiteurs sont attendus, porteurs de projets, chefs d'entreprises et autres acteurs de la création-reprise, ainsi qu'une centaine de partenaires (institutionnels, Collectivités, Chambres consulaires, Banques, ordres professionnels).

Une subvention de 8 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°21 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE - ETUDE DE FAISABILITÉ D'UNE ÉCOLE INTERNATIONALE - CONVENTION DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Plusieurs entreprises majeures de l'agglomération de Montpellier (dont Schlumberger et DELL) et voisines (dont Royal Canin), et plusieurs centres de recherche internationaux (CIRAD, INRA...) déplorent l'absence de campus international sur le territoire, a minima d'un cursus international présentant une équivalence avec les cursus anglo-saxons. Cette absence constitue pour ces organisations un frein majeur au recrutement et à la fidélisation de cadres internationaux.

La gouvernance économique Montpellier Unlimited s'est saisie de cette problématique et l'a inscrite dans sa feuille de route. En effet, les enjeux pour le territoire sont multiples et importants :

- Pérennisation des grands comptes actuellement installés,
- Attractivité du territoire auprès de cadres et chercheurs internationaux,
- Attractivité auprès de projets d'implantations d'entreprises à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois,
- Élément majeur de rayonnement à l'international.

Il est envisagé dans un premier temps d'engager une étude d'opportunité qui permettrait de :

- Réaliser un état des lieux de l'offre d'enseignement bilingue et international existante sur le territoire,
- Quantifier le besoin effectif et potentiel des entreprises et autres structures souhaitant attirer des cadres internationaux (nombre d'élèves, niveau des établissements, zone de chalandise...),
- Valider la faisabilité du projet et préciser les conditions de mise en œuvre,
- Déterminer des scénarii de positionnement,
- Etablir le plan d'actions pour mettre en œuvre le scénario privilégié (financement, solution juridique...).

Schlumberger, Dell et Royal Canin souhaitent cofinancer l'étude d'opportunité préalable, dont le montant prévisionnel est estimé à 26 000€ T.T.C et pour laquelle est attendu un rendu d'ici la fin de l'année 2013. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en accord avec les membres de la Gouvernance Montpellier Unlimited, souhaite soutenir cette dynamique. Au titre de l'attractivité et du rayonnement de son territoire, il est ainsi envisagé de verser une contribution d'un montant de 6 500€ T.T.C. (5434,78€ H.T.) au groupement financeur représenté par la société Schlumberger. Le plan de financement prévisionnel de l'étude s'établit comme suit :

- Schlumberger.....	6 500€ T.T.C
- Dell	6 500€ T.T.C
- Royal Canin	6 500€ T.T.C
- Communauté d'Agglomération de Montpellier	6 500€ T.T.C

Les modalités d'attribution de cette contribution sont précisées dans une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la dynamique enclenchée,
- approuver la conclusion d'une convention de partenariat avec la société Schlumberger,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°22 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ORGANISMES ECONOMIQUES EXTERIEURS - AUTORISATION D'ADHÉRER

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Depuis 30 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant notamment sur des réseaux économiques. Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de l'agglomération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, appartenant aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère à des organismes économiques de référence en lien directe avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans.

Par délibération n°11538 du 23 mai 2013, le Conseil d'Agglomération de Montpellier avait déjà autorisé l'adhésion à plusieurs de ces organismes. Il convient d'ajouter l'adhésion à l'association SYNERSUD pour 160 € au titre de l'année 2013 (association fédérant en Languedoc-Roussillon les 19 structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'adhésion à l'organisme mentionné ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ DERBI - CONVENTION DE PARTENARIAT - DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, mais aussi à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise ainsi le rayonnement des pôles de compétitivité, au nombre de 7 sur son territoire, en soutenant particulièrement les pôles EUROBIOMED, DERBI, QUALIMEDITERRANEE, ainsi que le pôle à vocation mondiale EAU, qui a été labellisé en mai 2010 et le pôle OPTITEC dont le territoire a été élargi au Languedoc-Roussillon à la même date.

En effet, la création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la lisibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur. Dans cet objectif, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du développement durable et en particulier des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique des bâtiments et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Le Pôle de compétitivité DERBI (Développement des Energies Renouvelables dans le Bâtiment et l'Industrie) dont le siège est situé à Perpignan, a été labellisé par le Comité Interministériel de l'Aménagement et du Développement du Territoire (CIADT) du 12 juillet 2005. Il a pour mission de développer, au niveau régional, national et international, l'innovation, la recherche, la formation, le transfert de technologie, le développement et la création d'entreprises dans le domaine des énergies renouvelables appliquées au bâtiment et à l'industrie.

Son objectif est d'accélérer l'émergence de produits et de services innovants sur des marchés en fort développement portés par les directives européennes sur l'énergie et le Grenelle de l'environnement.

Les thématiques retenues se déclinent selon les axes stratégiques suivants :

-Bâtiment producteur d'énergie s'appuyant sur une conception globale intelligente, l'optimisation des performances de l'enveloppe et l'intégration des énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque, géothermie, petit éolien) plus spécifiquement en climat méditerranéen ; Gestion des réseaux et stockage d'énergie (électricité, chaleur, froid) interconnectant l'habitat, les pôles d'activité et les sites de production d'énergie ; Production d'énergie hors bâtiments (électricité, hydrogène, biocarburants...), par énergie solaire, éolienne ou biomasse, que ce soit pour l'alimentation de sites isolés ou pour les systèmes connectés au réseau.

Le Pôle s'est fixé trois objectifs pour servir ses ambitions : Accroître l'expertise et la taille critique des compétences sectorielles sur le territoire régional ; Contribuer à l'émergence et la structuration de la filière des énergies renouvelables et région ; Permettre aux entreprises, et notamment aux PME, d'accéder à la compétence scientifique et technologique régionale.

L'activité du Pôle Derbi se décline ainsi : 150 adhérents cotisants dont 87 entreprises (25 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération), 197 projets labellisés depuis sa création en 2006 dont 163 en recherche et développement, 567 millions d'euros d'investissements pour les projets labellisés.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'association DERBI souhaitent poursuivre leur partenariat en 2013, en mettant en place des actions communes autour des axes suivants :

D'une part, la démarche EcoCité, qui constitue un véritable laboratoire urbain, invite à revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine, et ce dans une posture ouverte à l'innovation. Elle s'inscrit pleinement dans cette dynamique économique et constitue un important levier de développement de l'économie présentielle et technopolitaine. Les innovations souvent développées par des universités et entreprises montpelliéraines, trouveront dans la démarche EcoCité leur territoire d'expérimentation, d'application et de démonstration.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée également depuis 2010 dans une démarche de construction de la cité intelligente basée sur l'Ecocité de Montpellier à la Mer. Ainsi le projet de future gare nouvelle Montpellier Sud de France dans le quartier Oz Nature Urbaine, se trouve au cœur d'un dispositif alliant projet urbain d'ampleur avec une démarche d'innovation portés par la collectivité et ses partenaires.

D'autre part, le projet de "Cité intelligente", enrichissant et développant l'offre et la qualité des services numériques offerts aux citoyens, nécessite une phase d'expérimentations et de tests des solutions techniques urbaines en grandeur nature, qui le fait entrer dans une phase d'opérations concrètes.

Ainsi, la démarche EcoCité est en synergie avec les caractéristiques de l'économie montpelliéraine et les compétences des Pôles de compétitivité, des Universités et des Entreprises du territoire pour mettre en place des expérimentations de solutions innovantes notamment dans les domaines de la performance énergétique.

Le Pôle DERBI apportera son expertise et mobilisera les acteurs économiques et académiques pertinents sur les projets collaboratifs qui pourraient être développés dans le cadre des compétences que la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce dans le domaine du développement durable. Il facilitera l'accès pour les acteurs du développement économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux innovations et résultats des recherches que le Pole Derbi soutient.

Plus particulièrement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier associera le Pôle Derbi au Comité de pilotage de la démarche EcoCité en tant qu'acteur opérationnel.

Le Pôle Derbi et la Communauté d'Agglomération de Montpellier échangeront réciproquement sur les opportunités de projets collaboratifs de recherche. Le Pôle Derbi portera ainsi à la connaissance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les possibilités de projets collaboratifs de recherche qui pourraient s'inscrire dans la démarche de l'EcoCité, réciproquement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier fera part de ses besoins spécifiques identifiés.

Le thème de l'écoconstruction concerne les artisans, les entrepreneurs, les industriels, les PME, les bureaux d'études et les architectes de notre territoire, intéressés par la recherche et le développement de matériaux innovants pour le bâtiment et l'impact des matériaux de construction sur la qualité de l'air.

Le Pôle Derbi apportera une expertise dans les projets impulsés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier : le Plan Climat Energie Territorial, Ecocité, développement d'une filière dans le domaine de l'écoconstruction. Le pole Derbi, associé aux projets développés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'en fera les relais et contribuera à identifier les acteurs appropriés.

De surcroit, le Pôle Derbi et la Communauté d'Agglomération de Montpellier contribueront de manière cohérente et organisée au rayonnement international des filières du développement durable. Ils renforceront mutuellement leurs déploiements à l'international dans les zones géographiques définies comme des cibles conjointes tels que :

- le Canada/Québec (Sherbrooke),
- la Chine,
- le Maghreb (Maroc, Tunisie),
- les Emirats Arabes Unis,
- la Russie,
- ou d'autres pays définis conjointement.

Enfin, le Pôle s'implique au niveau du Business Innovation Center (BIC), d'une part sur les aspects liés à l'innovation et à l'expertise de nouveaux projets sur son territoire (délivrance du label "Entreprise innovante des pôles de compétitivité", participation au comité d'experts et à Montpellier capital risque), d'autre part sur la possibilité d'accueil d'entreprises dans la pépinière "greentech" Cap Alpha ; de la même façon, les formations "Etincelles" de sensibilisation à la création d'entreprises innovantes réalisées par les conseillers du BIC pourraient être organisées par des écoles membres du Pôle sur le territoire de Montpellier Agglomération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier entend ainsi soutenir le Pôle DERBI en cofinançant son fonctionnement à hauteur de 30 000 euros pour l'année 2013.

Suite aux modifications des statuts du pôle créant un collège pour les institutions au sein de son conseil d'administration, il convient de désigner un représentant titulaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté, décide à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à

main levée. Sur proposition de Monsieur le Président, l'ensemble des membres présents approuve la désignation de M. C. Morales en tant que représentant de la Communauté d'Agglomération au sein du Conseil d'Administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec le Pôle Derbi,
- désigner M. C. Morales représentant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au siège du conseil d'administration du Pôle Derbi,
- autoriser le versement d'une somme de 30 000€ au Pôle de Compétitivité Derbi au titre de l'année 2013,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – IMPLANTATION DE LA SOCIÉTÉ WINDEO À LATTES - CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Bénéficiant d'atouts exceptionnels qui font d'elle une métropole très attractive, elle souhaite renforcer son tissu en favorisant l'implantation d'entreprises de stature internationale, fortement créatrices d'emploi.

La société WINDEO Green FUTUR France est l'une des filiales du Groupe belge WINDEO, créé en 2008 qui intervient sur le marché des énergies renouvelables. Initialement spécialisé dans le petit éolien domestique le Groupe Windeo a développé au fil des ans une offre complète qui fait aujourd'hui de lui le premier opérateur local d'énergie verte à travers six univers produits : éolien domestique, solaire photovoltaïque et thermique, récupérateur d'eau de pluie, pompes à chaleur, isolation naturelle et domotique.

Le Groupe WINDEO, qui s'adresse à une clientèle de particuliers, entreprises et collectivités locales, a également développé une plate-forme de distribution dédiée au petit éolien, sous la marque B Wind. Grâce à ce concept innovant de mix énergétique, le groupe WINDEO connaît un très fort développement, affichant un chiffre d'affaires de 28 millions d'euros en 2012 et un effectif global de 85 salariés, dont 39 en France. Cette forte croissance s'appuie en partie sur le lancement d'un réseau de franchise, permettant au Groupe de disposer de 17 agences en France et en Belgique et d'être également présent au Brésil, au Liban et en Pologne.

Le Groupe WINDEO souhaite poursuivre son développement en capitalisant sur une croissance rentable soutenue depuis sa création. Cette stratégie de croissance s'articule autour de 3 axes : déploiement du réseau de « Green Points » à l'enseigne Windeo Green Futur en Europe, concept unique de show-rooms des énergies renouvelables, développement géographique de l'offre à travers des partenariats commerciaux dans les zones de forte croissance, renforcement des offres produits par l'enrichissement des technologies innovantes. Le Groupe WINDEO ambitionne de devenir l'un des principaux leaders européens dans son secteur d'ici 2015 avec un chiffre d'affaires consolidé de 78 millions d'euros, dont 39 millions d'euros en France.

Dans le cadre de cette stratégie de croissance en France le Groupe WINDEO a choisi de transférer à Montpellier, le siège social de sa filiale WINDEO Green FUTUR France et d'y regrouper une partie de l'antenne Est, basée à Dijon, ainsi que l'antenne Sud, récemment installée sur Montpellier et hébergée au MIBI. Ce choix est lié à des ressources naturelles plus propices aux énergies renouvelables et à une volonté de mieux s'implanter sur le sud du territoire français.

Cette implantation, qui se traduit d'ores et déjà par le transfert et la création de 20 emplois à Montpellier, devrait s'accompagner de la création de 50 emplois supplémentaires, sous trois ans dont une quarantaine en Languedoc-Roussillon.

Dans ce cadre, la société WINDEO GREEN FUTUR France sollicite la Région à hauteur de 67 000 €, la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 67 000 € et le Département de l'Hérault à hauteur de 66 000 €, soit un accompagnement global de 200 000 € pour une assiette éligible de 4 000 000 € H.T.

Cette assiette correspond à deux ans de masse salariale chargée liée au transfert et à la création de 50 emplois CDI/ETP en région Languedoc-Roussillon sous trois ans.

Cette aide est allouée sur la base du règlement (CE) n°0999/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides de minimis.

Lors de sa session le 27 septembre 2013, le Conseil Régional, Collectivité chef de file en matière économique, a délibéré en faveur de sa participation à cette action de co-financement. Elle a d'autre part décidé d'autoriser le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier à mettre en place leurs co-financements conformément à l'article L1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur cette base, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a rédigé un projet de convention et inscrit l'enveloppe nécessaire à l'accompagnement financier pour le montant lui incombant au budget 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de financement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société WINDEO,
- attribuer à la société WINDEO, en contrepartie de son programme d'investissement et de création d'emplois, une aide financière stipulée dans la convention citée ci-dessus dans le cadre du Régime cité ci dessus d'un montant de 67 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2013 chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°25 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – EXTENSION DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ ARKADIN À MONTPELLIER - CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique en faveur de l'entrepreneuriat. Bénéficiant d'atouts exceptionnels qui font d'elle une métropole très attractive, elle souhaite renforcer son tissu en favorisant l'implantation d'entreprises de stature internationale, fortement créatrices d'emplois.

Le groupe Arkadin est l'un des leaders des services de collaboration en ligne (3ème au niveau mondial, 2ème en Europe), présent avec 50 bureaux dans 29 pays.

La société française dont le siège social est parisien, a été créée en 2001 lors du passage des conférences assistées par opérateurs vers la technologie automatisée en se différenciant sur une offre de service de collaboration « best in class » (qualité service & proximité) et un développement à l'international (acteur global, présence locale).

Le site de Montpellier a été ouvert en 2005. Initialement positionné comme simple centre de compétences sectorielles, il s'est renforcé en 2011 avec d'une part une extension de ses activités aux fonctions de produits/innovation et d'autre part par une évolution vers un rôle de back office européen.

En 2012, le groupe réalisait un chiffre d'affaires de 175M€ et employait un effectif de 1000 salariés dont 80 à Montpellier.

Aujourd'hui, la Direction Générale du Groupe souhaite que le centre de Montpellier devienne le centre d'excellence et la vitrine du groupe vis-à-vis des clients («show room») et des salariés (lieu symbolisant le bien-être au travail).

L'ouverture de nouveaux pays en EMEA (Europe / Middle East / Afrique) et la croissance organique font prévoir un fort accroissement des effectifs à 3 ans (150 dont 50 sur Montpellier). Outre le recrutement, le projet implique la recherche de nouveaux locaux.

Dans ce cadre, la société ARKADIN sollicite la Région à hauteur de 100 000 €, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Département de l'Hérault à hauteur de 50 000 € chacun, soit un accompagnement global de 200 000 € pour une assiette éligible de 2 708 164€H.T.

Cette assiette correspond à l'accroissement de la masse salariale chargée, liée au transfert et à la création de 50 emplois CDI/ETP sur le territoire communautaire sous trois ans.

Cette aide est allouée sur la base du règlement (CE) n°0999/2006 de la Commission du 15/12/2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides de minimis.

L'enjeu en matière économique pour le territoire est triple :

- Consolidation sur le territoire d'un acteur mondial majeur dans le domaine des services webconference sur une activité à fort potentiel de croissance,
- Renforcement d'un pôle d'excellence à haute valeur ajoutée à vocation internationale, créateur de richesse et draineur de talents,
- Emplois directs : création de 50 emplois à 3 ans sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Lors de sa session le 27 septembre 2013, le Conseil Régional, collectivité chef de file en matière économique, a délibéré en faveur de sa participation à cette action de co-financement. Elle a d'autre part décidé d'autoriser le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier à mettre en place leurs co-financements conformément à l'article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de financement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société ARKADIN,
- attribuer à la société ARKADIN, en contrepartie de son programme d'investissement et de création d'emplois, une aide financière stipulée dans la convention citée ci-dessus dans le cadre du régime cité ci dessus d'un montant de 50 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°26 : MONTPELLIER MÉDITERRANÉE TECHNOPOLE : DÉVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET EMPLOI – ZAC EXTENSION EURÊKA - CASTELNAU-LE-LEZ - MODIFICATION DE LA ZAC - BILAN DE LA CONCERTATION ET DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE L'ÉTUDE D'IMPACT- APPROBATION DU DOSSIER DE CRÉATION MODIFIÉ

M. G. PASTOR, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à Montpellier Méditerranée Technopole : Développement Economique et Emploi, rapporte :

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur une superficie de 39 hectares sur la Commune de Castelnau le Lez.

Le périmètre de la ZAC est délimité à l'ouest et au nord par le chemin de Borie, le lotissement Jean Mermoz et la rue de la Vieille Poste, à l'est par le domaine viticole et le Mas de Verchant et la rue Doscares en limite communale, au sud par la rue du Mas de Verchant et le parc Eurêka, également en limite communale.

Le PDU prévoit que ce secteur soit desservi à terme par un transport en commun en site propre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, connecté au pôle d'échange multimodal de Sablassou.

Ce nouveau quartier est destiné à accueillir, dans le prolongement du parc d'activités Eurêka, des activités tertiaires d'affaires, tertiaires technologiques, des industries à haute valeur ajoutée, des établissements médicaux-sociaux, des commerces et services de proximité, des équipements d'intérêt collectif.

Il couvre une superficie cadastrale de 390 000 m², dont 270 000 m² cessibles.

Le programme global indicatif prévisionnel de constructions était de 230 000 m² de Surface Hors œuvre Nette (SHON).

Par délibération du 10 février 2011, le Conseil Municipal de Castelnau le Lez a approuvé une modification du PLU ouvrant à l'urbanisation le secteur de la ZAC Extension du Parc Eureka et permettant ainsi la mise en œuvre opérationnelle du projet.

A la suite de l'enquête publique qui s'est déroulée du 31 janvier au 04 mars 2011, le Conseil de Communauté a déclaré d'intérêt général le projet d'aménagement de la ZAC Extension Eurêka, par délibération n°10209 du 23 juin 2011.

Par délibérations n°10661 et 10662 du 29 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'équipements publics et le dossier de réalisation de la ZAC Extension du Parc Eurêka.

L'Extension du Parc Eurêka, à Castelnau le Lez, sera l'une des premières opérations à sortir de terre sous le label Ecocité obtenu en 2011 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les communes de Castelnau le Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, dans le cadre d'une consultation nationale. Son objet est de revisiter plusieurs des champs du projet urbain et de la gestion urbaine, dans une logique d'innovation et de qualité environnemental, duplicables, illustrant ce que peut-être la ville de demain.

Ce quartier accueillera les tous premiers éléments du Pôle Régional de Gérontologie (PRG) au sein d'un quartier mixte et intergénérationnel. Ainsi il mêlera logements, activités de bureaux, et un ensemble d'équipements, services et activités dédiées aux personnes âgées depuis la prévention jusqu'à l'accompagnement en fin de vie, afin de mettre en synergie compétences, services et innovation.

Afin d'intégrer les évolutions liées à la démarche EcoCité, et pour permettre cet objectif de mixité, il est nécessaire de faire évoluer les éléments du projet de ZAC, et pour cela de modifier son dossier de création. Selon les dispositions de l'article R. 311-12 du Code de l'urbanisme, la modification d'une Zone d'Aménagement Concertée est prononcée dans les formes prescrites pour sa création.

Aussi, une concertation préalable avec la population au sens de l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme a été engagée conformément aux modalités fixées par le Conseil de Communauté par délibération n° 10883 du 24 mai 2012.

Les objectifs fixés pour cette opération sont les suivants :

- accueillir des activités tertiaires d'affaires, tertiaires technologiques, des industries à haute valeur ajoutée, des établissements médicaux-sociaux, des commerces et services de proximité, des équipements d'intérêt collectif, et des logements ;

- construire un quartier mixte et intergénérationnel, mêlant intelligemment habitat diversifié, équipements et services de quartiers, établissements et activités dédiés aux personnes âgées de rayonnement régional, et activités tertiaires banalisées. Cette mixité, enjeu social majeur, doit permettre aussi de développer la ville des proximités en rapprochant l'emploi et l'habitat. Elle devra prendre corps dans l'armature des espaces publics et dans l'organisation des formes urbaines qui mixte les fonctions ;

- constituer, de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour, une entrée de ville qualitative, marquée par une architecture et des espaces publics valorisants, en transition harmonieuse avec le grand paysage ;

- mettre en valeur un site méditerranéen remarquable par ses éléments patrimoniaux structurant le paysage sur le secteur de Verchant ;

- assurer le maillage urbain dans le prolongement des opérations réalisées (Eurêka et Mermoz) et à venir (Sablassou).

Le périmètre proposé pour cette concertation est le même que le périmètre approuvé précédemment, déduction faite

essentiellement d'une emprise de 8 300 m² située en limite Sud/Est du périmètre, correspondant au potager du Domaine de Verchant inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques et n'ayant donc, du fait de cette protection, pas vocation à être urbanisé.

A l'occasion de cette modification et par souci de simplification, l'opération dite ZAC Extension du parc Eureka, a été renommée ZAC Extension Eureka.

La concertation du public

La concertation préalable s'est déroulée du 31 mai au 1^{er} juillet 2013, selon les modalités fixées par la délibération n°10883 du 24 mai 2012.

Les modalités de la concertation ainsi que le bilan de la concertation sont exposés dans le rapport annexé à la présente délibération.

Au terme de cette concertation, au vu des avis émis sur le projet, des questions posées auxquelles des réponses ont pu être apportées, il n'est pas apparu nécessaire d'amender sur le fonds le projet de modification de la Z.A.C. Cette phase a permis d'apporter un certain nombre de validation et de précision sur les objectifs et la programmation prévisionnelle.

Adaptation du programme global prévisionnel des constructions

Sur ces bases, le dossier de création de ZAC est essentiellement modifié sur les points suivants :

- Le périmètre de la ZAC est porté de 390 000 m² (ancien périmètre de la ZAC) à 378 000 m² (périmètre de la ZAC modifiée) essentiellement du fait de l'exclusion du périmètre de l'opération du potager du domaine de Verchant inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques ;

- Le programme prévisionnel de construction est porté de 230 000 m² de SHON à 256 000 m² de surface plancher, et a pour vocation l'accueil, outre des activités déjà prévues, à savoir tertiaires, commerces de proximité et activités mixtes, celui de logements diversifiés et des éléments constitutifs du Pôle Régional de Gérontologie (établissements médicaux-sociaux, services, tertiaire ciblé, équipement d'intérêt collectif).

Conformément à l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme, le dossier de création comprend les pièces suivantes : le rapport de présentation, un plan de situation, un plan de délimitation du périmètre, l'étude d'impact de la ZAC accompagnée de l'avis de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Languedoc-Roussillon. Enfin le dossier précise que les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC Extension Eurêka seront exclues du champ d'application de la part communale de la Taxe d'Aménagement, conformément à l'article R.331-6 du Code de l'urbanisme.

Dispositions relatives aux mesures compensatoires

En application de l'article R.122-14 du Code de l'environnement, il résulte de l'étude d'impact que les mesures destinées à (i) éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, (ii) réduire les effets n'ayant pas pu être évités, et lorsque cela est possible (iii) compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pas pu être évités ni suffisamment réduits, sont les suivantes :

En phase de conception du projet d'aménagement :

- maintien de certaines parcelles en friches au niveau du vaste espace non urbanisé, du parc de détente et le long de la Lironde, avec gradient de « naturalité » en allant vers le cours d'eau .
- végétation des bassins d'écroulement des eaux de manière naturelle avec fauche tardive une fois par an .
- utilisation de la banque de graines des friches pour l'ensemencement de ces bassins et autres espaces naturels.
- préservation et la renaturation de la Lironde, aujourd'hui très dégradée ;
- conservation d'une bande tampon entre le projet et la Lironde,

En phase travaux :

- cellule de coordination de chantier et clauses environnementales dans les cahiers des charges des entreprises ;
- sensibilisation, suivi et délimitation des zones de chantier par un écologue ;
- adaptation de la période de travaux, des horaires, de la vitesse des engins de chantier, plan de circulation de chantier, plan de gestion des déchets (SOGED) ;
- protection des milieux humides et du sous-sol (localisation et organisation des installations de chantier),

En phase d'exploitation :

- adaptation de la vitesse des automobilistes à l'intérieur de la ZAC (zone 30) ;
- limitation du ruissellement aval par la création de bassins de rétention des eaux et de cunettes de collectes des eaux,
- protection contre les inondations des secteurs aval par la création d'un bassin d'écroulement de la Lironde ;
- mise en place de gîtes artificiels et de nichoirs et création de talus et de petites dépressions humides dans l'espace non urbanisé ;
- installation de dispositifs limitant l'intensité lumineuse ;
- lutte contre les espèces envahissantes par le nettoyage des outils et des engins ;
- Un plan de gestion en faveur de la biodiversité sur la Lironde, le parc, le verger, les bassins, soit un espace de 13 ha, avec gestion différenciée en fonction du niveau de naturalité défini ; Les modalités de gestion et le ou les gestionnaires seront définis en phase de réalisation de l'opération.

Modalités de suivi des mesures :

- En phase travaux :

La réalisation des travaux de la ZAC Extension du Parc Eurêka entraîne la mobilisation d'un certain nombre d'acteurs : le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les entreprises de travaux, les services de l'Etat, l'écologue... Chaque acteur a un rôle spécifique à jouer dans le bon déroulement des travaux et le suivi des mesures.

Les marchés publics constituent un point d'entrée essentiel au regard des exigences liées aux mesures d'organisation et de suivi de chantier. Un grand nombre des mesures décrites dans l'étude d'impact seront prescrites aux entreprises

de travaux à travers les différentes pièces de leurs marchés : dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dans les Plans Assurance Environnement (PAE), dès la phase d'appel d'offres, dans le SOPAE (schéma organisationnel du PAE), dans le Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED), dans le Cahier des Clauses Environnementales de Chantier (CCEC), dans les Bordereaux de prix unitaire (BPU) ou les Plans d'assurance qualité (PAQ).

- Suivi des mesures particulières relatives aux milieux naturels, à la faune et à la flore

Suivi par un écologue pendant la phase de chantier ainsi que en phase d'exploitation, de l'état de conservation des haies, zones de friches et de la Lironde : état sanitaire, reprise des végétaux plantés, qualité et diversité de la strate herbacée (friches, bassins).

- Suivi des mesures particulières relatives aux milieux aquatiques

Afin d'assurer le bon fonctionnement et la bonne utilité de la mise en place des bassins de rétention et d'écêtement, les mesures liées à la gestion des eaux pluviales et des eaux de La Lironde font l'objet d'un suivi particulier : entretien courant ; entretien exceptionnel ; fonctionnement des bassins de rétention en cas de pluies exceptionnelles, crues extrême de la Lironde ; événements extrêmes simultanés.

- Suivi des trafics générés par la ZAC

Une campagne de comptage à l'horizon 2020 sera réalisée afin de confirmer les niveaux de trafics envisagés aux termes de la réalisation de la ZAC et les calculs de capacité des giratoires.

Avis de l'Autorité Environnementale et mise à disposition

L'avis l'Autorité Environnementale sur le projet de modification de la ZAC Extension Eureka ainsi que son étude d'impact a été produit conformément aux articles L.112-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement. Il a été sollicité le 11 juin 2013, et délivré le 09 août 2013 par la DREAL Languedoc-Roussillon. Les observations mentionnées dans cet avis pourront être prises en compte dans d'éventuelles études complémentaires au stade de l'établissement du dossier de réalisation.

Les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis de l'Autorité Environnementale ont été les suivantes :

- ils ont été mis à disposition du public, accompagnés d'un registre permettant de consigner ses observations, à la mairie de Castelnau et au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, du 16 septembre 2013 au 03 octobre 2013 inclus, date à laquelle la période de concertation a été clôturée.

- l'Avis de l'autorité environnementale a également été publié et mis en téléchargement libre sur le site internet de la Communauté d'agglomération de Montpellier,

L'avis de mise à disposition a été publié :

- par voie d'affichages sur le site, au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et en mairie,

- par voie de presse dans les journaux suivants : Midi Libre et La Gazette de Montpellier,

- sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En application de l'article R.122-11 du Code de l'environnement, il y a lieu de dresser le bilan de cette mise à disposition et de définir les modalités de mise à disposition de ce bilan.

Aucun avis ou observation n'a été formulé sur le registre mis à la disposition du public à l'Hôtel d'agglomération.

Un seul avis a été formulé sur le registre mis à disposition en mairie, par le propriétaire du Domaine de Verchant.

Celui-ci est satisfait du nouveau périmètre qui exclu le potager de la ZAC, mais s'étonne que les esquisses d'aménagement présentées laissent quand même apparaître la continuité d'un chemin et de l'espace planté sur cet espace. Il est précisé qu'il ne s'agit que d'esquisses amenées à évoluer tout au long de l'élaboration du projet et en aucun cas de plans d'aménagement définitifs, et qu'aucun aménagement ne sera imposé sur cet espace dont ni la collectivité ni l'aménageur n'ont la maîtrise. En outre il est bien entendu que la qualité visée pour le quartier et son parc ne devront pas nuire à la préservation de l'établissement inscrit aux Monuments Historiques.

Le présent bilan sera mis à disposition du public selon les modalités suivantes :

- mise à disposition des registres clos au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et en mairie de Castelnau le Lez, pendant une durée d'un mois à compter du 04 novembre 2013,

- publication de la présente délibération sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Prenant en considération :

- le bilan de la concertation,

- le périmètre et le programme prévisionnel global de construction actualisés,

- l'étude d'impact relative au projet,

- l'avis de l'autorité environnementale du 09 août 2013 sur l'étude d'impact, aussi que sa mise à disposition du public.

Et rappelant que le projet fera l'objet de précisions au fur et à mesure du processus d'élaboration, notamment dans le cadre du dossier de réalisation de la ZAC et ses modifications ultérieures éventuelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le bilan de la concertation tel que présenté dans le document annexé à la présente délibération,

- approuver les mesures à la charge du maître d'ouvrage, destinées à éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine, réduire les effets n'ayant pu être évités et lorsque cela est possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être évités ni suffisamment réduits telle qu'elles ont été plus amplement exposées ci-dessus,

- approuver les modalités du suivi de la réalisation de ces mesures, des effets du projet sur l'environnement ou la santé humaine telle qu'elles ont été plus amplement exposées ci-dessus,

- approuver le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et de l'avis de l'Autorité Environnementale,

- mettre ce bilan à disposition du public selon les modalités arrêtées ci-dessus,
- approuver, au vu du bilan de la concertation, le dossier de création modificatif de la ZAC Extension du parc Eurêka, renommée ZAC Extension Eurêka,
- créer la ZAC Extension Eurêka dont le périmètre est annexé à la présente délibération, avec un programme prévisionnel tel que décrit ci-dessus
- dire que les constructions édifiées à l'intérieur de la ZAC seront exclues du champ d'application de la part communale de la Taxe d'Aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°27 : ARTISANAT, COMMERCE, MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL – ZAC PARC 2000 2ÈME EXTENSION - GARANTIE D'EMPRUNT À LA S.A.A.M.

Mme G. DELONCLE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Artisanat, Commerce, Marché d'intérêt National, rapporte :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la Zone d'Aménagement Concerté Parc 2000 2^{ème} Extension sur l'année 2012 (CRAC 2012), qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire en date du 25 juillet 2013, prévoit un bilan de concession équilibré à 5 795 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total prévisionnel de la participation du concédant s'élève à 189 000 € H.T.

Par ailleurs, ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit un emprunt total de 2 500 000 euros de la part de la S.A.A.M., aménageur et titulaire de la concession de la Z.A.C. Parc 2000 2^{ème} extension sur la Commune de Montpellier. Tel que prévu par le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, la S.A.A.M. souhaite contracter, dès 2013, l'ensemble de l'emprunt prévu au bilan financier.

A la suite d'un appel d'offres lancé par la S.A.A.M., :

- Montant de l'emprunt : 2 500 000 euros
- Durée : 4 ans dont deux ans de différé d'amortissement
- Échéance de remboursement : trimestrielle
- Taux fixe : 1.90 %
- Frais de dossier : 3 000 euros

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 80% soit 2 000 000 €. Dans l'hypothèse où la S.A.A.M., pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 2 500 000 euros sollicité par la S.A.A.M. auprès du Crédit Coopératif, soit 2 000 000 euros,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°28 : INNOVATION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE - UNIVERSITÉ MONTPELLIER 1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Le projet Cité intelligente dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grande nature fait l'objet d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012 et complété par 3 Projets de Recherche et Développement autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, IBM France, les Universités Montpellier I et Montpellier II, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Eseco Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales et, dans cette perspective, la Communauté

d'agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce cadre, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Dans cet environnement de recherche et développement, l'Université Montpellier 1 contribue à ce projet, en développant des expertises et en lançant des programmes de recherche à moyen terme, sur les problèmes identifiés.

L'Université Montpellier 1 par le biais du laboratoire montpelliérain d'économie théorique et appliquée (LAMETA), unité mixte de recherche UMR 5474, apporte des compétences reconnues en analyse statistique et économétrie, en expérimentation et modélisation en économie industrielle.

Ces activités de recherche s'inscrivent pleinement dans le cadrage général défini dans l'accord de consortium et se prolongent par la réalisation de thèses.

Le sujet de la thèse tutorée par l'Université Montpellier 1 portera sur les effets de la coopération publique/privée sur la dynamique économique locale, la coopération publique/privée étant appréhendée à travers les projets de ville intelligente/smart cities et les modèles économiques qui se dessinent.

Plus particulièrement, le bouleversement technologique donne lieu à une mutation profonde du modèle économique de la ville. Ces dernières années plusieurs villes ou agglomérations dans le monde se sont investies dans des projets très ambitieux de Ville Intelligente (Smart City) en y consacrant parfois un budget significatif et des efforts d'organisation et de coordination considérables. L'enjeu de ces projets est de faciliter le développement d'innovations technologiques, de permettre à ces nouvelles innovations de s'intégrer rapidement aux secteurs et activités déjà existants sur le territoire et enfin de développer, à partir de ces nouvelles innovations, de nouvelles activités économiques et sociales vecteurs d'attractivité pour le territoire et permettant le développement de nouveaux métiers et la création d'emplois. Les enjeux économiques et sociétaux de ces projets sont donc très forts dans la mesure où ils doivent conduire vers plus de croissance économique locale et une meilleure qualité de vie.

L'objectif de cette thèse est de mieux comprendre les interactions entre les décisions économiques des différents acteurs (collectivité, industriels, usagers) participant à la Ville Intelligente afin de déterminer les conditions et les modèles économiques qui permettent l'émergence d'innovations et l'attractivité du territoire. La question de la coordination entre investissement public et investissement privé est certainement au centre des problématiques économiques de la Ville Intelligente.

La thèse pourra s'articuler autour de deux grandes parties. La première sera consacrée à des travaux de recherche originaux sur l'analyse économique de la coordination entre investissements public et investissements privés dans le cadre des projets de ville intelligente. La seconde partie sera constituée de travaux empiriques et factuels qui permettront de déboucher sur un travail plus spécifique concernant l'évaluation économique des projets de ville intelligente illustré à partir du projet Cité intelligente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, moteur du projet Cité intelligente, met à disposition des partenaires l'infrastructure et les données attenantes, teste les nouveaux services urbains, organise la gouvernance, et apporte son expérience ainsi que sa connaissance des attentes et besoins particuliers des utilisateurs potentiels, citoyens et entreprises, ainsi que du tissu économique et environnemental de son territoire.

Elle apportera un co-financement à hauteur de 50 000 euros HT pour les 3 ans, correspondant à 50% du coût d'une thèse en complément des apports de l'université et/ou d'entreprise.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de collaboration de recherche entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'université Montpellier 1,
- autoriser le versement d'une subvention de 59 800 euros à l'université Montpellier 1,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de collaboration de recherche avec l'université Montpellier 1, et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°29 : INNOVATION – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - CONTRAT DE COLLABORATION DE RECHERCHE - UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. ASLANIAN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Innovation, rapporte :

Le projet Cité intelligente dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature fait l'objet d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012 et complété par 3 Projets de Recherche et

Développement autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, IBM France, les Universités Montpellier I et Montpellier II, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Esecos Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales et, dans cette perspective, la Communauté d'agglomération de Montpellier entend utiliser le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce cadre, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Dans cet environnement de recherche et développement, l'université II contribue, par le biais d'expertises et le lancement de programmes de recherche à moyen terme, sur les problèmes identifiés.

L'Université Montpellier 2, par le biais du laboratoire de recherche IES, apporte son expertise sur les acquisitions de données (conception, mise en œuvre, analyse et fiabilité), son savoir-faire pour le développement de capteurs innovants et de systèmes d'observation et de mesures.

Ces activités de recherche s'inscrivent pleinement dans le cadrage général défini dans l'accord de consortium et se prolongent par la réalisation de thèses.

Le sujet de la thèse tutorée par l'Université Montpellier 2 intitulée « Etude et optimisation de capteurs pour les systèmes de gestion des risques naturels » portera sur la conception, la mise en forme et la fiabilisation des systèmes d'acquisition de données pour la gestion de risques naturels ; c'est-à-dire l'optimisation de capteurs et systèmes électroniques associés pour l'acquisition de données, et la conception de nouveaux capteurs associés aux problématiques développées dans le projet Cité intelligente.

Le développement et l'intégration de capteurs spéciaux en surfaces fonctionnalisées, couches minces ou couches épaisses seront dédiés aux paramètres inondation et qualité de l'eau (paramètres physico-chimiques et bactériologiques).

Dans le contexte de gestion des risques naturels, il est également prévu un volet sur la spatialisation de capteurs. L'utilisation de drones comme vecteur d'analyse de paramètres environnementaux est envisagée en collaboration avec la société Cyleone.

Le programme scientifique comprendra d'une part l'état de l'art des systèmes de mesures dédiés à la gestion des risques dans les milieux naturels, d'autre part une étude relative à l'amélioration des systèmes de balises amenées à être optimisées notamment en termes de niveau d'intégration de capteurs et de fonctionnalisation. Enfin, il est également prévu d'analyser les solutions récupératrices d'énergie pouvant être intégrées aux balises ainsi que le développement de nouveaux capteurs et systèmes intégrés.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, moteur du projet Cité intelligente, met à disposition des partenaires l'infrastructure et les données attenantes, teste les nouveaux services urbains, organise la gouvernance, et apporte son expérience ainsi que sa connaissance des attentes et besoins particuliers des utilisateurs potentiels, citoyens et entreprises, ainsi que du tissu économique et environnemental de son territoire.

Elle apportera un co-financement à hauteur de 50 000 euros HT pour les 3 ans, correspondant à 50% du coût d'une thèse en complément des apports de l'université et/ou d'entreprise.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de collaboration de recherche entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Université Montpellier 2,
- autoriser le versement d'une subvention de 59 800 euros à l'Université Montpellier 2,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de collaboration de recherche avec l'université Montpellier 2, et l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°30 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION L'AVITARELLE - CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITE SOCIALE - RESTAURATION COLLECTIVE - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economique, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, a accordé son soutien au chantier d'insertion « restauration collective » à Montpellier. Ce chantier d'insertion est cofinancé par l'Etat, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et des prestations de services. Il permettra de créer 6 postes de travail (12 sur la durée de l'action) destinés à un public jeune et adulte, rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle et habitant l'agglomération montpelliéraine. Ce chantier d'insertion et d'utilité sociale permettra de pré-qualifier les bénéficiaires de l'action dans les métiers de bouche et de service de restauration collective. Les bénéficiaires seront recrutés en Contrat Unique d'Insertion Contrat d'Accompagnement à l'Emploi (CUI-CAE) pour une durée de 6 mois renouvelable une fois. L'action est prévue sur 12 mois sous forme de Chantier d'insertion et d'utilité sociale. L'association L'AVITARELLE opérera en qualité d'employeur et aura en charge l'organisation générale du chantier, notamment l'encadrement technique et pédagogique de l'action, ainsi que l'embauche des salariés bénéficiaires. L'association Les CEMEA assurera le suivi socio-professionnel du chantier. Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget de 425 250 euros sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, et de l'engagement des cofinancements suffisants à la réalisation de l'action. Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- DIRECCTE (dont ACI) : 187 000 euros,
- Département de l'Hérault : 72 333 euros,
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 15 000 euros,
- FNADT : 15 000 euros.

Ce financement a été négocié en 2012 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre du Plan Local de Redynamisation de Montpellier ayant pour objectif de favoriser la création d'activité économique et d'emploi en compensation des pertes économiques liées au départ des deux écoles militaires

- Prestations de services : 135 917 euros.

Une convention précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association l'AVITARELLE une subvention de 15 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion «restauration collective», sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature de la convention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°31 : INSERTION PAR L'ECONOMIQUE – ASSOCIATION CAP EMPLOI 34 - HANDIJOB - SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme T. CAPUOZZI-BOUALAM, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Insertion par l'Economie, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « Insertion par l'économie » et, dans ce cadre, favorise l'accueil et l'information des publics sur les emplois et les métiers, ainsi que l'accompagnement, le soutien, le développement, le renforcement des actions d'insertion permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emploi.

A ce titre, elle soutient l'association Cap Emploi 34 – APSH dont l'objet est l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap pour l'organisation du forum « Handijob ».

L'action Handijob est née de la volonté commune d'acteurs de terrain (Cap Emploi 34, Manpower, Afp) de mettre en place une relation directe entre demandeurs d'emploi possédant le statut de travailleur handicapé et des entreprises.

Pour la 4^{ème} année consécutive, le forum est donc organisé dans le cadre de la semaine nationale pour l'emploi des personnes en situation de handicap (18 au 24 novembre 2013) à Montpellier.

En 2012, Montpellier Agglomération avait soutenu cette action par la mise à disposition de salles et matériels du stade Yves du Manoir, la thématique de la journée étant « le handicap et le sport : dépassement de soi pour le retour à l'emploi ».

Le 22 novembre 2012, 70 entreprises étaient présentes, avec 200 offres d'emploi. Un pôle « formation », un pôle « social » composés d'institutions et associations, ainsi que des ateliers (simulation d'entretiens, conseil en image, cv en ligne ...) et tables rondes étaient également proposés pour compléter l'offre de service aux visiteurs. L'édition 2012 de Handijob a été un succès avec 1200 visiteurs, 240 bénéficiaires formés sur les différents ateliers et 46 contrats de travail signés (dont 21 CDI).

En 2013, les organisateurs ont souhaité mettre l'accent sur les liens entre emploi et culture avec les compétences

partagées d'expression, de créativité et d'innovation.

Cette année, l'action Handijob se tiendra le 21 novembre 2013 dans les locaux de la nouvelle mairie de Montpellier.

Le programme de la journée est le suivant :

- de 9h30 à 16h30 : un forum emploi avec près de 100 exposants, des ateliers ;
- de 17h à 22h : une soirée de sensibilisation destinée aux employeurs avec un débat sur l'insertion des travailleurs handicapés dans l'entreprise, des témoignages.

Des animations proposées notamment par des artistes handicapés ponctueront la journée (scénettes de théâtre, musique, exposition photo...).

Les objectifs quantitatifs attendus pour l'édition 2013 sont les mêmes que l'année dernière.

Pour permettre à l'association Cap Emploi 34 – ASPH34 de réaliser cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 6 000 euros, sur un budget global de 59 050 euros

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

- Etat (Direccte) : 6 000 euros
- Conseil régional Languedoc Roussillon : 6 000 euros
- Conseil Général de l'Hérault : 6 000 euros
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 6 000 euros
- Ville de Montpellier : 4 000 euros
- Agefiph : 2 000 euros
- Aides privées (entreprises partenaires) : 29 050 euros

Une convention entre l'association Cap Emploi 34 – ASPH34 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier précise les modalités de ce financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'association ASPH34-Cap Emploi 34 une subvention de 6 000 euros,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2013, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°32 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – COMMUNE DE CASTELNAU LE LEZ - PARCELLE SECTION AV N°2 - CESSIION FONCIÈRE À GGL DANS LE CADRE DE LA RÉALISATION D'UN PROJET URBAIN - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle sise commune de Castelnau le Lez, cadastrée section AV n°2, d'une contenance de 1 448m² pour l'avoir acquise à l'amiable en 2009 en vue de la création d'une réserve foncière en bordure de l'avenue du Mas de Rochet, aujourd'hui réhabilitée et élargie et devenue avenue Georges Frêche. Cette réserve avait pour but la mise en œuvre du projet urbain dans ce secteur.

Cette parcelle est située en zone 3UB du PLU approuvé. Elle participe au projet d'urbanisme conduit par la commune pour la mise en œuvre du projet urbain dans le secteur du Mas de Rochet.

Cette cession est proposée au prix de quatre cent cinq mille quatre cent quarante euros (405 440€) hors régime de la taxe sur la valeur ajoutée, conformément à l'avis de France Domaine en date du 18 juillet 2013.

Cette proposition a été acceptée par le groupe GGL par courrier en date du 20 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la cession au groupe GGL, Aménageur, de la parcelle ci-dessus mentionnée, pour une contenance totale de 1 448m², au prix de quatre cent cinq mille quatre cent quarante euros (405 440€) hors régime de la taxe sur la valeur ajoutée et conformément à l'avis de France Domaine en date du 18 juillet 2013, les frais étant à la charge de l'acquéreur,
- dire que la recette est inscrite au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE TIERS PAYEUR - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Le 14 septembre 2009, la Commune de Villeneuve Les Maguelone a acquis par préemption, la parcelle cadastrée

AH 92, située 3 Place de l'Eglise, supportant un corps d'immeuble, en vue de réaliser une opération de logements sociaux.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène des actions ou des aides financières en faveur du logement social d'intérêt communautaire. Elle a donc soutenu financièrement la commune de Villeneuve Les Maguelone dans l'acquisition de ce bien et dans le cadre des objectifs de production de logements contractualisés prévus dans le Programme Local de l'Habitat et pour la mise en œuvre de programmes locatifs sociaux.

Une convention de tiers payeur a été signée entre les parties les 20 et 23 mai 2008. Celle-ci arrive à expiration le 30 novembre 2013.

Compte tenu de la complexité du montage de l'opération de logements sociaux prévue sur la parcelle cadastrée AH 92 et pour finaliser le projet comportant 10 logements PLUS et 4 logements PLAI, il y a lieu de prolonger d'un an la convention de tiers payeur entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Villeneuve Les Maguelone.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention de tiers payeur avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - CRÉATION DE LA ZAC OZ 1 - BILAN DE LA CONCERTATION ET DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE L'ÉTUDE D'IMPACT - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle dite *Montpellier Sud de France*, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse «*Contournement Nîmes Montpellier* » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006.

Le projet urbain, dénommé « *OZ Montpellier Nature Urbaine* », mis en œuvre par la Communauté d'Agglomération sur ce site, s'intègre dans le territoire retenu par l'Etat, la Caisse des dépôts et Consignations et l'ADEME, au titre de la démarche nationale Ecocité, destinée à en faire un lieu d'innovations «*duplicables* » en matière de développement et d'aménagement durables.

Les enjeux s'attachant au projet « *OZ Montpellier Nature Urbaine* » sont importants pour le devenir de l'agglomération puisqu'il s'agit de créer à la fois le «*poumon* » économique et de nature urbaine de la métropole montpelliéraine.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en application de l'article L.300-1 du code de l'Urbanisme, au titre notamment de sa compétence «*aménagement de l'espace* » pour enclencher l'aménagement de ce futur quartier, au titre de sa compétence «*développement économique* » pour favoriser, réaliser et promouvoir le pôle d'affaire, et au titre de sa compétence «*équilibre social de l'habitat* » pour favoriser la mixité sociale.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité définir les objectifs de cette opération et engager une concertation préalable du public en vue de la création de l'opération d'aménagement d'ensemble « *OZ Montpellier Nature Urbaine* », dont le bilan a été approuvé par délibération n°11724 du conseil communautaire en date du 25 juillet 2013.

Par délibération n°11823 du 24 septembre 2013 le conseil communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la SAAM dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Cette réalisation va être engagée par phases successives, développées par secteurs opérationnels cohérents.

Compte tenu des enjeux liés à la mise en service, dès 2017, de la Ligne Grande Vitesse (CNM) et de la gare *Montpellier Sud de France* d'une part, de l'autoroute A9 déplacée d'autre part, il est envisagé la mise en œuvre d'une première opération dans un cadre maîtrisé sous forme d'une Zone d'aménagement Concerté (ZAC) au sens des dispositions des articles L311-1 et suivants du code de l'urbanisme, autour de la future *gare Montpellier Sud de France*.

Dans ce cadre, par délibération n°11725 du 25 juillet 2013, préalablement à l'engagement de ce projet de ZAC, le conseil communautaire a précisé les objectifs de cette opération et engagé une procédure de concertation préalable avec la population conformément à l'article L300-2 du code de l'urbanisme.

Les objectifs proposés dans le cadre de cette première ZAC, dénommée *ZAC OZ 1*, reprennent pleinement les objectifs généraux énoncés au moment de l'opération d'aménagement d'ensemble et les complètent selon cette phase d'aménagement. Ils sont les suivants :

- Assurer la desserte et les conditions de l'intégration urbaine du pôle d'échange multimodal Montpellier Sud de France dès sa mise en service en 2017,
- Réaliser et promouvoir un pôle d'affaires dès la mise en service du Pôle d'Echange Multimodal (PEM) Montpellier Sud de France en attachant une attention toute particulière à la qualité de son environnement et de la vie des futurs salariés et usagers du quartier ;
- Créer les articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants, par la « ville intense » et mixte autour de l'ossature structurante constituée par la prolongation de la ligne 1 de tramway depuis Odysseum et le PEM Sud de France ;
- Installer la trame paysagère de la « *nature urbaine* », préserver et valoriser les paysages remarquables notamment dans le cadre de la réalisation des premiers aménagements autour du domaine de la Mogère et des mas existants, et en intégrant la nécessité de maîtriser globalement les risques hydrauliques ;
- Intégrer les infrastructures dans leur environnement futur en participant efficacement à l'atténuation de leurs impacts cumulés avec la construction de « l'enveloppe protectrice » ;
- Mettre en oeuvre l'approche innovante souhaitée en matière de développement durable, en relation avec la démarche EcoCité et le programme « *Cité intelligente* », dénommé « *Montpellier Métropole numérique* » avec l'ambition de faire de ce quartier, du pôle d'affaire et du pôle d'échange multimodal, un laboratoire d'expériences innovantes et exemplaires à l'échelle internationale pour inventer le pôle d'échange multimodal (PEM) et la ville intelligente, active et solidaire de demain.

Le périmètre d'étude retenu pour cette concertation préalable représente une superficie d'environ 60 ha et un programme prévisionnel de l'ordre de 400 000 m² de surface de plancher découlant de la programmation estimée pour l'opération d'ensemble « *OZ Montpellier Nature Urbaine* ».

Concertation du public

La concertation relative à l'engagement de cette première opération sous forme de ZAC s'est déroulée du 19/08/2013 au 15/10/2013, selon les modalités définies par la délibération du conseil communautaire susmentionnée et en tenant compte de l'enjeu de cette opération majeure.

Ainsi, ont été mises en place les dispositions suivantes :

Un dispositif d'information du public comprenant :

- ❖ Mise à disposition du public à la maison d'agglomération de Montpellier centre et Maison d'agglomération de Lattes du dossier complet de création de la ZAC OZ 1, du 19/08/2013 au 15/10/2013 inclus, avec :
 - Le rapport de présentation du projet
 - Le plan de situation
 - Le plan de délimitation du périmètre
 - L'étude d'impact
 - Le régime pressenti au regard de la taxe d'aménagement
- ❖ Une exposition présentant les principaux enjeux de la ZAC OZ 1 à l'Hôtel d'agglomération et à la Maison d'agglomération de Lattes, du 2/09/2013 au 15/10/2013.
- ❖ La présence, sur les lieux de l'exposition à l'Hôtel d'Agglomération centre d'une maquette physique et d'une maquette virtuelle.
- ❖ L'ouverture de l'exposition de l'Hôtel d'Agglomération lors de l'Antigone des associations le dimanche 8 septembre 2013, ce qui a permis de toucher un public plus large, qui a découvert le projet grâce à l'exposition
- ❖ Un espace dédié à la présentation du projet OZ Montpellier Nature Urbaine sur le stand de Montpellier Agglomération de la Foire Internationale de Montpellier du 11 au 21 octobre, pour accroître la visibilité donnée à ce projet stratégique.
- ❖ Une rubrique dédiée au projet sur le site internet de Montpellier agglomération.

Un dispositif de participation du public

❖ Des annonces presse

Plusieurs annonces presses ont été réalisées pour informer le public sur le dispositif de concertation et inviter les citoyens à se rendre sur les sites des expositions ou à participer à la réunion publique du 20 septembre

❖ Une réunion de concertation du grand public

Cette réunion s'est tenue le 20 septembre à 18h00 au Château de la Mogère. Elle a été annoncée par voie de presse, sur le site internet de la communauté d'agglomération. Par ailleurs des cartons d'invitation ont été adressés très largement par courrier et par mail à de nombreux partenaires susceptibles d'être concernés par le projet.

❖ Des registres :

Dans le souci d'un accès facilité, les registres ont été mis à disposition du public à l'Hôtel d'agglomération de Montpellier mais aussi à la Maison de l'Agglomération de Lattes.

❖ Le site internet

Une rubrique dédiée au projet OZ Montpellier Nature Urbaine a été créée sur le site de la conversation citoyenne mis en place par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour permettre aux internautes de donner leur avis en ligne.

Cette concertation sur la création de la ZAC OZ 1 a permis de présenter le programme précis qui sera opérationnel dès 2017, autour de l'arrivée de l'autoroute A9 déplacée, du contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier et de la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Elle a permis également de concrétiser et de valoriser le concept de Nature Urbaine, de mieux en mieux appréhendé par les habitants.

Si des inquiétudes ont pu être exprimées, elles concernent essentiellement l'impact, notamment acoustique, des grandes infrastructures.

Le conseil communautaire prend note de la « pétition de soutien aux riverains du CNM-LGV à l'encontre de RFF/OCVIA/ASF/Mairie de Lattes par le collectif Boirargues », déposée au registre de la Maison d'Agglomération de Lattes. A cet égard, il est rappelé que le projet urbain proposé par KCAP et Ilex pour le quartier Oz Montpellier Nature urbaine a été retenu notamment car il proposait une réponse pertinente pour éviter la propagation dans le quartier des nuisances cumulées de l'A9 déplacée et du CNM. En effet le plan guide s'appuie d'une part sur le rapprochement de l'A9 du CNM dans leur section dite jumelée afin de pouvoir les "enserrer" dans de vastes îlots urbains. Ce rapprochement, de 79 m à 23 m, a été accepté par l'Etat en février 2013. Les vastes îlots urbains qui enveloppent les deux infrastructures présentent des façades d'immeubles tertiaires étanches au bruit côté des infrastructures (bureaux du Pôle d'affaire, hôtellerie, parkings...) et des éléments programmes mixtes protégées du bruit côté intérieur du quartier (bureaux et logements). Hors du linéaire de ces îlots, et sur les ouvrages de franchissement des infrastructures, des dispositifs étanches aux bruits restent nécessaires. C'est pourquoi, la Communauté d'agglomération de Montpellier relaie les demandes de dispositifs acoustiques à mettre en place le long de l'A9 déplacée, de l'A9 actuelle et du CNM, auprès de l'Etat, d'ASF, de RFF et de Oc'via.

Le projet OZ en tant que tel n'est pas remis en cause, ni dans son opportunité, ni dans sa localisation, ni dans son concept, ni dans son programme.

Le parti d'aménagement retenu avec notamment, dans la ZAC OZ 1, la construction de « l'enveloppe protectrice » est ainsi conforté.

Une véritable adhésion est en train de naître autour du projet OZ, qui séduit par son caractère innovant, sa mixité urbaine et la présence de cette Nature Urbaine, qui réinvente la ville de demain.

Un bilan rendant compte de manière plus détaillée de la concertation a été dressé ; il est annexé à la présente délibération.

Programme global prévisionnel des constructions

A l'issue de la concertation, le programme global prévisionnel de constructions est conforté. Il porte sur 400 000 m² de surface de plancher environ, réparti comme suit :

- 130 000 m² de bureaux complétés par l'école de commerce et le pôle TIC de l'agglomération pour un total de 180 000 m² représentant la 1ère phase du pôle tertiaire supérieur,
- Entre 2000 et 2500 logements
- Entre 400 et 500 logements étudiants
- Des commerces et des services
- Des équipements publics de proximité.

Impact du projet sur l'Environnement et dispositions relatives aux mesures associées

En application de l'article R.122-14 1 du Code de l'environnement, il résulte de l'étude d'impact que les impacts du projet sur l'environnement et les mesures associées sont les suivants :

Topographie

Impact:

. Remodelage de l'ensemble du site afin de permettre des franchissements doux de part et d'autre des infrastructures, s'adapter aux passages supérieurs (ponts, dalles) au dessus des infrastructures et offrir une accessibilité maximale (notamment aux personnes à mobilité réduite) entre le nord et le sud du site

Mesure de compensation, accompagnement

. Optimisation globale des déblais des chantiers à l'échelle de la Communauté d'Agglomération . Stockage sur le site des déblais excédentaires provenant d'autres chantiers d'aménagement

Climatologie

Impact:

- . Demande nouvelle en énergie (avec arrivée de nouveaux habitants)
- . Modification locale du bilan énergétique
- . Augmentation des rejets de gaz à effet de serre lié au futur trafic
- . Changement de microclimat lié à la redistribution de la végétation et des surfaces minérales
- . Modification des circulations d'air locales de par la création d'espaces publics de protection du mistral et de la tramontane
- . Création d'un phénomène d'îlot de chaleur urbain

Mesure d'évitement, réduction :

Préservation du phénomène d'îlot de chaleur urbain grâce à la mise en place de végétaux en cœur d'îlot: Implantation de capteurs solaires en toiture, végétalisation, protection des espaces publics vis-à-vis des vents dominants choix de revêtements de sol adaptés, création de jeux d'eau

Mesure de compensation, accompagnement : Utilisation d'énergies renouvelables pour la production d'eau chaude et de chauffage des bâtiments

Géologie

Impact

Excavations de terres pour la réalisation des différentes fondations

Mesures de compensation, accompagnement

Les terres nécessaires aux remblais et qui seront apportées d'autres chantiers auront des caractéristiques physiques similaires aux couches superficielles présentes sur le site, ne modifiant pas la géologie actuelle.

. Réalisation d'une étude géotechnique d'avant-projet menée avant la réalisation des différents bâtiments

Eaux souterraines

Impact

Pas de zone de captage d'eaux souterraines dans ce secteur.

Ecoulement ou rabattement de nappes du aux fondations profondes et aux parkings souterrains éventuels

. Modifications physiques des conditions d'écoulement des eaux souterraines

. Dépôts d'hydrocarbures liés au trafic routier

Mesures de compensation, accompagnement

Réalisation d'études géotechnique et hydrogéologiques.

. Optimisation des bassins prévus pour le CNM et l'A9 déplacée

. Imperméabilisation fonds de bassin de l'autoroute et meilleure gestion des eaux pluviales

Eaux superficielles

Impact

Augmentation du ruissellement de surface et des débits de pointe à l'aval du projet

. Augmentation du risque d'inondation sur la zone inondable du Nègue Cats

Mesure d'évitement, réduction

Réalisation d'aménagements hydrauliques dans le cadre de la ZAC OZ 1, création du Parc du Nègue Cats avec une fonction hydraulique intégrée au paysage, mutualisation des ouvrages ASF et CNM sur le bassin versant de la branche 5 du Nègue Cats

Eaux usées

Impact

Hausse du volume d'eaux usées à traiter Hausse du volume d'eaux usées à traiter. La Station d'épuration MAERA peut accueillir les eaux usées. Réseaux très peu développés sur le site. Nécessité de création

Mesure d'évitement, réduction

Réalisation des réseaux dans le cadre du projet

Eau potable

Impact

Absence de réseaux sur le site

. Hausse de la consommation en eau potable

Mesure d'évitement, réduction

Réalisation de réseaux nouveaux dans le cadre du projet oz

Mesures de compensation, accompagnement

. Mise en place de dispositifs hydro économes (bâtiments, ...)

. Substitution du recours à l'eau potable si possible

. Gestion durable et patrimoine des réseaux

Qualité de l'air et santé

Impact

Augmentation des émissions atmosphériques et de la concentration en benzène et NO2 à l'horizon 2035, liée aux nouvelles de desserte du quartier où les vitesses sont modérées

Mesure d'évitement, réduction

Limiter fortement les déplacements automobiles (objectif : 35% uniquement des déplacements en automobile)

. Limitation de la pollution de l'air par la végétalisation

. Traitement spécifique des futures infrastructures

Risques naturels

Impact

Augmentation du ruissellement de surface et des débits de pointe à l'aval du projet

. Augmentation du risque d'inondation sur la zone inondable du Nègue Cats

Mesure d'évitement, réduction

Réalisation d'un aménagement cohérent dans le cadre du schéma directeur hydraulique du Nègue cats

Faune et Flore

Impact

Destruction ponctuelle ou démantèlement d'espèces animales

. Risques de pollution accidentelle des milieux lors de la phase de chantier

L'agriculture intensive limite très fortement le développement de la faune et la flore. Le projet permettra à la faune et la flore de se redévelopper

Mesure d'évitement, réduction

Conservation des mas qui sont utilisés comme habitats d'espèces (avifaune pour mas des Brousses et avifaune+agrion du mercure pour château de la Mogère)

. Conservation des quelques éléments d'intérêt écologique identifiés

. Prise en compte des risques en phase chantier (planification, coordination, ...)

Création de secteur de développement possible de biodiversité notamment dans la vallée du Nègue cats Certaines zones humides seront créées

Mesures de compensation, accompagnement

Le projet ne nécessite pas de mesures compensatoires compte-tenu de son faible impact sur le milieu naturel, la faune et la flore. Le travail d'intégration des éléments environnementaux a participé à éviter les enjeux écologiques concentrés pour la ZAC OZ 1 essentiellement sur le domaine des Brousses qui est conservé dans le cadre du projet.

Mesures spécifiques en phase chantier

Planification du calendrier de travaux : Il s'agit d'une étape stratégique par rapport à la prise en compte des enjeux écologiques liés à la présence d'espèces protégées sur un site donné. Cette réflexion sera imposée au maître d'œuvre.

Coordination environnementale du chantier : le maître d'œuvre veillera à s'entourer d'un coordinateur environnemental pour participer à la planification et à l'organisation du chantier, assister le maître d'œuvre dans le choix des entreprises de travaux, (vérification des CCTP, Schéma d'organisation et de gestion des Déchets...), assurer le lien entre le maître d'œuvre et les services de l'Etat sur les aspects relatifs à l'environnement, suivre le chantier sur les thématiques environnementales pour veiller au respect par les entreprises des engagements pris par le maître d'ouvrage et visant à préciser l'efficacité des mesures proposées.

Paysage et patrimoine

Impact

Modification du paysage actuel par urbanisation d'environ 30 ha

Mesure d'évitement, réduction

Compris dans le projet d'aménagement paysager global du projet

. Renforcement du paysage autour du château de la Mogère. Les aménagements ont été réalisés en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France autour de la Mogère

Activités agricoles

Impact

Perte de surface agricole exploitable

Mesures de compensation, accompagnement

Développement d'une agriculture urbaine,

Gestion des déchets

Impact

. Hausse de la quantité de déchets générés

. Hausse de la quantité de déchets à traiter

Mesure d'évitement, réduction

Tri des déchets organisé

Trafic routier

Impact

Importante hausse du trafic routier

Deux points majeurs de flux importants sont identifiés :

- au niveau des échangeurs sur le futur boulevard urbain requalifié et,

- Sur les axes de circulation Nord Sud

. Importante hausse de la demande de stationnement

Mesure d'évitement, réduction

Mesures de gestion de trafic (feux)

Mise en place d'un réseau viaire adapté à cette augmentation du trafic : des axes principaux NORD-SUD et EST-OUEST seront créés

Bruit

Impact

Génération de bruit

L'impact du projet en lui-même est faible.

C'est la présence des deux infrastructures (CNM et A9 déplacée) qui va essentiellement générer du bruit supplémentaire sur le périmètre

Mesure d'évitement, réduction

Mise en place d'une enveloppe protectrice autour des infrastructures nouvelles, constituée de bâtiments destinés à des bureaux ainsi qu'à du stationnement

. Ces bâtiments seront dotés d'une double peau visant à améliorer leur isolation phonique

. Réunionification des immeubles par des écrans acoustiques transparents qui empêcheront le bruit de passer entre les façades

. Installation d'écrans et merlons complémentaires pour garantir des niveaux de bruit moyens sur le site

Vibrations

Impact

Génération de vibrations notamment liée à la présence d'une voie ferrée

Mesure d'évitement, réduction

Génération de vibrations notamment liée à la présence d'une voie ferrée

Mesures de compensation, accompagnement

Demande de l'agglomération de mise en place de tapis anti-vibratils en élastomère sur la voie ferrée.

Avis de l'autorité Environnementale et mise à disposition du public

Conformément aux articles L122-1 et suivants et R122-1 et suivants du Code de l'environnement, l'avis de la DREAL Languedoc Roussillon sur le projet de création de ZAC OZ 1 et de son étude d'impact a été sollicité en date du 6/08/2013.

Cet avis a été produit en date du 4/10/2013 par la DREAL Languedoc Roussillon et est annexé à la présente délibération.

Dans sa conclusion, l'Autorité Environnementale souligne « la bonne qualité de l'étude d'impact ainsi que la prise en compte satisfaisante par le projet des enjeux environnementaux. L'autorité environnementale relève l'effort réalisé par le maître d'ouvrage pour mener une réflexion globale à l'échelle de l'opération d'ensemble OZ Montpellier Nature Urbaine, dans un souci d'intégration du programme d'aménagement et de la ZAC OZ 1 dans leur environnement urbain, hydraulique, paysager et naturel ».

Les modalités de mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis rendu par l'autorité environnementale ont été les suivantes :

- L'avis de l'autorité environnementale sur le projet et les registres permettant de consigner les observations ont été mis à disposition du public à l'accueil de l'hôtel d'agglomération et à la maison d'agglomération de Lattes, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du 7/10 au 21/10 inclus.
- L'avis de l'autorité environnementale a également été publié et mis en téléchargement libre sur le site internet de l'agglomération de Montpellier à la rubrique <http://www.montpellier-agglo.com/connaître-grands-projets/oz-montpellier-nature-urbaine>
- L'avis de mise à disposition a été publié
 - o Par voie d'affiche à l'hôtel d'agglomération et à la maison d'agglomération de Lattes
 - o Par voie de presse dans les journaux suivants : la Gazette de Montpellier le 26/09/2013 et Midi Libre le 27/09/2013
 - o Sur le site internet de Montpellier Agglomération.

En application de l'article R.122—11 du Code de l'environnement, il y a lieu de dresser le bilan de cette mise à disposition et définir les modalités de mise à disposition de ce bilan.

Il est précisé que le bilan de la mise à disposition de l'étude d'impact et de l'avis rendu par l'autorité environnementale est intégré au bilan de la concertation OZ ZAC 1 annexé à la présente délibération.

Il sera mis à la disposition du public selon les modalités suivantes :

- Mise à disposition des registres clos au siège de la communauté d'agglomération de Montpellier
- Publication de la présente délibération sur le site internet de la communauté d'agglomération de Montpellier.

Prenant en considération le bilan de la concertation, le programme prévisionnel global des constructions, l'étude d'impact relative au projet, l'avis de l'autorité environnementale du 4 octobre 2013, et sa mise à disposition du public, il est proposé d'approuver le dossier de création de cette ZAC OZ 1 et de la créer sur la base du périmètre correspondant de 60 ha annexé à la présente.

A la suite de la création de la ZAC OZ 1, il conviendra de poursuivre la définition de l'opération en vue de l'approbation du dossier de réalisation de cette ZAC avec le programme d'équipements publics correspondant, dans les conditions prévues notamment par les articles R. 311-7 et R. 311-8 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan de la concertation tel que présenté dans le document annexé à la présente délibération,
- approuver le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, intégré au bilan de la concertation tel que présenté dans le document annexé à la présente délibération,
- mettre ce bilan à disposition du public selon les dispositions arrêtées ci-dessus,
- confirmer les objectifs de la ZAC OZ 1,
- approuver au vu de ce bilan, le dossier de création de la ZAC OZ 1,
- créer la ZAC OZ 1 dont le périmètre est délimité sur le plan annexé à la présente délibération, avec un programme prévisionnel global tel que décrit ci-dessus
- dire que les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC OZ 1 seront exclues du champ d'application de la part communale de la taxe d'aménagement dans les conditions définies par l'article R. 331-6 et le 5° de l'article L331-7 du Code de l'urbanisme,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 1 (Montpellier : M. M. Levita)

Contre : 1 (Saint-Jean-de-Védas : M. M. Lenthéric)

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

AFFAIRE N°35 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - AVENANTS DE TRANSFERT DES MARCHÉS D'ÉTUDES PRÉALABLES À L'AMÉNAGEMENT DU PÔLE URBAIN DE LA GARE NOUVELLE DE MONTPELLIER À LA SAAM AU TITRE DE LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Méjanelle va accueillir la gare nouvelle de Montpellier, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse «Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site occupe une position clé, à l'articulation entre le développement urbain de Montpellier vers la Mer et le corridor de transports languedociens, et fait partie, à ce titre, des 11 sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006.

Le projet urbain, dénommé « OZ Montpellier Nature Urbaine », mis en œuvre par la Communauté d'Agglomération sur ce site s'intègre dans le territoire labellisé Ecocité et constitue un lieu d'innovations en matière d'urbanisme et de développement durable.

Les enjeux s'attachant au projet « OZ Montpellier Nature Urbaine » sont importants pour le devenir de

l'agglomération puisqu'il s'agit de créer à la fois le « poumon » économique et de nature urbaine de la métropole montpelliéraine.

Pour conduire ce projet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), par délibération n°10210 du 23 juin 2011, par mandat, le soin de faire réaliser en nom et pour son compte les études préalables à l'aménagement du pôle urbain de la gare nouvelle de Montpellier.

Dans le cadre de ce mandat, la SAAM a notamment organisé au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les consultations et attribué les marchés pour la réalisation des prestations suivantes :

- **Accord cadre études urbaines et paysagères**, attribué au terme d'une procédure de dialogue compétitif conformément à l'article 67 du code des marchés publics au groupement KCAP/Ilex/Oasis (marché n°S1301), et dans ce cadre, marché subséquent n° 1 et marché subséquent n° 2,
- **Etude de programmation commerciale**, attribuée au terme d'une procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics à l'entreprise BERENICE (marché n°S1101),
- **Etude de programmation loisirs**, attribuée au terme d'une procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics à HORWATH HTL (marché n°S1106),
- **Assistance à maîtrise d'ouvrage pôle d'échange multimodal**, attribuée au terme d'une procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics à EUROSTATION (marché S1202),
- **Missions de géomètre**, attribuées au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux articles 57_59 du code des marchés publics à SIRAGUSA (marché S1304),
- **Analyse de projets urbains et schéma directeur de viabilités**, attribuée au terme d'une procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics à SITETUDES (marché S1102),
- **Etude trafic Air et Santé** dans le cadre de l'approfondissement de l'étude d'impact, attribuée au terme d'une procédure adaptée à INGEROP (marché S1208).

Par délibération n°11823 du 24 septembre 2013 le Conseil Communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, son périmètre et son programme ; elle a par ailleurs, par délibération n°11824, décidé d'en confier la réalisation à la SAAM dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Aussi, il est envisagé de transférer, par avenant, les marchés d'études passés au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération dans le cadre du mandat au profit de la SAAM concessionnaire de l'aménagement de l'opération d'ensemble OZ Montpellier Nature Urbaine.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe du transfert des marchés d'études passés dans le cadre du mandat d'études préalables à l'aménagement du projet OZ Montpellier Nature urbaine à la SAAM concessionnaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les avenants de transfert,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 1 (Saint-Jean-de-Védas : M. M. Lenthéric)

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°36 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ZAC CANTAUSSEL - SAINT BRÈS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'EQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTEPPELLIÉRAINE (SERM) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 24 décembre 2004, la ville de Saint-Brès a décidé de mettre en œuvre son projet urbain sur le secteur prioritaire de développement de la Commune conformément aux grandes orientations d'aménagement définies dans le SCOT de l'Agglomération de Montpellier.

Cette opération d'aménagement « dite Aménagement du secteur Est du Territoire » dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibération en date du 21 juin 2006.

Par délibération en date du 22 novembre 2006, le Conseil Municipal a confirmé son intention de conduire le projet d'aménagement du secteur Est du territoire de Saint-Brès.

Le projet communal s'inscrit dans une perspective de croissance de population estimée à environ 3600 habitants supplémentaires ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1400 logements à l'horizon 2025-2030, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de «Cantaussel », première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Cette opération publique d'aménagement (25 ha) s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée, en 2006,

par la Commune en partenariat avec la Communauté d'Agglomération.

Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- 750 logements (560 logements collectifs et intermédiaires et 190 logements individuels) dont 25 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements en accession dite abordable,
- des équipements publics communaux (groupe scolaire) et communautaire (piscine Héraclès),
- des activités de services, de commerces et d'artisanat.

Le projet s'inscrit parfaitement dans les orientations générales portées par le SCOT en mettant en œuvre les objectifs d'intensité (30 logements par hectare à l'échelle de l'opération) et de mixité urbaine prévus.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

La Commune de Saint-Brès a décidé de confier ces interventions à la SERM, dans le cadre d'une Concession d'aménagement, signé le 30 Mai 2007.

Cette concession d'aménagement, prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur un emprunt d'un montant de 2 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole du Languedoc, destiné au financement des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement pour l'opération d'ensemble.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

Montant : 2.5 M€ selon les conditions suivantes :

- Durée : 5 ans,
- Périodicité des échéances : trimestrielles,
- Taux fixe : 2.60%
- Différé d'amortissement d'un an,
- Frais de dossier : 500 €
- Remboursement anticipé : indemnité actuarielle
- Garantie de l'Agglomération de Montpellier : 80 %

Cette offre a été présentée au Conseil d'Administration de la SERM en date du 26 septembre, lequel l'a approuvé.

Au cas où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code Général des Collectivités Territoriales L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme, il est demandé à l'assemblée d'autoriser la mise en œuvre de cette garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 2 500 000 € sollicité par la SERM auprès du Crédit Agricole, soit 2 000 000 €,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°37 : URBANISME ET POLITIQUE FONCIÈRE – ZONE AMÉNAGEMENT CONCERTÉE LES GRISETTES - COMMUNE DE MONTPELLIER - CESSIION FONCIÈRE À LA SERM - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°11199 DU 30 OCTOBRE 2012 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MORALES, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Urbanisme et Politique Foncière, rapporte :

Par délibération n°11199 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a accepté le principe d'une vente des parcelles sises Commune de Montpellier, cadastrées section EK n°183 et 195p, d'une contenance de 4 562m² à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) en vue du projet de relocalisation de la clinique Saint Roch sur la ZAC des Grisettes, en bordure de l'avenue Pavelet.

Le projet d'implantation de la clinique Saint Roch ne nécessite pas, aujourd'hui, la cession d'une partie aussi importante du parking tram.

Aussi, il convient de modifier les conditions de ventes à la SERM des parcelles nécessaires à la réalisation du projet de relocalisation de la clinique Saint Roch.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à la SERM les parcelles ci-dessous :

- Parcelle EK n°183 : 26 m² en nature de voirie
- Parcelle EK n°195p : 2 594 m² en nature de sol
- Parcelle EK n°195p : 837 m² en nature de parking.

Soit une contenance totale de 3 457 m²

Le prix de vente est donc de cent trente trois mille cinq cent cinquante euros (133 550 €) au lieu de cent soixante treize mille cent trente cinq euros (173 135€).

Le prix de vente est calculé sur la base de 35€/m² pour les contenances en nature de voirie et de sol et de 50€/m² pour la contenance en nature de parking, conformément à l'avis de France Domaine en date du 14 octobre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n° 11199 en date du 30 octobre 2012,
- décider la cession à la SERM des parcelles sises Commune de Montpellier, cadastrées section EK n° 183 pour 26m² et EK n° 195 en partie pour 3 431m², soit une contenance totale de 3 457m²,
- décider que cette cession se fera au prix de cent trente trois mille cinq cent cinquante euros (133 550€) conformément à l'avis de France Domaine, les frais étant à la charge de l'acquéreur,
- dire que la recette sera inscrite au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 95,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°38 : ECONOMIE AGRICOLE, VITICOLE, TRADITIONS POPULAIRES ET RURALITÉ, RELATIONS AVEC LA CHASSE ET LA PÊCHE – ETUDE DE PRÉFIGURATION POUR LA GESTION DES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET DÉCLINAISON SUR TROIS SECTEURS PILOTES - DEMANDE DE SUBVENTION - MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE ET DU PLAN DE FINANCEMENT - APPROBATION

M. Y. PELLET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Economie Agricole, Viticole, Traditions Populaires et Ruralité, Relations avec la Chasse et la Pêche, rapporte :

Dans le cadre de l'appel à projets lancé par la Région Languedoc-Roussillon "Stratégie locale de Développement - mesure 341B", la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en partenariat étroit avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault et cinq communes pilotes de son territoire (Grabels, Lavérune, Prades-Le-Lez, Clapiers et Montferrier) a présenté un projet intitulé *"Etude de préfiguration pour la gestion des espaces naturels et agricoles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et déclinaison sur 4 secteurs pilotes"*.

La finalité de ce projet est de produire un diagnostic territorial des enjeux des espaces agricoles, naturels et forestiers sur les territoires pilotes. Le diagnostic devra permettre aux partenaires de bénéficier d'un état des lieux de leur secteur et de disposer ainsi d'un référentiel commun d'aménagement durable du territoire.

Ce projet et son plan de financement initial ont été approuvés par le Conseil Communautaire le 25 juillet 2013 (délibération n°11801). Le budget global du projet s'établissait à 90 004€ HT. Un dossier de subvention a ainsi été déposé auprès de la Région Languedoc-Roussillon afin de solliciter les financements suivants : FEADER (45 002 € H.T.) ; Conseil Régional Languedoc-Roussillon (9 000 € H.T.) ; Conseil Général de l'Hérault (9 000 € HT).

Or, la programmation 2007-2013 des fonds européens touchant à son terme, l'attribution des enveloppes restantes a été révisée et l'assiette éligible ne comprend plus la masse salariale, initialement valorisée au projet à hauteur de 29 762€. L'assiette éligible est donc ainsi réduite aux frais d'étude, soit 60 242€ H.T.

Le plan de financement est modifié comme suit :

- FEADER : 30 121 € H.T. ;
- Conseil Régional Languedoc-Roussillon : 6 024,20 € H.T. ;
- Conseil Général de l'Hérault : 6 024,20 € H.T.
- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 18 072,60 € H.T.

En outre, initialement, quatre secteurs pilotes avaient été choisis pour conduire des premières études de mise en place d'un plan de gestion des espaces naturels et agricoles. Il s'agit des secteurs de Grabels, de Lavérune, de la Haute Vallée du Lez (Prades-le-Lez / Montferrier / Clapiers) et des nouveaux quartiers *OZ Montpellier Nature urbaine* sur les Communes de Montpellier et de Lattes et *ODE à la Mer Nature Urbaine* au Sud, sur les Communes de Lattes et de Pérols. La modification de l'assiette éligible nécessite de réduire le périmètre de l'étude de préfiguration conduite dans ce cadre aux trois premiers secteurs, les actions envisagées sur le secteur d'Oz et Ode ne figurant au projet que sur des lignes de travail interne, désormais non éligibles.

Pour la même raison, le montage de l'observatoire de l'agriculture, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de l'Hérault, ne figure plus au budget du projet.

L'intérêt pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier reste néanmoins réel, la mise en cohérence territoriale des études sur les trois secteurs pilotes ainsi que l'élaboration d'outils et de référentiels communs contribuant assurément à la préfiguration d'un plan de gestion concertée des espaces naturels et agricoles sur l'ensemble du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le nouveau périmètre du projet,
- approuver le nouveau plan de financement du projet,
- approuver les demandes de subventions effectuées auprès du FEADER, de la Région Languedoc-Roussillon et du Conseil Général,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°39 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROGRAMME D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DÉNOMMÉ 'RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE' LABELLISÉ 'HABITER MIEUX' 2013-2018 - MARCHÉ N°3408UH13 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue déléguer par l'Etat, pour une durée de 6 ans (2009-2014), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'instruction des dossiers de demande d'aides à la pierre, qui emporte le paiement des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), permet à Montpellier Agglomération de maîtriser l'ensemble du processus de gestion des aides à la pierre, depuis la programmation jusqu'au paiement des subventions.

Pour inciter les propriétaires privés à rénover leur habitat ancien en bénéficiant des aides déléguées de l'Anah, la Communauté d'Agglomération a mis en place mi 2009 l'opération « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire », s'inscrivant dans une procédure de Programme d'Intérêt Général (PIG), dont le terme est arrivé en septembre dernier. Cette opération a permis de traiter 422 équivalents-logements en 3 ans dont 208 relèvent des priorités du programme, à savoir la sortie d'insalubrité, les travaux lourds, l'amélioration énergétique ou l'autonomie des personnes.

Le Programme Local de l'Habitat 2013-2018, arrêté par le Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, fait apparaître dans son diagnostic, des besoins d'interventions encore très importants sur le parc privé de logements concernant le traitement de l'habitat dégradé, la rénovation thermique (en lien avec le Plan Climat Energie Territorial en cours de finalisation), l'adaptation au handicap et la maîtrise des niveaux de loyers.

Le PLH fixe ainsi comme modalités d'intervention la poursuite et l'amplification des actions contribuant à requalifier le parc existant, notamment en reconduisant un PIG plus ambitieux que le précédent, sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération.

Dès lors, il est proposé de renouveler et d'intensifier le Programme d'Intérêt Général dénommé « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire », venant compléter les opérations similaires (Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat) en cours dans certains quartiers de la ville-centre.

Pour une période de 3 ans prolongeable 2 ans, ce PIG a pour cible l'intervention sur l'habitat dégradé, voir indigne, le traitement du parc existant énergivore et l'adaptation du logement à la perte d'autonomie. Il est désormais labellisé « Habiter Mieux », du nom de ce programme par lequel l'Etat mobilise les crédits du Grand Emprunt « Investissements d'avenir » en faveur de la rénovation thermique des logements. Il vise également la maîtrise des loyers par le biais de conventionnement ouvrant droit à des subventions majorés pour les propriétaires acceptant de plafonner le montant de leur loyer.

Il est à noter que la labellisation « Habiter Mieux », marque l'engagement, pour la Communauté d'Agglomération, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique de plus de 25%.

Ainsi le PIG « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire », a pour objectif quantitatif sur la période 2013-2018 de traiter 900 logements dont :

- 73 logements indignes ou très dégradés.
- 110 logements au titre de l'autonomie ;
- 240 logements à loyer maîtrisé ;
- 570 logements au titre de la lutte contre la précarité énergétique (double compte possible) ;

Les aides de l'Anah et du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique, déléguées à la Communauté d'Agglomération, seront pour ce faire mobilisées, complétées par des aides de Montpellier Agglomération sur fonds propres. Elles seront destinées aux propriétaires modestes ou très modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Un tableau synthétisant le régime d'aides proposées est annexé à la présente délibération.

La mise en œuvre de cette opération sera assurée par une équipe de suivi-animation, ayant notamment pour mission :

- le repérage des potentiels de réhabilitation au titre de l'habitat indigne, dégradé et de la précarité énergétique ;
- l'information du public et des acteurs concernés ;

- le conseil, le montage de dossiers de demande de subventions et l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) aux propriétaires ;

- l'assistance au maître d'ouvrage en matière de communication.

Un appel d'offre européen ouvert a été lancé le 8 août 2013, afin de désigner ce prestataire. Après analyse des propositions, la Commission d'Appel d'Offre s'est prononcée sur le choix de l'attributaire le 22 Octobre. Le coût global estimatif de ce marché, attribué au prestataire URBANIS, se décompose en une tranche ferme de 3 ans et une tranche conditionnelle de 2 ans et s'élève à 1 137 460 € H.T. pour 5 ans.

En outre, un protocole de Programme d'Intérêt Général interviendra entre l'Anah et la Communauté d'Agglomération ; il prévoit la réservation d'un budget pour le financement des travaux sur 5 ans à hauteur de :

- 8 571 385 € pour la Communauté d'Agglomération par délégation de l'Anah ;

- 1 920 000 € au titre du Fonds d'Aide à la Rénovation Thermique (FART) ;

- 4 148 635 € sur fonds propres de Montpellier Agglomération.

L'Anah et par délégation la Communauté d'Agglomération ainsi que le FART contribueront au financement de l'équipe d'animation estimé à 804 500 €.

Ce programme permettra à terme de générer près de 26 000 000 € de travaux sur 5 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'engagement d'un nouveau Programme d'Intérêt Général dénommé « Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire » pour la période 2013-2018 ;

- approuver le marché n°3408UH13 à intervenir avec la société URBANIS pour un montant de 1 137 460 € HT. ;

- approuver le protocole à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Agence Nationale de l'Habitat, ainsi que les règles d'interventions sur fonds propres de la collectivité, annexés à la présente délibération,

- dire que les crédits sont inscrits en partie au budget 2013 et seront inscrits aux budgets suivants, chapitre 907 ;

- autoriser le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole susvisé et le marché afférent, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°40 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 346 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX À MONTPELLIER ET SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt. En application de son Programme Local de l'Habitat 2013-2018 arrêté par délibération n°11 746 du Conseil Communautaire du 25 juillet 2013, elle intervient pour favoriser la réalisation dans l'ensemble de ses 31 communes de l'objectif d'au moins 30 % de logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion dans la production globale de logements.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 346 logements sociaux dans le cadre de 8 opérations prenant place sur les communes de Montpellier et Saint-Jean-de-Védas.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé pour un montant global de 1 563 000 €, correspondant à une aide moyenne de 4 517 € par logement.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des huit opérations projetées sont détaillés dans le tableau en annexe.

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 198 000 € pour la construction de 63 logements locatifs sociaux, résidence « La Mantilla » à Montpellier, de 150 000 € pour la construction de 39 logements locatifs sociaux, résidence « Amaretti » ZAC des Grisettes lot 4B1 à Montpellier, de 193 000 € pour la construction de 44 logements locatifs sociaux, résidence « Le Moka » ZAC des Grisettes lot 7BC à Montpellier, de 107 000 € pour la construction de 21 logements locatifs sociaux, résidence « Kaora » ZAC Ovalie lot 18A2 à Montpellier, de 274 000 € pour la construction de 52 logements locatifs sociaux, résidence « Le Chardon » ZAC Ovalie lot 3B à Montpellier, de 132 000 € pour la construction de 23 logements locatifs sociaux, résidence « Les Pumas » ZAC Ovalie lot 18A1 à Montpellier, de 318 000 € pour la construction de 64 logements locatifs sociaux, résidence « La Chistera » ZAC Ovalie lot 4C à Montpellier, de 191 000 € pour la construction de 40 logements locatifs sociaux, résidence « Le Petit Saint-Jean » ZAC Roque Fraisse lot 4.1 à Saint-Jean-de-Védas ;

- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;

- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution de subvention fixant les modalités de leur versement ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 7 (Mesdames Capuozzi-Boualam, Fourteau et Messieurs Bouillé, Passet, Pastor, Pouget, Subra)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 52 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC PIERRES VIVES LOT 2A ET 3C À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH HÉRAULT HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la construction de 52 logements locatifs sociaux, situé ZAC Pierres Vives lot 2A et 3C à Montpellier. L'opération comprend 39 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 13 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Patrice Genet à Montpellier.

Cette opération a fait l'objet, dans le cadre des délibérations n°11222 du Conseil d'Agglomération du 30 octobre 2012 et n°11 325 du 20 décembre 2012, d'une garantie à hauteur de 25 % des prêts principaux, ouvrant droit à réservation par la Communauté d'Agglomération de 5% des logements de l'opération.

Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % le prêt complémentaire d'un montant total de 100 000 € qu'il sollicite auprès du Groupe CILEO, collecteur du 1% logement dont le siège social est domicilié en Haute-Garonne.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt amortissable consenti par le Groupe CILEO sont les suivantes :

- Montant du prêt : 100 000 €

- Durée totale du prêt : 25 ans

- Taux d'intérêt : 1,25 % (taux fixe)

- Echéances de remboursement : trimestrielles

Au cas où Hérault Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital de l'emprunt et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Groupe Cileo par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 25 000 €, représentant 25% du prêt complémentaire d'un montant total de 100 000 € sollicité par l'OPH Hérault Habitat auprès du Groupe CILEO, pour la réalisation de 52 logements locatifs sociaux, ZAC Pierres Vives lot 2A et 3C à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Groupe CILEO et l'OPH Hérault Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°42 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 37 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'ZAC DU COLLÈGE' À FABRÈGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH HÉRAULT HABITAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat Hérault Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'il va contracter pour financer la construction de 37 logements locatifs sociaux, résidence « ZAC du Collège » à Fabrègues. Cette opération comprend 28 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 9 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Boyer-Gibaud / Percheron / Assus.

Cette opération a fait l'objet, dans le cadre de la délibération n°11 158 du Conseil d'Agglomération du 8 octobre 2012, d'une garantie à hauteur de 25 % des prêts principaux, ouvrant droit à réservation par la Communauté d'Agglomération de 5% des logements de l'opération.

Hérault Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 25 % le prêt complémentaire d'un montant total de 54 000 € qu'ilsollicite auprès du Groupe CILEO, collecteur du 1% logement dont le siège social est domicilié en Haute-Garonne.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt complémentaire consenti par le Groupe CILEO sont les suivantes :

- Montant du prêt : 54 000 €
- Durée totale du prêt : 25 ans
- Taux d'intérêt : 1,25 % (taux fixe)
- Echéances de remboursement : trimestrielles

Au cas où Hérault Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital de l'emprunt et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification du Groupe CILEO par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 13 500 €, représentant 25% du prêt complémentaire d'un montant total de 54 000 €, sollicité par l'OPH Hérault Habitat auprès du Groupe CILEO, pour la réalisation de 37 logements locatifs sociaux, résidence « ZAC du Collège » à Fabrègues ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Groupe CILEO et l'OPH Hérault Habitat, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°43 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'ALLURES' - 11 RUE DES AMARYLLIS À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE.

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué suppléant de la Commission Politique de la Ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe ARCADE a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements sociaux, résidence «Allures», 11 rue des Amaryllis à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur CORIM, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet MDR Architecture.

La SFHE Groupe ARCADE demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 874 754 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 283 171 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 137 559 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLS) construction d'un montant de 305 517 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLS) foncier d'un montant de 148 507 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement d'intervention approuvé en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à

loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	283 171€	137 559 €	305 517 €	148 500€
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt+ 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +111 pdb	
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,5% maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisibilité limitée			
Préfinancement	3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLS construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE Groupe ARCADE, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par la SFHE Groupe ARCADE est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à la SFHE groupe ARCADE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 656 065,50 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 874 754 €, sollicités par la SA d'HLM SFHE Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 6 logements locatifs sociaux, résidence «Allures», 11 rue des Amaryllis à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la S.A. d'HLM SFHE Groupe ARCADE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prend part au vote : 1(M. H. Martin)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'LES TERRASSES DE CLÉMENTVILLE' - RUE DE CLÉMENTVILLE À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Président délégué suppléant de la Commission Politique de la Ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe ARCADE a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements sociaux, résidence «Les Terrasses de Clémentville», à Montpellier. L'opération, réalisée sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BOUYGUES Immobilier, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS).

Le projet a été conçu par le cabinet Imagine Architecture.

La SFHE Groupe ARCADE demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 893 447 € qu'elle sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 365 215 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 171 211 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLS) construction d'un montant de 237 825 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLS) foncier d'un montant de 119 196 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement d'intervention en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLS construction	PLS foncier
Montant du prêt	365 215 €	171 211 €	237 825 €	119 96 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt +111 pdb	
Taux annuel de progressivité	de 0 à 0,5% maximum (actualisable à la date d'effet du contrat en cas de variation du taux du Livret A)			
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	double révisibilité limitée			
Préfinancement	3 à 24 mois			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLS construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLS foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SFHE Groupe ARCADE, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par la SFHE Groupe ARCADE est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à la SFHE Groupe ARCADE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 670 085,25 €, représentant 75% des quatre prêts d'un montant total de 893 447 €, sollicités par la SA d'HLM SFHE Groupe ARCADE auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 8 logements locatifs sociaux, résidence «Les Terrasses de Clémentville», rue de Clémentville à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM SFHE Groupe ARCADE, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : 1 (M. H Martin)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – CONSTRUCTION DE 28 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE ' EDEN LODGE ' - ZAC ROQUE FRAÏSSE, LOT 4,2 À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ FDI PROMOTION - DÉLIBÉRATION N° 11517 DU 11 AVRIL 2013 - MODIFICATION

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°11517 du 11 avril 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a accordé à la société FDI Promotion la garantie à hauteur de 75 % du Prêt Social de Location Accession (PSLA) qu'elle va contracter auprès du Crédit Foncier de France pour financer la construction de 28 logements en location-accession, résidence « Eden Lodge », ZAC Roque Fraïsse à Saint-Jean-de-Védas.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Foncier de France sont modifiées comme suit :

- Taux d'intérêt et révision du taux du prêt initialement prévus (délibération du 11 avril 2013) :

Taux d'intérêt annuel maximum	Euribor 3 mois + 3%
Révision du taux du prêt	A chaque date anniversaire du prêt, nouveau taux calculé sur la base de l'Euribor 3 mois arrondi au 1/100 ^{ème} de point supérieur, constaté 2 jours ouvrés avant le début de la période, majoré de la partie fixe

- Taux d'intérêt et révision du taux du prêt à prendre en compte dans la présente délibération :

Taux d'intérêt	Euribor 3 mois + 3%
Révision du taux du prêt	A chaque échéance, nouveau taux calculé sur la base de l'Euribor 3 mois arrondi au 1/100 ^{ème} de point supérieur, constaté 2 jours ouvrés avant le début de la période, majoré de la partie fixe

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de la délibération n°11517 du 11 avril 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : 2 (Mme T. Capuozzi-Boualam, M. Y. Pellet)

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°46 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – RÉHABILITATION DE 124 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE 'LES MARESCALS' - 25 AVENUE DE MAURIN À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM NOUVEAU LOGIS MÉRIDIONAL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Nouveau Logis Méridional a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la réhabilitation de 124 logements locatifs sociaux, résidence « Les Marescals », 25 avenue de Maurin à Montpellier. Il s'agit d'un ensemble immobilier, construit en 1985, conventionné à l'APL et financé initialement par un Prêt Locatif Aidé de la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'opération consiste à effectuer la mise aux normes électriques et la rénovation thermique du bâtiment (isolation de la façade et de la toiture, remplacement des menuiseries, du mode de chauffage et de la VMC), permettant un gain énergétique de 44% et le passage de la classe D à C. Conformément à la réglementation qui prévoit la possibilité du partage des économies de charges induites par les travaux entre le locataire et le bailleur, NLM appliquera une contribution financière en sus du loyer équivalant au plus à 50 % des économies estimées, soit environ 10 €/mois pour un T3 de 65 m².

Le projet est conçu par l'Atelier Carrat, cabinet d'architecture à Montpellier.

Le Nouveau Logis Méridional demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les deux emprunts d'un montant total de 3 200 000 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération de réhabilitation :

- un Eco-Prêt d'un montant de 1 488 000 € ;

- un Prêt Amélioration (PAM) d'un montant de 1 712 000 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son nouveau règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	Eco-Prêt	PAM
Montant du prêt	1 488 000 €	1 712 000 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt -25 pdb	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb
Taux annuel de progressivité	0%	
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)	
Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité	en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %	
Modalité de révision	double révisabilité limité	
Préfinancement	néant	
Périodicité des échéances	annuelle	
Durée	25 ans	25 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit 25 ans et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le Nouveau Logis Méridional, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer au Nouveau Logis Méridional pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 400 000 €, représentant 75% des deux prêts d'un montant total de 3 200 000 €, sollicités par la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réhabilitation de 124 logements sociaux, résidence «Les Marescals », 25 Avenue de Maurin à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Nouveau Logis Méridional, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°47 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE VINGT DEUX LOGEMENTS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Depuis le 1^{er} juillet 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 100 logements anciens par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire communautaire, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorités la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 35% à 80% du montant hors taxes des travaux subventionnables.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt deux logements répartis dans 13 communes de son territoire, occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes, pour un montant total de 37 598 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leur logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 3 500 € à Mme Magali ROSSI demeurant 10 allée de Paris à Montpellier, de 2 891 € à M. Bernard PLET demeurant 330 avenue du Devois à Castelnau-le-Lez, de 970 € à M. Christophe AVELLANEDA demeurant 23 rue Brahms à Fabrègues, de 3 500 € à Mme Nathalie MARTIN demeurant 6 rue Mascon à Cournonsec, de 2 547 € à M. Mokadem BERKHLI demeurant 59 rue Calvin à Montpellier, de 3 500 € à M. Jean-Baptiste NIVALT demeurant 547 rue du Pas de Loup à Montpellier, de 1 882 € à M. Irénée LHOPITALT demeurant 53 cours des Capucins à Montpellier, de 2 585 € à M. François MOTELLON demeurant 9 rue des Huguenots à Courmonterral, de 3 230 € à Mme Sonia BOUSSALAH demeurant 4 chemin de la Carnette à Murviel-les-Montpellier, de 2 054 € à M. Antoine ROCAMORA demeurant 1311 rue de Billone à Montpellier, de 1 330 € à Mme Fanny PASTOR demeurant 33 rue des Narcisses à Lattes, de 2 002 € à Mme Hélène NODÉT demeurant 19 rue des Marguerittes au Crès, de 686 € à M. Paul GENOUEL demeurant 35 allée Kleber à Montpellier, de 532 € à M. Jacques GUILLOT demeurant 2 route de Montpellier à Saint-Jean-de-Védas, de 666 € à Mme Luisa CALVET demeurant 1 rue de Chercell à Montpellier, de 813 € à M. Emile CAYREL demeurant 58 rue de Cigales à Juvignac, de 518 € à M. Jean-Marie COSTE demeurant 4 chemin de la Carnette à Murviel-lès-Montpellier, de 1 104 € à Mme Marie-Michèle AH-LONG demeurant 217 bis avenue du Major Flandre à Montpellier, de 1 060 € à Mme Vicenta FERNANDEZ demeurant 1 rue du Vieux Puits à Castries, de 940 € à Mme Pierrrette VERDIER demeurant 8 Plan des Hauts de l'Arnel à Montpellier, de 795 € à M. Joseph CLIMENT demeurant 31 rue Gaston Baissette à Montaud et de 493 € à Mme Antoinette COVA demeurant 42 avenue Germaine Tillion à Montpellier;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°48 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2010-2015 - QUARTIERS GAMBETTA / FIGUEROLLES / NORD-ECUSSON - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°9521 du 27 mai 2010, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Gambetta-Figuerolles/Nord Ecusson pour la période 2010-2015, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur » et du projet de rénovation urbaine de Montpellier.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T. des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100€/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 €/m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique et de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trois logements qui seront loués à loyer modéré après travaux et d'un logement occupé par un propriétaire disposant de ressources très modestes, pour un montant total de 6 226 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans, les propriétaires bailleurs à pratiquer des loyers réglementés. Ils signeront une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délégation de l'ANAH, d'une durée de 9 ans, précisant le plafond des ressources du locataire à respecter et les loyers pratiqués.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 121 € à Mme Sylviane TOUZE demeurant 14 rue du

Commerce à Montpellier, de 3 100 € à M. NGHIEM Toandemeurant 72 avenue de Saint-Maur à Montpellier et de 3 005 € à M. LEVY Maxime demeurant 19 rue Berbiers de Metz à Paris ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements en faveur du conventionnement ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°49 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017- QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibération n°10886 du 24 mai 2012, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Saint Guilhem / Laissac/ Sud Comédie pour la période 2012-2017, qui participe à la mise en œuvre du projet « Montpellier Grand Cœur ».

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) :

- pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes, une subvention de 10% du montant H.T des travaux subventionnables par l'ANAH, plafonnée de 700 € à 4 000 € selon le niveau de dégradation du logement,

- pour les propriétaires bailleurs, une aide de 100 €/m² dans la limite de 4 000 € par logement conventionné à loyer social et de 50 m² dans la limite de 2 000 € par logement conventionné à loyer intermédiaire, ainsi qu'une prime de 2 000 € par logement pour la réalisation de travaux permettant une amélioration significative de la performance énergétique de 2 000 € pour la remise sur le marché de logements vacants loués à loyer conventionné après travaux.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est sollicitée pour apporter son concours à la rénovation d'un logement de type 3, situé 14 rue de l'Ancien Courrier, occupé par un propriétaire aux ressources très modestes.

Le projet concerne l'isolation des murs et des plafonds, ainsi que le remplacement des fenêtres et de la porte d'entrée, permettant un gain énergétique de 52 %.

Le coût des travaux s'élève à 14 564 € H.T. et correspond à la dépense subventionnable calculée selon les règles de l'ANAH. Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 50% soit 7 282 €

- Eco-prime Etat « Habiter Mieux » : 3 500 €

- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 10% plafonné à 700 €

- Propriétaire : solde 3 082 €

Le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 700 € à Monsieur Eric DRAPIER demeurant 14 rue de l'Ancien Courrier à Montpellier ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;

- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°50 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT COPROPRIÉTÉ DÉGRADÉE DES CÉVENNES 1 2010-2015 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION DE QUATRE LOGEMENTS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par les délibérations n°9520 du 27 mai 2010 et n°10194 du 23 juin 2011, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de la copropriété Cévennes 1, comprenant 444 logements. Celle-ci prévoit la réhabilitation des parties communes des 7 bâtiments de la copropriété, ainsi que la mise aux normes de 145 appartements, dont 41 à statut locatif et 104 occupés par des propriétaires modestes. Au titre de ses compétences politique de la ville et équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte, en complément des aides de l'Anah dont l'attribution lui est déléguée, des aides propres aux propriétaires occupants modestes, à hauteur de 10% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 000 € de subvention par logement, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés, à hauteur de 10% et 15% du montant des travaux subventionnables, plafonnés à 1 500 € et 2 250 € de subvention par logement, selon que le loyer conventionné est de niveau intermédiaire ou social.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement locatif et de trois logements occupés par des propriétaires disposant de ressources très modestes, pour un montant total de 1 859 €. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans et les propriétaires occupants à résider dans leur logement pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 778 € à Mme GOUNRI Zoulika demeurant 291 rue Amy Mollisson à Montpellier, de 61 € à Mme SAHL Mina demeurant 949 avenue Louis Ravas bât N à Montpellier, de 884 € à Mr BENMIRA Said demeurant 949 avenue Louis Ravas bât K3 à Montpellier, de 136 € à Mme PARASOTE Sandie demeurant 949 avenue Louis Ravas bât J2 à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par le propriétaire bailleur de ses engagements en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°51 : POLITIQUE DE LA VILLE, LOGEMENT, HABITAT – PROJET DE RÉNOVATION URBAINE DE MONTPELLIER - PLAN DE SAUVEGARDE DU PETIT-BARD - ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR LA RÉHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. H. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Politique de la ville, Logement, Habitat, rapporte :

Par délibérations n°10614 du 30 janvier 2012, n°9185 du 27 octobre 2009 et n°7877 du 02 octobre 2007, le Conseil Communautaire a décidé la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au programme de réhabilitation des logements privés du quartier du Petit Bard à Montpellier, qui s'inscrit dans le cadre du Projet de Rénovation Urbaine de la commune.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte une subvention de :

- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants à ressources modestes ;
- 25% des travaux subventionnables par l'ANAH pour la réhabilitation des logements des propriétaires occupants aux ressources très modestes ;
- 10% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné intermédiaire ;
- 20% des travaux subventionnables par l'ANAH pour les logements à loyer conventionné social ;

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération est sollicitée pour apporter son concours à un propriétaire occupant disposant de ressources très modestes, pour la réhabilitation de son logement de type 4 de 62,47 m², situé bâtiment D12, pour un montant de 565 €. Le projet de rénovation concerne la mise aux normes électriques du logement.

Le coût des travaux s'élève à 2 261 € H.T et correspond à la dépense subventionnable calculée par l'ANAH.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

-ANAH : 35% soit 791 €

-Communauté d'Agglomération de Montpellier : 25 % soit 565 €

-Propriétaire : solde HT soit 905 €

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant maximum de 565 € à Monsieur Mustapha HAMZAOUI demeurant 8 square Henri de Régner à Montpellier;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH qui lui est déléguée, sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°52 : CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES, ASSURANCES, ARCHIVES ET MOYENS INTERNES – TRAVAUX D'ACCESSIBILITÉ - FINANCEMENT DU FOND POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE - AUTORISATION DE DEMANDE

M. P. MAUREL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances, Archives et Moyens Internes, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, comme le prévoit la loi pour l'égalité des droits et des chances du 11 février 2005 a inscrit l'accessibilité au cadre bâti comme une priorité.

Les Etablissement recevant du Public (ERP), doivent désormais être pensés en termes de confort et d'accueil, pour tous, quel que soit le handicap : visuel, auditif, cognitif, moteur.

Pour les Etablissements recevant du public, la loi impose la réalisation de diagnostics accessibilité et les travaux de mise aux normes correspondants.

Tous les diagnostics des Etablissements Recevant du Public communautaires ont été réalisés en 2010, montrant le taux d'accessibilité des équipements, la liste exhaustive des non conformités et le chiffrage des travaux de mise aux normes.

Concernant les bâtiments administratifs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a, commencé dès 2011, à réaliser certains travaux de mise en conformité relatifs à l'accessibilité des personnes à mobilité réduites dans les espaces recevant du public mais également dans les espaces soumis au code du travail. Ces travaux se poursuivent jusqu'en 2016 selon la Programmation Pluriannuelle d'Investissement annexée à la présente délibération.

Le montant total des opérations est estimé à 1 227 000€ T.T.C.

Pour la réalisation de ces travaux dans les bâtiments administratifs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut bénéficier d'une aide financière du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique. Cette aide représente 100% du montant des travaux dans les locaux soumis au Code du travail et 50% des locaux mixtes ERP et Code du travail plafonnée à 400 000 €.

Une demande d'aide financière doit donc être faite auprès du FIPHFP. Les modalités d'attribution de cette aide seront définies par convention.

Le versement du financement accordé par le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique intervient dans les conditions suivantes :

- un versement initial de 70% du montant total financé, effectué suite à la signature de la convention
- un versement final au plus égal de 30% du montant total financé et correspondant au montant réel des travaux réalisés, effectué à réception d'un état récapitulatif certifié exact des dépenses acquittées, sous forme d'un tableau signé par le représentant du bénéficiaire, qui atteste de la véracité des données transmises, du paiement des factures ou des mandats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver et autoriser la demande de financement des travaux d'accessibilité auprès du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique
- dire que les recettes sont inscrites au budget communautaire, au chapitre 900 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°53 : PERSONNEL – PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCÈS À L'EMPLOI TITULAIRE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, prévoit un dispositif d'accès à l'emploi titulaire ouvert pendant une durée de 4 ans, soit jusqu'au 12 mars 2016 par la voie de recrutements réservés donnant accès au statut de

fonctionnaire sous certaines conditions.

Deux voies d'accès sont ainsi prévues pour procéder au recrutement des agents éligibles : des sélections professionnelles (catégories A et B) ou des recrutements réservés sans concours pour le 1^{er} grade des cadres d'emplois de catégorie C. Seuls les grades énumérés par décret du 22 novembre 2012 (ceux accessibles par concours) peuvent être ouverts dans le dispositif.

Principe d'élaboration du Programme Pluriannuel

Le programme pluriannuel est établi en fonction des besoins de la collectivité ou de l'établissement public, en tenant compte des objectifs de la Gestion Prévisionnelle des Effectifs, des Emplois et des Compétences (GPEC), et détermine les grades des cadres d'emploi ouverts aux recrutements réservés, le nombre de postes ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition dans les sessions successives de recrutement.

Conformément aux dispositions de l'article 17, chaque employeur doit faire l'état des lieux des agents remplissant les conditions d'accès aux sélections et a la possibilité de proposer à la validation de l'organe délibérant un programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire, après avis du Comité Technique Paritaire.

Ce dispositif vient compléter la politique menée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis de nombreuses années incitant les agents contractuels à présenter les concours en leur proposant des préparations adaptées. Il s'agit de favoriser l'accès à l'emploi titulaire et d'offrir à ces agents des perspectives d'évolution professionnelle en cohérence avec les règles applicables aux fonctionnaires.

Ainsi, les agents non titulaires sur postes permanents représentent moins de 10 % des effectifs à la Communauté d'Agglomération, contre 23 % en moyenne dans la Fonction Publique Territoriale.

De même, et afin de favoriser la déprécarisation d'agents ayant effectué plusieurs missions de remplacement, 74 recrutements directs sans concours ont été réalisés sur ces 3 dernières années.

**DEPRECARISATION Cat C &
NOMINATION après réussite à concours CAT A & B**

ANNEE	REUSSITE A CONCOURS			RECRUTEMENT DIRECT SANS CONCOURS CAT C	TOTAL
	A	B	C		
2010	3	2	1	21	27
2011	3	4	1	16	24
2012	10	4	1	14	29
2013	3	2	3	23	31
TOTAL	19	12	6	74	111

Par ailleurs, 10 agents ont pu bénéficier d'un CDI sur la même période.

Un Programme Pluriannuel établi en cohérence avec la GPEC mise en œuvre au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans le cadre d'un dialogue social

Conformément aux dispositions de la loi, les organisations syndicales ont été associées au moyen de plusieurs réunions de travail, à l'élaboration du programme pluriannuel et cela depuis la présentation du dispositif lors du Comité Technique Paritaire du 29 janvier 2013.

Le dispositif proposé précise l'ouverture des emplois permanents de la collectivité sur des besoins durables selon les conditions légales d'éligibilité et après analyse des adéquations grades/emplois ainsi que des perspectives connues de besoins d'emplois pérennes pour les années à venir.

Après réunions de concertation avec les représentants des organisations syndicales permettant l'élaboration du programme pluriannuel tel que présenté en annexe, il est proposé d'insérer les dispositions suivantes :

- Dans un objectif de priorisation et de déprécarisation, le plan présenté pourra être révisé, sur proposition de l'administration et après concertation avec les organisations syndicales et avis du Comité Technique Paritaire, en fonction des vacances de postes permises par des départs à la retraite ;
- Pour les agents éligibles, et engagés parallèlement dans une démarche de concours, priorité sera donnée, en cas de réussite, à l'accès à l'emploi titulaire par la voie du concours ;
- La mise en œuvre des entretiens de sélection professionnelle sera effective à la condition que l'agent occupant le poste à ouvrir se déclare intéressé par une possible titularisation ;
- Les agents admis suite aux sélections professionnelles bénéficieront du régime indemnitaire de droit commun.

Modalités d'information des agents éligibles

En fonction des critères retenus ci-dessus, une information individualisée a été adressée aux agents remplissant ces conditions. Ces derniers sont informés par la Direction des Ressources Humaines que leur emploi est projeté dans le programme pluriannuel proposé en annexe.

Les agents peuvent recueillir auprès de la Direction des Ressources Humaines une information détaillée des perspectives de reclassement et de rémunération en cas de nomination après sélection professionnelle. Cette information doit permettre à l'agent de décider s'il souhaite s'inscrire dans ce dispositif.

A l'issue de cette étape, chaque agent éligible sera par la suite destinataire, et dès approbation du programme pluriannuel par le Conseil Communautaire, d'un courrier lui précisant le contenu de ce programme et les conditions générales de la titularisation.

L'organisation des sélections professionnelles

Le Centre de Gestion de l'Hérault n'ayant pas souhaité organiser ces sélections, il revient à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de les mettre en œuvre. Les sessions seront organisées d'ici fin 2014 conformément au tableau présenté en annexe.

Une journée de formation sera également proposée aux agents afin de les accompagner dans la préparation des sélections et cela afin que ces derniers puissent aborder en toute sérénité ces entretiens.

Le Comité Technique Paritaire a émis un avis favorable à la majorité lors de sa réunion en date du 18 octobre 2013.

Par ailleurs, le Comité Technique Paritaire a validé le principe du recrutement direct sans concours de 3 agents de Catégorie C hors cadre du Programme Pluriannuel et cela, conformément à la politique de déprécarisation appliquée au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette mise en œuvre s'effectuera au moyen d'une mise en stage pour les 3 agents à compter du 1^{er} novembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire tel que présenté en annexe,
- approuver les principales dispositions relatives à la mise en œuvre du programme pluriannuel, les modalités d'information aux agents et d'organisation des sélections professionnelles,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°54 : PERSONNEL – MODIFICATIONS DES MODALITÉS D'UTILISATION DU COMPTE ÉPARGNE TEMPS - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

Le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 relatif au Compte Epargne Temps (CET) dans la fonction publique territoriale est venu modifier certaines dispositions de gestion des CET.

La délibération n°9795 du 28 septembre 2010 avait posé les modalités d'utilisation du CET au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et mis en place un dispositif transitoire prévu par l'article 14 du décret n°2010-531 du 20 mai 2010.

Par la présente délibération, il est proposé de mettre en place un dispositif pérenne permettant l'utilisation des jours stockés sur le CET des agents. Deux situations sont à distinguer :

-l'agent a épargné un nombre de jours égal ou inférieur à 20 au terme de l'année civile ;

-l'agent a épargné plus de 20 jours au terme de l'année civile.

L'agent a épargné un nombre de jours égal ou inférieur à 20 au CET au terme de l'année civile :

L'agent, qu'il soit titulaire ou non titulaire, ne peut, dans ce cas, utiliser les jours épargnés que sous la forme de congés, dans les conditions prévues par l'article 3 du décret du 26 novembre 1985.

L'agent a épargné plus de 20 jours au CET au terme de l'année civile :

Au moment de l'alimentation du CET au 31 janvier de l'année suivante, plusieurs possibilités s'offrent à l'agent, selon qu'il est agent titulaire ou agent non titulaire :

-l'agent titulaire peut utiliser les jours excédant 20 jours épargnés, en combinant notamment plusieurs options dans les proportions qu'il souhaite parmi les options suivantes :

-leur prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle ;

-leur indemnisation ;

-leur maintien sur le CET.

Les jours ainsi pris en compte au sein du régime de retraite additionnelle ou indemnisés sont déduits du CET à la date à laquelle l'agent a fait son choix.

L'agent doit faire son choix au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. **A défaut, les jours excédant 20 jours épargnés sont automatiquement pris en compte au sein du régime de retraite additionnelle** (Article 5 du décret du 26 août 2004).

-l'agent non titulaire peut utiliser les jours excédant 20 jours épargnés, en combinant le cas échéant les options suivantes dans les proportions qu'il souhaite :

-leur indemnisation ;

-leur maintien sur le CET.

Les jours qui font l'objet d'une indemnisation sont déduits du CET à la date à laquelle l'agent a fait son choix. L'agent doit faire son choix au plus tard le 31 janvier de l'année suivante. **A défaut, les jours excédant 20 jours épargnés sont automatiquement indemnisés.**

Ce dispositif devenant pérenne, il permet chaque année aux agents de disposer des 3 options présentées, en fonction de l'alimentation faite au préalable de leur CET.

Les jours de congés épargnés seront indemnisés selon les montants forfaitaires suivants conformément à l'arrêté du 28 août 2009 :

- Catégorie A : 125 euros ;
- Catégorie B : 80 euros ;
- Catégorie C : 65 euros.

Il est à noter que les modalités d'ouverture et d'alimentation du CET restent inchangées.

Cette affaire a été soumise au Comité Technique Paritaire du 18 octobre 2013 et a reçu un avis favorable à l'unanimité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°9795 du 28 septembre 2010,
- approuver le règlement modifié relatif au Compte Épargne Temps,
- dire que les crédits sont prévus annuellement au budget principal et aux budgets annexes, chapitre globalisé 012 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : PERSONNEL – MODALITÉS D'ATTRIBUTION DE LA PART COMPLÉMENTAIRE DU RÉGIME INDEMNITAIRE - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a modifié son régime indemnitaire par délibération lors du Conseil qui s'est tenu le 8 octobre 2012. A cette occasion, il a été décidé l'instauration du versement d'une part liée aux résultats et à la valeur professionnelle appréciée notamment, lors de l'entretien professionnel annuel.

Cette part complémentaire du régime indemnitaire dépend de la valeur professionnelle ; elle est déterminée, notamment sur les conclusions et sur l'appréciation de la manière de servir d'après la procédure d'évaluation annuelle pour les agents concernés.

Elle prend en compte les éléments suivants :

- l'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs,
- les compétences professionnelles et techniques,
- les qualités relationnelles,
- la capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur.

Le versement de cette part en année N concerne l'ensemble des agents stagiaires, titulaires et non titulaires mensualisés justifiant d'au moins un an d'ancienneté, au 30 novembre de l'année N-1.

Par ailleurs, ne sont pas éligibles à cette part, les agents absents depuis plus d'un an de façon consécutive, à la date du 30 novembre de l'année N- 1 pour une attribution en année N.

En outre, cette part sera réduite de moitié en cas d'absence entre six mois et un an, sur la période de référence.

Les motifs d'absence sont les congés de maladie (maladie ordinaire, longue maladie et longue durée), les congés pour accident de service/travail et maladie professionnelle, les congés de formation, le congé parental, la disponibilité.

Les directions disposeront d'une enveloppe annuelle calculée sur un montant mensuel moyen de 25 euros bruts relatif à l'effectif encadré et présent. Les attributions individuelles s'effectueront selon six niveaux de montants mensuels : 0 €, 5€, 15 €, 25 €, 35 € et ~~45~~.

Le versement de la part liée aux résultats aura lieu à l'issue de la procédure d'entretien professionnel au cours du premier trimestre 2014.

Les attributions individuelles du régime indemnitaire feront l'objet d'un arrêté.

Cette affaire a été soumise au Comité Technique Paritaire du 18 octobre 2013 et a reçu un avis favorable à l'unanimité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités d'attribution de la part complémentaire indemnitaire,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°56 : PERSONNEL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Personnel, rapporte :

I Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'annexe 1 ci-jointe.

Pour les emplois de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

Pour l'emploi de chargé de mission « gouvernance du cycle de l'eau », ce poste s'inscrit dans le cadre d'un conventionnement avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse et a pour objet la préparation et le suivi de l'accord-cadre agence de l'eau. La durée de cette mission est limitée à 3 ans.

II Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 2 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 18 octobre 2013.

III Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 3 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 18 octobre 2013.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV Suppressions de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à la suppression de poste mentionnée en annexe 4 après avis du Comité Technique Paritaire du 18 octobre 2013.

V Confirmation de poste :

a) Par délibération **n°11854 du 24 septembre 2013**, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux ou attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Chargé de mission plan de prévention des déchets (n° du poste : 2010-053AS) a été confirmé au tableau des effectifs pour une durée de 5 ans. Ce poste est affecté au sein du service collectes sélectives et prévention de la Direction de la Prévention et de la Gestion des déchets. Compte-tenu des nombreuses missions à exercer, il convient de prolonger la durée initiale de 6 mois soit une durée de 5 ans et 6 mois.

- nature des fonctions : participer à l'élaboration et suivre les actions et les campagnes d'information dans le cadre du programme de prévention des déchets, développer des réseaux de partenaires
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures (Bac+5) et d'une expérience similaire dans le domaine des collectivités territoriales.
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la continuité du programme de la prévention des déchets, ce poste ne peut rester vacant.
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b) Par délibération **n°11854 du 24 septembre 2013**, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de chargé de communication (n° du poste : 2008-028) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté au sein de la Direction de la Communication. Compte-tenu des missions exercées, il convient de modifier l'intitulé du poste : Chargé d'Edition au sein de la Direction de la Communication

- nature des fonctions : rédiger des supports de communication pour valoriser les actions et l'image de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux ou du décret n°90-127 du 9 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux.
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.

fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

- c) Par délibération n°11121 du 8 octobre 2012, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer des fonctions de Responsable du Pôle d'information aux citoyens a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès de la Direction de la Communication (n° du poste : 2012-030).
- nature des fonctions : assurer la responsabilité du pôle d'information aux citoyens au sein de la Direction de la Communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
 - niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication,
 - niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
 - motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant.
 - fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, et confirmation de postes;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : EAU ET ASSAINISSEMENT – ZONAGE D'ASSAINISSEMENT SUR LA COMMUNE SUSSARGUES - APPROBATION

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

L'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que les Communes ou leurs Etablissements Publics de Coopération Intercommunale compétents en matière d'assainissement délimitent après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et de stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident leur entretien.

Pour mémoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé les études puis approuvé les plans de zonage pour la plupart des Communes de son territoire en 2008 et 2009.

En 2012, la Commune de Sussargues a révisé son PLU. Afin de permettre la mise en œuvre des projets urbains encadrés par ce PLU, la révision du plan de zonage d'assainissement initial a été mise à l'étude, le projet approuvé par délibération n°11183 du Conseil Communautaire le 08 octobre 2012, puis soumis à enquête publique. Cette enquête a été menée du 13 mars 2013 au 16 avril 2013.

Les documents présentés à l'enquête publique comportent une notice technique détaillant les évolutions du zonage d'assainissement, un plan de l'ancien zonage et un plan du nouveau zonage.

A l'issue de l'enquête, un rapport a été établi par le commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable à l'ensemble des documents sous réserve que des adaptations soient apportées au zonage d'assainissement afin qu'il reste en cohérence avec le PLU lui-même modifié suite à sa mise à l'enquête.

Ces modifications à la marge portent sur :

→ L'extension du zonage suite à la modification du PLU sur la zone UD située à l'ouest de la commune pour la parcelle A 586.

→ L'extension du zonage sur la parcelle A 2014 suite à une erreur cartographique.

La carte de zonage a donc été adaptée en cohérence avec le PLU définitivement approuvé de la commune, sans que pour autant les modifications apportées au dossier soumis à l'enquête soient substantielles.

Il est précisé que ce zonage ne confère aucun droit de constructibilité au sol, celui-ci étant apprécié au travers de la réglementation en vigueur sur la commune concernée. De plus, il n'oblige nullement la Communauté d'Agglomération de Montpellier à réaliser les travaux de desserte en assainissement dans un délai fixé.

Il convient de procéder à l'approbation définitive du zonage afin qu'il puisse être annexé au document d'urbanisme (PLU) de la Commune de Sussargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le zonage d'assainissement sur la Commune de Sussargues,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°58 : EAU ET ASSAINISSEMENT – RÉALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT - EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION INTERCOMMUNALE DE COURNONTERRAL-COURNONSEC - AUTORISATION PRÉFECTORALE AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU - AVIS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'assainissement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a raccordé en juillet 2005, les effluents de la Commune de Cournonsec sur la station d'épuration de Cournonterral, et s'est engagée à renforcer à terme cette installation pour les besoins futurs de ces deux communes.

Compte tenu de l'arrivée à capacité nominale des ouvrages en place, la mise en œuvre de leur renforcement est aujourd'hui programmée. Les prochains travaux vont ainsi permettre de porter la capacité nominale de traitement de 7 200 à 15 000 équivalents-habitants. Ils consisteront en la réalisation d'une filière de traitement en parallèle de l'actuelle et l'installation au sein d'un bâtiment désodorisé les équipements de déshydratation des boues en vue de leur transport vers un site de compostage.

L'extension de cette station d'épuration est soumise à autorisation préfectorale, conformément aux articles L.214-1 à L. 214-9 du Code de l'environnement. Compte tenu de la capacité de traitement de la station à réaliser, supérieure à 10 000 équivalents-habitants, une étude d'impact est exigée, en application de l'article R.122-2 du Code de l'environnement.

L'analyse des impacts du projet démontre qu'il va dans le sens de la préservation de la qualité du milieu et de l'atteinte des objectifs de bon état écologique des masses d'eau, conformément à la Directive Cadre Européenne.

Par ailleurs, les choix techniques et les dispositions constructives retenues permettent d'assurer une absence d'impact sur la zone Natura 2000, une intégration paysagère et architecturale soignée, l'isolement et la désodorisation des zones potentiellement génératrices d'odeurs et la maîtrise des émissions sonores.

Par délibération n°10436 en date du 29 septembre 2011, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de demande d'autorisation relatif à la construction de la station intercommunale prévue au Schéma Directeur d'Assainissement pour traiter les effluents des Communes de Cournonterral et Cournonsec et a sollicité de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le lancement de la procédure d'autorisation des articles L.214-1 à 214-9 du Code de l'environnement.

Une enquête publique préalable à l'autorisation requise se déroule du 21 octobre au 22 novembre 2013 inclus sur les communes de Cournonterral et Cournonsec, en tant que communes raccordées à la future installation, mais aussi sur les communes de Pignan, Saussan et Fabrègues raccordées à la station intercommunale de Fabrègues dont les eaux épurées sont rejetées dans le Coulazou, comme celles de la station d'épuration de Cournonterral. Une approche globale de l'impact potentiel de ces deux unités de traitement a donc été réalisée dans le dossier soumis à enquête publique.

Les pièces du dossier et le registre d'enquête correspondant sont ainsi déposés en mairie de Cournonterral siège de l'enquête, mais également en mairie de Cournonsec, Pignan, Saussan et Fabrègues.

L'article 6 de l'arrêté préfectoral précise que le Conseil de Communauté ainsi que les Conseils municipaux de l'ensemble des communes concernées par la procédure d'enquête sont appelés à donner un avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête. Ne seront pris en considération que les avis exprimés au plus tard quinze jours après la clôture de l'enquête publique.

Il convient donc de donner un avis favorable à la demande d'autorisation au titre des articles L 214-1 à L 214-9 du Code de l'environnement pour le projet d'extension de la station d'épuration de Cournonterral.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable à la demande d'autorisation au titre du Code de l'Environnement requise pour la réalisation de la station d'épuration intercommunale traitant les effluents des communes de Cournonterral et de Cournonsec,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°59 : EAU ET ASSAINISSEMENT – EAU BRUTE - PROJET AQUA DOMITIA - RÉALISATION DU MAILLON VAL D'HÉRAULT ET EXTENSION DES RÉSEAUX DE DESSERTE DANS LA PLAINE DE GIGEAN-FABRÈGUES - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS

M. L. POUGET, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et à l'Assainissement, rapporte :

Le projet Aqua Domitia, porté par la Région Languedoc-Roussillon et par le concessionnaire du réseau hydraulique régional BRL, consiste à acheminer l'eau du Rhône par des conduites enterrées depuis le sud de Montpellier vers l'ouest du département de l'Hérault puis vers le département de l'Aude. Il concerne le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour 2 de ses 5 maillons, le maillon Val d'Hérault et le maillon Nord et Ouest de Montpellier. Sa réalisation avait reçu le soutien du Conseil Communautaire en sa séance du 29 novembre 2011 dans le cadre du débat public mené par la Commission Nationale du Débat Public au dernier trimestre 2012.

Le maillon Val d'Hérault, qui s'étend depuis la Commune de Fabrègues jusqu'à celle de Pézenas, concerne le territoire des Communes de Fabrègues, Saussan, Cournonterral et Cournonsec avec comme principale vocation le maintien de l'activité viticole à travers une irrigation raisonnée permettant la réalisation de vins de qualité constante. Il participera à la préservation et la valorisation des espaces agricoles ainsi qu' à l'aménagement harmonieux de l'ouest de notre territoire.

L'opportunité de financements européens FEADER, à hauteur de 40%, pour la réalisation de l'extension du réseau hydraulique de desserte depuis ce maillon, ou réseau secondaire, a nécessité le lancement d'une étude préalable pour en vérifier l'intérêt et la faisabilité. Par délibération n° 11077 en date du 19 juillet 2012, le Conseil Communautaire a autorisé la signature d'une convention financière avec BRL pour la réalisation de cette étude et approuvé une contribution à hauteur de 25% du montant de l'étude, soit 25 000 € H.T.

Cette étude, qui s'est achevée cet été, a permis d'identifier 480 ha de surface agricole irrigable pour un besoin annuel moyen en eau brute de 500 000 m³ et de chiffrer les investissements à consentir à hauteur de 3,6 M € H.T. Ces travaux consistent en la pose de 35 kms de réseaux d'un diamètre compris entre 90 et 300 mm. Leur réalisation, sous maîtrise d'ouvrage BRL, doit être programmée dès 2014 afin de ne pas perdre le bénéfice des crédits FEADER.

Le plan de financement proposé prévoit une participation des Communautés d'Agglomération de Montpellier ou de Communes à hauteur de 5% du montant du projet, soit 180 000 € H.T., répartis au prorata des superficies engagées.

La superficie irrigable est située à 65% soit 310 ha, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Notre participation s'élèverait donc à 116 250 € H.T.

Par ailleurs, l'alimentation en eau de ce réseau secondaire sera assurée par la mise en oeuvre de la première tranche (8,4 km) du maillon Val d'Hérault (41 km). Ce premier tronçon en diamètre 1000 mm et d'un coût de 10 000 000 € H.T. sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage BRL selon un calendrier prévisionnel s'étalant de novembre 2013 à août 2015.

Pour la réalisation de cette première tranche, financée majoritairement par la Région, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est appelée à une contribution financière à hauteur de 20% soit 2 000 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que la Communauté d'Agglomération participera financièrement à hauteur de 116 250 € H.T. à l'extension du réseau de desserte en eau brute dans la plaine de Gigan-Fabrègues,
- dire que la Communauté d'Agglomération participera financièrement à hauteur de 2 000 000 € H.T. à la réalisation de la première tranche "Fabrègues-Gigan" du maillon Val d'Hérault d'Aqua Domitia,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget général de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°60 : SPORTS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DU STADE AU MONTPELLIER HÉRAULT RUGBY CLUB - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

Par délibération n°11571 en date du 23 mai 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature d'une convention concernant la mise à disposition du Stade Yves du Manoir au Montpellier Rugby Club pour les matchs qu'il dispute dans le cadre du TOP 14 et des compétitions Européennes.

Cette convention prévoyait le paiement d'une redevance fixe calculée par rapport aux charges d'amortissement et de fonctionnement du stade.

Afin de prendre en compte tous les avantages retirés par le Club de l'utilisation ponctuelle de cet équipement, il convient d'ajouter à cette redevance fixe, une redevance variable liée à son chiffre d'affaires.

Il est donc nécessaire de revoir la rédaction de l'article 14 objet du présent avenant n°1.

ARTICLE 14 – REDEVANCES

14.1 Redevance annuelle

La société s'engage à régler à la Communauté d'Agglomération une redevance d'occupation du Stade pour la saison 2013/2014 établie en prenant en compte :

- la valeur des biens mis à disposition et leur durée d'amortissement
- le coût réel des charges de fonctionnement supportées par la Communauté d'Agglomération
- l'ensemble des avantages financiers perçus par la SASP Montpellier Rugby Club du fait de l'occupation de cette enceinte sportive

- de la durée effective d'occupation du stade par la SASP Montpellier Rugby Club notamment du fait de la durée de l'intersaison et de la mise à disposition ponctuelle du bien
- de la non exclusivité des biens mis à disposition,

La redevance est ainsi composée,

- **d'une part relative au retour sur investissement lié à la mise à disposition du stade à des fins de manifestations sportives**, évaluée à partir d'un amortissement sur 50 ans du montant brut des investissements et ramené au taux d'utilisation de 16 % par an (16 journées we sur 102 journées we) soit 134 000 € ; (les espaces de réceptions tels que salle, salons et comptoirs, étant considérés pour leur part être utilisés à 25%).
- **d'une part relative aux charges de fonctionnement de l'équipement**, en fonction du taux d'utilisation. Cette part est évaluée à 76 000 € au titre de la saison sportive 2013/2014, sur la base du montant des charges réelles de fonctionnement, tel que constaté au titre de l'année civile écoulée et en fonction de la durée d'occupation effective de cette enceinte sportive par la SASP.
- **d'une part variable correspondant aux avantages retirés par le titulaire.**

La part variable est indexée sur le Chiffre d'Affaires Hors Taxes réalisé par la société au sein du complexe sportif Yves du Manoir les jours de matches, en billetterie, snacking, merchandising, hospitalité et visibilité (ce chiffre d'affaires n'inclut pas les droits marketing de la Ligue Nationale de Rugby, les subventions, les droits d'échanges et l'activité séminaires).

La part variable s'appliquera à compter d'un Chiffre d'affaires Hors Taxes constaté de 13 millions d'euros et dans la limite de 50 000 € H.T. Les modalités de calcul étant les suivantes :

- La part variable correspond à 0,20% du Chiffre d'Affaires Hors Taxes constaté par l'occupant sur la saison sportive, dès lors que le Chiffre d'Affaires Hors Taxes constaté est compris entre 13 000 000 € H.T. et 15 000 000 € H.T. ;
- La part variable correspond à 0,15% du Chiffre d'Affaires Hors Taxes constaté par l'occupant sur la saison sportive dès lors que le Chiffre d'Affaires Hors Taxes constaté est supérieur à 15 000 000 € H.T.

A la redevance ainsi définie s'applique le taux de TVA selon la réglementation en vigueur.

14.2 Modalités de paiement de la redevance :

La redevance fixe constituée de la part relative au retour sur investissement et de la part relative aux charges de fonctionnement, sera payable semestriellement et à terme échu au 1^{er} janvier N+1 et au 1^{er} juillet N+1 de chaque saison, par virement bancaire sur le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ce dans les quinze jours de la réception de l'avis de paiement adressé par Monsieur le Trésorier Principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la société.

La part variable sera payable annuellement au titre de chaque exercice comptable, sur la base du chiffre d'affaires annuel tel que définit au 14.1 et certifié par le commissaire aux comptes de la société. A cet effet, la société transmettra les comptes annuels de la société, ainsi que le détail du Chiffre d'affaires Hors Taxes global réalisé au titre de la saison sportive visée, et le montant des éléments retenus pour la base de calcul tel que définit au 14.1. Ces éléments seront transmis dans les 6 mois de la date de clôture des comptes annuels soit au plus tard le 30 décembre N+1 au titre de la part variable portant sur la saison N/N+1, pour une facturation sans délai.

Les autres articles restent inchangés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'ajout d'une redevance variable;
- approuver la signature de l'avenant n°1 à la convention d'occupation, tel que présenté ci-dessus et jointe à la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire du domaine public relative au stade Yves du Manoir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°61 : SPORTS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - BRASSERIE - CONVENTION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte : Par délibération n°10285 du 28 juillet 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public ayant pour objet l'exploitation d'une brasserie au sein du stade Yves du Manoir afin de développer l'animation au sein de cette enceinte sportive et de créer un lieu de vie et de rencontre quotidien pour tous les publics.

Cette convention a été transférée à la SASP Montpellier Rugby Club par avenant n°1 approuvé par délibération n°11509 du 11 avril 2013.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, propriétaire du Stade Yves du Manoir en accord avec la SASP Montpellier Rugby Club, souhaite réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage les travaux de d'aménagements de gros œuvre et de second œuvre indispensables à l'installation de l'ensemble des équipements mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exploitation de la Brasserie.

Cet accord permet d'une part à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de réaliser de manière maîtrisée et

pérenne les aménagements permettant d'assurer sur le long terme une activité de restauration au sein de l'enceinte du stade, quel que soit le preneur de l'autorisation d'occupation du domaine public voire le montage juridique mis en œuvre et d'autre part à la SASP de concentrer sa réflexion et ses investissements sur le concept d'aménagement et d'exploitation de la Brasserie.

Le montant des travaux de gros œuvre et de 2nd œuvre qui seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est plafonné à 500 000€ H.T.

Cette prise en charge doit être valorisée dans la redevance fixe versée par le preneur de la Convention d'occupation du domaine public, celle-ci étant désormais fixée à un montant annuel de 47 200 € H.T., au lieu de 27 200 € H.T.

L'exploitation d'une Brasserie nécessite de bénéficier de l'expérience et du savoir-faire de professionnels de la restauration susceptibles de s'associer à la SASP Montpellier Rugby Club pour le développement de ce projet.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, en application de la réglementation et des dernières jurisprudences applicables souhaite donc autoriser la sous-location, sous réserve de son agrément, d'une partie de l'espace mis à disposition de la SASP Montpellier Rugby Club afin d'optimiser l'exploitation de la future Brasserie.

Afin de prendre en compte les évolutions définies ci-dessus, il est nécessaire de revoir la rédaction des articles 6.10 et 7.1 de la convention d'occupation du domaine public, modifiée par l'avenant n°1 et objet du présent avenant n°2.

Les autres dispositions demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant n°2 à la convention d'occupation mentionné précédemment, joint en annexe ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget communautaire, chapitre 904 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°62 : SPORTS – CONVENTION AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE CONCERNANT LA NATATION ET LE PATINAGE SCOLAIRES POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 2013/2014 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J. MARTIN, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, qui concerne chaque année près de 20 000 enfants, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec treize piscines, la patinoire Végapolis et plus de quatre vingt dix éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de définir de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Académie de Montpellier, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFRSTAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention et ses annexes,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFRSTAPS durant les séances de natation scolaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°63 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - AVENANT N°1 AU MARCHÉ 8.131 DE MAITRISE D'OEUVRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°10367 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a autorisé la signature du marché n°8.131 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier avec le groupement d'entreprises EGIS RAIL / ANTOINE GARCIA DÍAZ / ATELIER VILLES ET PAYSAGES / INGEROP, mandataire EGIS RAIL de Lyon (69), pour un montant de forfait de rémunération provisoire de 17 285 344 € H.T.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

La rémunération du maître d'œuvre tient compte de l'appréciation de la complexité de l'opération et de la part de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération sur laquelle porteront les missions confiées au maître d'œuvre, évaluée à 212,7 millions d'euros H.T. (valeur mars 2009). Le forfait provisoire de rémunération s'élève à 17 285 344 € H.T.

Le marché est composé d'une tranche ferme pour les études préliminaires et les études d'impact pour l'ensemble de la 5^{ème} ligne y compris les extensions, et de cinq tranches conditionnelles correspondant à l'échelonnement des études d'avant-projet et des autres phases d'études et de réalisation, pour la portion comprise entre le quartier Ovalie et Clapiers, pour l'extension Nord vers Prades-le-Lez et pour l'extension Ouest vers Lavérune.

A ce stade de l'avancement des études et de l'opération, notamment suite à la tenue de l'enquête publique préalable à la DUP pour la section Lavérune - Clapiers, à la Déclaration de Projet du 25 juillet 2013, à l'arrêté de DUP du 28 août 2013 ainsi qu' à l'approbation de l'avant projet de cette section Lavérune / Clapiers, par délibération n°11814 du 24 septembre 2013, il convient d'arrêter le coût prévisionnel des travaux confiés au maître d'œuvre, d'adapter sa rémunération en conséquence et de prendre acte de diverses modifications et études complémentaires.

C'est l'objet du projet d'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Dans le marché de maîtrise d'œuvre initial, l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux confiés au maître d'œuvre s'élevait à 179 000 000 € H.T. (valeur janvier 2011) pour la section Lavérune / Clapiers.

Le coût de l'opération estimé suite aux études d'avant-projet s'élève à 350 millions d'euros H.T. (valeur mars 2009) hors opérations connexes. Sur ce montant prévisionnel, un total de 238 800 000 € H.T. (valeur janvier 2011) constitue le montant des travaux confiés au maître d'œuvre hors opérations connexes.

Toutefois, compte tenu de l'avancement du projet, il est proposé au stade actuel de retenir un coût prévisionnel des travaux en excluant la branche des Bouisses (section Paul Fajon / Les Bouisses) et le supplément de traitement de façade à façade sur la route de Mende au niveau des universités UM2 et UM3. Ces prestations nécessitent des précisions de programme notamment dans le cadre du Plan Campus d'une part, et dans le cadre du projet de création de la zone des Grèzes par la Ville de Montpellier, d'autre part. Elles pourront faire l'objet d'un marché complémentaire de maîtrise d'œuvre.

Le coût prévisionnel des travaux confiés au maître d'œuvre, hors ces deux éléments, s'établit ainsi pour la section Lavérune / Clapiers à 223 600 000 € H.T. (valeur janvier 2011).

Le maître d'œuvre s'engage à respecter ce coût prévisionnel comme prévu à l'article 10.1 du marché de maîtrise d'œuvre, tant au niveau des consultations d'entreprises que du coût des travaux réalisés.

Justifications de l'évolution du coût prévisionnel des travaux confiés au maître d'œuvre

Augmentation du linéaire d'infrastructure :

Le programme initial de l'opération figurant dans le contrat du Maître d'œuvre faisait état d'un linéaire d'aménagement de 12,5 km d'infrastructure. Les évolutions de tracé résultant des différentes phases de concertation préalable conduisent à un linéaire d'aménagement de 14,5 km, soit 2 km d'aménagement complémentaire (hors branche des Bouisses).

L'évaluation de cet allongement de tracé est de 31 915 281 € H.T.

Organisation d'un terminus partiel à Girac et création d'un parc relai :

L'adoption du bilan de concertation du 30 octobre 2012 porte sur la section Lavérune / Clapiers. L'extension Nord jusqu'à Prades le Lez, nécessitant des études complémentaires notamment environnementales ainsi qu'une concertation pour valider le tracé définitif, fera l'objet d'un projet spécifique et d'une enquête publique conduisant à une DUP ultérieure.

Dès lors, il est nécessaire d'aménager un terminus provisoire à Girac permettant l'arrêt d'un service sur 2 et de maintenir la desserte de Clapiers en voie unique, ce qui permet de maintenir l'économie globale du projet. Ce terminus partiel provisoire nécessite des installations spécifiques de voie ferrée et de signalisation ferroviaire, et la possibilité de stocker une rame en retournement. La concertation a permis également de valider l'intérêt de la création d'un grand parking d'échanges à Girac et d'une station tramway associée.

L'évaluation de cet aménagement complémentaire à Girac (terminus partiel, parking d'échanges et station) s'élève à 2 771 586 € H.T.

Double voie entre le Rond-point Gennevieux et le carrefour Paul Fajon :

La réalisation de la branche des Bouisses (qui ne figurait pas dans le programme initial du maître d'œuvre), actée lors des réunions de concertation, a conduit à déplacer la station Paul Fajon vers l'Est et a augmenté de façon conséquente l'interstation entre cette station et la station Gennevieux. Cet allongement combiné à la complexité résultant de la réalisation de la branche des Bouisses sous la forme de fourche rend impossible l'exploitation en voie unique prévue initialement entre le carrefour Paul Fajon et le Rond-point Gennevieux.

L'évaluation de cet aménagement complémentaire s'élève à 5 244 349 € H.T.

Insertion centrale sur l'avenue de Vannièr :

L'insertion latérale imaginée initialement conduisait à un fort impact foncier, rendant notamment impossible l'accès à une station service. Il a donc été retenu un aménagement central, qui nécessite un retraitement complet de l'avenue sur toute sa largeur, permettant de reconsidérer les carrefours et traversées piétonnes de cette avenue et de requalifier son image. Le surcoût correspondant est compensé par l'impact nul sur la station service.

L'évaluation de cet aménagement s'élève à 4 139 784 € H.T.

Réalisation de la station Clémenceau :

L'ajout de cette station répond à une demande de la Commission d'Enquête exprimée lors de l'enquête publique. Elle permettra de compléter la desserte fine de ce quartier d'hypercentre et notamment du lycée Clémenceau tout proche de cette station complémentaire.

L'évaluation de cet aménagement complémentaire est de 525 000 € H.T.

L'augmentation générale s'élève à 44 596 000 € H.T. arrondi à 44 600 000 € H.T.

Evolution de la rémunération du maître d'œuvre

Le marché fixe la rémunération du maître d'œuvre en distinguant la section Ovalie / Clapiers et l'extension Ouest vers Lavérune avec deux taux de rémunération distincts respectivement de 9,10 % et 6,39 %.

Compte tenu de la réalisation simultanée de ces deux parties dans la section Lavérune / Clapiers objet de l'avant projet approuvé, il est convenu de prendre en compte un taux de rémunération moyen pondéré du montant prévisionnel initial de ces deux parties.

Le taux moyen pondéré de rémunération du maître d'œuvre est ainsi fixé pour la section Lavérune / Clapiers à 8,79%.

Ce taux de rémunération s'applique au montant du coût prévisionnel des travaux fixé à 223 600 000 € HT. (valeur janvier 2011).

Toutefois il est convenu d'un abattement de 10% de la rémunération sur l'augmentation du coût prévisionnel des travaux par rapport à l'enveloppe initiale compte tenu que l'augmentation du coût prévisionnel des travaux ne génère pas une augmentation proportionnelle de moyens nécessaires à la maîtrise d'œuvre. Le taux de rémunération est ainsi établi à 8,61%, soit un abattement de 402 480 € H.T.

La rémunération forfaitaire du maître d'œuvre fixée au niveau de l'avant projet pour la section Lavérune / Clapiers (hors opérations connexes et hors branche des Bouisses) est ainsi fixée à 19 251 960 € H.T.

Comme le prévoit le marché, les modifications de programme demandées et acceptées par le maître d'ouvrage seront prises en compte par le maître d'œuvre sans rémunération supplémentaire, dans la limite de 10% d'augmentation du coût prévisionnel des travaux.

Études supplémentaires confiées au maître d'œuvre

Des études supplémentaires ont été confiées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre faisant l'objet de forfaits d'interventions établis sur la base des prix journaliers de personnel d'étude ou de direction de travaux du marché initial, pour un montant total de 396 887 € H.T. Elles comprennent :

- La mobilisation supplémentaire pour l'étude d'impact et le dossier d'enquête publique
- Une étude spécifique d'insertion des ascenseurs et de l'escalier au niveau de la station Peyrou
- L'analyse comparative de tracés entre Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez
- L'étude de faisabilité de la dénivellation de la RD132 au dessus de la RD5 (carrefour Gennevieux)
- Une étude socio-économique complémentaire afin de disposer des éléments de fréquentation actualisés à l'horizon 2017
- Une étude d'implantation d'une conduite supplémentaire prévue au schéma directeur d'eau potable Route de Mende
- Des études comparatives des possibilités de rénovation des adducteurs d'eau potable Route de Mende
- Une étude Naturaliste à Prades-le-Lez

La rémunération du maître d'œuvre évolue ainsi à 21 199 419 € H.T., soit une augmentation de 22,6% par rapport au marché initial, décomposée comme suit :

- | | |
|--|-------------------|
| - Rémunération section Lavérune / Clapiers suite avenant n°1 : | 19 251 960 € H.T. |
| - Etudes complémentaires suite avenant n°1 : | 396 887 € H.T. |
| - Partie de la tranche ferme pour Extension Nord (inchangée) : | 161 853 € H.T. |
| - Tranche conditionnelle n°4 Extension Nord (inchangée) : | 1 388 719 € H.T. |

La Commission d'Appel d'Offres réunie en date du 15 octobre 2013 a donné un avis favorable à la conclusion de cet avenant n°1 au marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet d'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°8.131,

- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°64 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - MARCHÉ N°8.862 DE COMMUNICATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Le présent marché porte sur des prestations de conseil en communication dans le cadre de la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway.

Le marché est passé à compter de sa date de notification et jusqu'à la mise en service de la ligne 5. C'est un marché à bons de commande à prix unitaires et forfaitaires. Il est composé de deux lots.

Le lot n°1, d'un montant minimum de 300 000 € H.T. et d'un montant maximum de 1 000 000 € H.T., comprend le conseil en communication globale, la définition de la stratégie de communication pour la promotion du projet de la 5^{ème} ligne de tramway, la conception et la réalisation des opérations de communication en phases de construction et de restructuration du réseau de transport urbain.

Le lot n°2, d'un montant minimum de 100 000 € H.T. et d'un montant maximum de 400 000 € H.T., comprend la conception et la recherche graphique, des prestations d'infographie, d'exécution et de fabrication et la conception de supports d'information.

Pour l'attribution de ce marché, TaM, dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 15 avril 2013.

Treize candidatures ont été reçues dans les délais pour les deux lots. La sélection des candidatures a eu lieu le 13 juin 2013. Toutes ont été retenues pour le lot 1 et 10 candidatures ont été retenues pour le lot 2.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 16 juillet 2013, a procédé à l'ouverture des offres initiales. Six offres ont été reçues. Après analyse de ces dernières, la phase de négociation a été engagée avec les candidats ayant remis une offre.

Tous les candidats ayant participé à la négociation ont remis une nouvelle offre.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 60%,
- prix des prestations pour 40%.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 15 octobre 2013 a décidé de retenir pour le lot n°1 l'offre du groupement d'entreprises SENS INEDIT, SPIDER CORP, TOSCANE PROD, mandataire SENS INEDIT de Montpellier (34) pour un budget prévisionnel de 800 000€HT et une rémunération globale prévisionnelle correspondante de 226 380€HT, et pour le lot n°2 l'offre du groupement d'entreprises LIMON'AD, MEILLEUR TEMPS, mandataire LIMON'AD de Montpellier (34), pour un montant de 274 075 € H.T. sur la base du Détail Quantitatif Estimatif, jugées offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

Chacun de ces 2 lots est attribué suivant les montants minimum et maximum du marché, rappelés ci-dessus.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.862 de communication pour la cinquième ligne de tramway,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet de marché avec le groupement d'entreprises SENS INEDIT, SPIDER CORP, TOSCANE PROD, mandataire SENS INEDIT de Montpellier (34) pour le lot 1 et avec le groupement d'entreprises LIMON'AD, MEILLEUR TEMPS, mandataire LIMON'AD de Montpellier (34) pour le lot 2,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°65 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – TRAMWAY CINQUIÈME LIGNE - CONVENTION RELATIVE À LA RÉALISATION ET AU FINANCEMENT AVEC L'AFITF - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5^{ème} ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

La loi de programmation n°2009-967 du 3 août 2009, relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, prévoit la participation de l'Etat au développement de 1 500 km de voies nouvelles de transports collectifs en site propre à concurrence de 2,5 milliards d'euros d'ici à 2020. L'Etat apporte son concours aux projets nouveaux au terme d'appels à projets par le biais de l'Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France (AFITF).

Dans le cadre du deuxième Appel à Projets en faveur des transports urbains, hors Ile-de-France, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a présenté le 7 octobre 2010 une demande de subvention pour la réalisation du projet de 5^{ème} ligne de tramway.

L'enveloppe financière de ce projet de 5^{ème} ligne de tramway, entre les Communes de Lavérune, Saint-Jean-de-Védas, Montpellier, Montferrier-sur-Lez et Clapiers, d'une longueur de 15,7 kilomètres, comprenant 25 stations, 2 grands parkings relais gardiennés et 2 parkings de proximité, a été ajustée au montant de 319,2 M€ H.T. Cette enveloppe ne comprend pas le bouclage de la ligne 4 car cette dernière, dans sa totalité, fait déjà l'objet d'un financement de la part de l'Etat à hauteur de 5 660 000 €, par le biais d'une convention passée avec la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre de l'Action *Ville de Demain* (Volet 1 Ecocités).

Pour la ligne 5, hors bouclage de la ligne 4, une aide de l'Etat a été allouée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Par le biais de l'AFITF, une subvention non actualisable de 31,42 Millions d'euros, représentant 22,8 % de la dépense subventionnable hors taxes, est accordée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour financer le projet.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions, notamment financières, dans lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier procède à la réalisation du projet de la 5^{ème} ligne de tramway entre Lavérune et Clapiers ainsi que les modalités selon lesquelles l'AFITF apporte son concours financier.

La réalisation de ce projet de 5^{ème} ligne de tramway contribuera, en cohérence avec les objectifs du Plan de Déplacements Urbains (PDU), à :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics afin de diminuer la dépendance automobile,
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale,
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation, les pôles universitaires et de recherche dans le cadre du plan Campus et des pôles d'emploi,
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville,
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de l'agglomération.

Ces objectifs sont cohérents avec le PDU pour la période 2010-2020 pour lequel le projet a été arrêté par délibération n°9992 du 26 janvier 2011. Le PDU propose la mise en place, à terme, d'un réseau armature associant un réseau de 6 lignes de tramway et un réseau TER cadencé, à partir duquel peuvent s'organiser des rabattements automobiles et des rabattements en transports publics ; la modernisation de la gare Saint Roch et la création de la gare nouvelle venant structurer ce réseau à l'échelle métropolitaine.

Ce futur réseau renforcera le caractère structurant des transports en commun dans le système de déplacements, accroîtra leur rôle en permettant l'accès à un grand nombre de pôles d'activités pour l'ensemble des habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et préservera l'attractivité du centre de l'agglomération tout en assurant sa protection contre la pollution et l'engorgement par la circulation générale.

Le programme de la ligne 5 traduit également la volonté de compléter la couverture spatiale du réseau. Elle vient améliorer la desserte de secteurs centraux ou péricentraux (Campus, EAI, Ovalie, Agropolis ...), ne disposant pas jusqu'à présent d'une desserte tramway, et en périphérie, elle contribue à l'amélioration de la desserte des communes par le développement d'axes structurants de transports collectifs permettant un accès rapide au cœur de Montpellier Agglomération, conformément aux objectifs du PDU 2010-2020.

Le parcours d'un bout à l'autre de la ligne 5, de Lavérune à Clapiers, prendra environ 46 minutes, contre 72 minutes

aujourd'hui en transports en commun

La fréquentation de la ligne 5 est estimée à 59 000 voyages/jour et à 14 455 000 voyages/an.

La convention prend également acte du démarrage des travaux par les premières opérations de déviation de réseaux d'adduction d'eau potable au niveau du carrefour de Montferrier-sur-Lez sur la RD65, engagés au mois de septembre 2013. La condition au versement de la subvention au démarrage des travaux avant la fin d'année 2013 énoncée dans le cadre du 2^{ème} Appel à Projets est donc ainsi respectée.

La subvention de l'AFITF sera versée par acomptes successifs au prorata de l'avancement du projet subventionné jusqu'à 80 % du montant de la subvention. Le solde sera versé à l'issue des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention à conclure avec l'AFITF et l'Etat relative à la réalisation et au financement du projet de la cinquième ligne de tramway,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°66 : TRAMWAY, TRANSPORTS, DÉPLACEMENTS – ETAT DES LIEUX DE LA LOGISTIQUE URBAINE DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER 3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. SUBRA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Tramway, Transports, Déplacements, rapporte :

La logistique urbaine constitue l'un des enjeux forts des politiques de mobilité et représente un critère de performance des grandes villes européennes et de compétitivité des entreprises locales. Les enjeux qui gravitent autour de cette thématique sont nombreux et touchent des composantes interdépendantes telles que le développement économique, le commerce, l'artisanat, l'habitat et la qualité de vie et également le système de transport et les nuisances qu'il génère (pollutions, accidents, congestion, bruit ...). La logistique urbaine offre par ailleurs un potentiel important pour des innovations organisationnelles, technologiques, réglementaires.

Actuellement en cours, la révision du SCOT constitue une opportunité pour renforcer la prise en compte des enjeux logistiques par l'Agglomération.

L'éloignement des plates-formes de stockage et de préparation de commandes des centres urbains, lié à la pression foncière notamment, augmente les distances parcourues, la difficulté à massifier les flux et optimiser les tournées. C'est pourquoi le Plan de Déplacement Urbain (PDU) se fixe notamment pour objectif « d'organiser la chaîne intermodale du transport de marchandises, en favorisant une logistique de distribution peu polluante », tout en recherchant, à l'échelle du territoire de l'agglomération, une harmonisation des réglementations concernant les conditions de livraison.

Force est de constater qu'il n'existe pas de base de données transport de marchandises et peu d'études susceptibles de préciser :

- les différents acteurs impliqués,
- les origines-destinations,
- le type et les volumes de marchandises transportées,
- les itinéraires empruntés, leur fréquence,
- les réglementations communales en vigueur,
- la localisation des emplacements de livraison ...

La logistique urbaine recouvre une réalité très large de flux et de filières (l'approvisionnement des commerces, les livraisons à domicile, la collecte des ordures ménagères, l'acheminement du courrier et des colis, les flux des chantiers du bâtiment et des travaux publics ...).

La compréhension des organisations logistiques par filières est pourtant bien un pré-requis nécessaire à l'élaboration de solutions innovantes et durables.

Dans ce contexte, la mise en place d'un projet tutoré avec le Master « Mobilité spatiales et Aménagement » de l'Université de Montpellier 3 est une opportunité de renforcer les liens et les connaissances mutuelles entre l'Université et Montpellier Agglomération.

Les étudiants de ce Master auront la possibilité d'analyser « in situ », le fruit de leurs apprentissages.

L'Agglomération bénéficiera d'une expertise en termes d'aménagement de très bon niveau. Ce partenariat et l'étude qui sera réalisé contribueront en outre à la définition d'un futur « schéma directeur de la logistique » :

- en dressant un état des lieux de la logistique urbaine sur le territoire et en procédant à l'identification des flux actuels et potentiels entre l'Agglomération de Montpellier et les grands pôles logistiques régionaux (Port de Sète, aéroport de Montpellier...),
- en relevant les bonnes pratiques réalisées ailleurs en France (Paris, Lyon, Bordeaux...) ou en Europe (Dresde, Zurich, Amsterdam...), via l'identification de leurs caractéristiques et spécificités,
- en proposant des initiatives destinées à améliorer les performances du système de livraison actuel des marchandises.

Ce projet tutoré se matérialise sous la forme d'une convention de partenariat entre l'Université de Montpellier 3 et l'Agglomération de Montpellier.

Dans le cadre de ce partenariat et de l'étude à mener, l'Agglomération de Montpellier prendra notamment à sa charge les déplacements nécessaires à hauteur de 1 000 € net de taxes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de partenariat avec l'Université de Montpellier 3 pour réaliser une étude d'état des lieux de la logistique urbaine,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 908 et 928 du budget communautaire,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°67 : LUTTE CONTRE LES INONDATIONS – OUTIL D'AIDE À LA GESTION DU RISQUE INONDATION - CONVENTION DE PRESTATIONS ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES MEMBRES - APPROBATION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier rapporte :

Le risque inondation, tant par débordements des cours d'eau que par submersion marine ou encore ruissellement urbain, auquel est soumis notre territoire est une préoccupation constante dans nos politiques d'aménagement et de sauvegarde des biens et populations. Afin d'anticiper et de gérer au mieux les conséquences des épisodes pluvieux, plusieurs Communes ont aujourd'hui recours aux services rendus par la société Prédicit Services. Par ailleurs la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'appuie depuis plusieurs années sur un abonnement auprès de Météo France pour optimiser la réalisation et la surveillance de ses propres équipements hydrauliques mis en oeuvre dans la basse vallée du Lez.

L'outil d'aide à la décision déployé par Prédicit Services rend un service plus abouti et complet que celui obtenu par abonnement auprès de Météo France. En effet, les prestations offertes portent sur l'établissement d'un diagnostic initial des risques et des enjeux sur le territoire, puis permettent, en temps réel, de disposer :

- d'une information anticipée et personnalisée
- d'une analyse de la situation hydrométéorologique
- d'éléments d'aides à la décision opérationnelle
- d'accès au service d'astreinte Prédicit et à la plateforme d'information et de visualisation de l'événement.

Ce dispositif novateur d'aide à la décision, développé par Météo France et la société BRL demeure le seul système intégré de prévision et d'alerte agréé par les services de l'Etat, actuellement en service sur le territoire national. Il est destiné aux responsables de la mise en oeuvre des mesures opérationnelles de sécurité et de sauvegarde que sont les maires sur le territoire de leur commune.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est également intéressée par la fourniture d'informations hydrométéorologiques expertisées en temps réel pour la gestion des ouvrages de protection dont elle a la charge, ainsi que par la production d'un rapport d'événement après chaque épisode pluvieux significatif et chaque période de vigilance, tel que proposé par Prédicit Services.

Elle souhaite donc conclure un marché sans mise en concurrence et publicité avec la société Predict, selon l'article 28.II du code des marchés publics, puisque cette prestation ne peut être confiée qu'à cette société en application de l'article 35-II alinéa 8 du Code susvisé, compte tenu des raisons techniques évoquées ci-dessus et des droits d'exclusivité dont elle dispose. Le coût annuel de cette prestation globale sur le territoire de la Communauté d'Agglomération s'élève à 31 000 € H.T.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficie de par ses statuts, les études et les travaux qu'elle a déjà réalisés en matière de lutte contre les inondations, d'une réelle expérience et d'une expertise reconnue au sein de ses services, notamment en matière de diagnostic des secteurs à enjeux. En application de l'article L 5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales il est proposé aux communes membres, dans une démarche d'efficacité et de rationalisation, de confier la gestion d'un service d'assistance en temps réel pour la gestion des risques hydrométéorologiques à la Communauté d'Agglomération. Cette prestation sera assurée 24h/24 et 7j/7, à titre gratuit dans le cadre d'une convention-type de mise à disposition de prestations. Le projet de convention élaboré précise le contenu du service pris en charge, les modalités d'échange d'information en direct avec les personnes désignées par la commune, les responsabilités des parties. Il convient de rappeler que cette prestation ne se substitue pas à la mission réglementaire de mise en alerte des collectivités qui incombe aux services de l'Etat et que la commune demeure seule responsable de la mise en oeuvre des mesures de sécurité et de sauvegarde sur son territoire, le pouvoir de police général e du maire notamment en matière de sécurité ne pouvant être délégué.

La signature de cette convention se fera entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et chaque commune volontaire, après délibération de celle-ci. La convention d'une durée d'un an pourra être reconduite par accord express des parties, dans la limite de quatre reconductions d'un an à chaque fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention-type de prestations de services entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et

les communes membres pour l'aide à la gestion du risque inondation,

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communautaire au chapitre 928,

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer les conventions à intervenir entre les communes membres souhaitant bénéficier de l'outil et la Communauté d'Agglomération de Montpellier et tout autre document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°68 : ENVIRONNEMENT – MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS - ACCORD CADRE DE PARTENARIAT AVEC L'ADEME - CONVENTION RELATIVE À L'ANNÉE 3 DU PROGRAMME - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°9781 du 28 septembre 2010, le Conseil Communautaire a approuvé les projets d'accord cadre avec l'ADEME et de première convention annuelle de financement relatifs à la mise en place d'un programme local de prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. S'inscrivant dans le cadre des Lois Grenelle 1 et 2, l'objectif global du programme est de réduire d'au moins 7% en 5 ans le ratio moyen de production annuelle de déchets par habitant.

Le programme d'actions 2012-2015 se décline en 7 thématiques :

- l'exemplarité des collectivités : il s'agit de mettre en place des actions de prévention en interne au sein des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et dans les services des communes membres, ainsi que, dans un deuxième temps, dans les principales administrations et institutions présentes sur le territoire ;

- l'accompagnement des professionnels à la réduction des déchets d'activité, au travers d'une diffusion des bonnes pratiques conduisant à cette réduction, d'une refonte des collectes dans les zones d'activité économique ainsi que des conditions d'accueil des professionnels dans les déchèteries ;

- la gestion domestique des bio-déchets avec en particulier le développement du compostage collectif (« en pied d'immeuble ») et le soutien aux gros producteurs dans la mise en oeuvre de leur nouvelle obligation réglementaire de valorisation de la fraction organique de leurs déchets ;

- le développement du Stop Pub ;

- le développement du ré emploi en partenariat avec l'économie sociale et solidaire, au travers de la promotion des comportements alternatifs à l'abandon d'objets (réparation, dons direct ou par les collectes solidaires, vides greniers,...), du soutien aux filières locales de récupération des textiles ;

- la sensibilisation des publics (scolaires, étudiants, habitants) à l'éco consommation ;

- la promotion des couches lavables par la recherche et l'accompagnement de porteurs de projet susceptibles de développer une offre à destination des crèches et maisons de retraite.

Le budget prévisionnel sur les 5 années du programme s'établit entre 3 et 3,5 M€ (y compris frais de personnels).

L'aide attendue de l'ADEME sur cette même période s'élève à 402 160 € annuels soient environ 2 M€, sous réserve de l'atteinte des objectifs, celle-ci s'appréciant au travers d'une liste d'indicateurs de suivi dressée en concertation. L'atteinte de l'objectif final de diminution de la production annuelle de déchets générera par ailleurs, au-delà de la réduction de l'empreinte écologique de la gestion des déchets, des économies substantielles et durables des coûts de fonctionnement du service d'élimination des déchets.

La première année du programme a été celle de l'établissement d'un diagnostic initial réalisé par un bureau d'étude et de la poursuite des actions de prévention déjà engagées (fourniture gratuite de composteurs individuels, ré emploi d'équipements électriques et électroniques usagés, sensibilisation des habitants et des scolaires, ...), initiation de nouvelles actions (opération familles « tri tout », collectes solidaires, quizz prévention, ...). Des ateliers de travail ont également permis d'enrichir le diagnostic tout en amorçant les rapprochements et collaborations nécessaires à la préparation des futures actions.

Ces premières actions ont d'ores et déjà permis de diminuer le ratio de production annuelle de déchets par habitant de 4 kg entre 2010 et 2011, celui-ci passant de 403 à 399 kg par habitant et par an. Le rapport sur les activités de l'année 1 a été rendu le 21 mai et accepté par l'ADEME le 12 juin 2012.

L'année 2 a commencé le 1^{er} juin 2012 et s'est terminée le 31 mai 2013. La convention correspondante a été notifiée le 26 septembre 2012 et approuvée par la délibération n°11172 du 8 octobre 2012.

Les principaux temps forts de l'année 2 ont porté sur :

- La mobilisation des agents de l'Agglomération et des services techniques des communes, ainsi que de leurs élus pour la mise en place d'actions concrètes en faveur de la prévention des déchets en relation avec leurs métiers : mise en place d'une « éco team » au sein des services de l'Agglomération et signature de 24 chartes d'engagement avec les communes.

- Le développement du compostage sous toutes ses formes, au-delà de la poursuite du programme d'équipements des maisons individuelles : aide à l'achat de lombricomposteurs, équipements progressifs des résidences collectives, des jardins partagés et de structures scolaires ou accueillant des personnes âgées.

- L'édition d'un auto collant Stop Pub Agglomération disponible depuis l'été 2013 ;

- La poursuite et l'amplification des collectes « solidaires » en partenariat avec l'économie sociale et solidaire afin d'accroître le taux de ré emploi ;

- Une mobilisation des milieux professionnels, éducatifs et associatifs à l'occasion de la semaine européenne de la réduction des déchets (SERD) en novembre 2012 ;

-Enfin, le démarrage d'un vaste programme de sensibilisation des scolaires à la prévention des déchets confié à l'APIEU.

En termes de bilan, l'année 2 se solde par une diminution de 1,7% des quantités d'ordures ménagères et assimilées collectées entre 2012 et 2010, année de référence du programme local de prévention. Le bilan annuel a été transmis le 23 août 2013 à l'ADEME qui l'a accepté.

Le projet de 3^{ème} convention annuelle de financement fixe dans son annexe technique, les objectifs d'activité et d'impact pour l'année 3 pour chaque action du programme ainsi que les modalités de restitution des résultats (rapport d'activité). Il reconduit dans son annexe financière le montant forfaitaire de l'aide annuelle de l'ADEME à 402 160 €.

Au-delà de la poursuite des actions déjà engagées, l'effort en année 3 portera plus particulièrement sur :

- l'éco exemplarité en matière de gestion des déchets du BTP : en tant que maîtres d'ouvrage, l'Agglomération et les Communes initieront et valoriseront des chantiers de référence exemplaires (bâtiment et travaux publics) ;

- l'évolution du règlement de collecte en matière de gestion des déchets d'activité assimilés concrétisant le travail actuellement en cours sur 2 zones tests, au travers notamment d'une mission de conseil « multiflux » aux entreprises des parcs d'activités qui se déploiera à partir de 2014 afin de mettre en application des principes de mutualisation des services de collecte ;

- l'accélération du développement du compostage collectif en pied d'immeubles ;

- la réalisation d'une étude visant à identifier les gros gisements de biodéchets et à sensibiliser leurs producteurs aux évolutions réglementaires en matière d'obligation de tri et aux moyens de s'y conformer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de financement et ses annexes techniques et financières à passer avec l'ADEME, troisième convention annuelle d'application de l'accord cadre relatif à la mise en place d'un programme local de prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;

- dire que les recettes sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention précitée et tous documents relatifs à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°69 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3354GD13 RELATIF À LA COLLECTE ET À LA VALORISATION DES TEXTILES USAGÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - CONVENTION TRIPARTITE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est compétente en matière de collecte des déchets ménagers et assimilés depuis le 1^{er} janvier 2004. Chaque année, les ménages de l'Agglomération abandonnent des articles textiles, linges de maison et chaussures usagés. Certains sont cédés à des associations caritatives ou humanitaires ou encore employant des personnes en insertion professionnelle, d'autres sont déposés dans des conteneurs de récupération textiles disposés dans les déchèteries de l'Agglomération ou sur le domaine public des communes. Ces conteneurs étant aujourd'hui encore trop peu nombreux pour permettre de capter une part significative de ces articles abandonnés, ces derniers se retrouvent majoritairement, dans une proportion estimée à 75%, dans les bacs de collecte d'ordures ménagères, échappant ainsi aux filières de recyclage et de valorisation.

C'est la raison pour laquelle, en cohérence avec son programme local de prévention des déchets qui traduit les objectifs du Grenelle de l'environnement en matière de réduction de l'impact de la gestion des déchets sur l'environnement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de développer le parc de conteneurs textiles sur son territoire en le confiant à un prestataire de service spécialisé dans la récupération des textiles.

Actuellement, environ 120 conteneurs textiles sont présents sur le territoire dont 20 en déchèteries. Ils sont implantés par différents opérateurs en accord avec les gestionnaires des espaces occupés (les communes pour le domaine public communal). L'objectif de la démarche engagée par la collectivité est de multiplier au moins par deux le nombre de conteneurs textiles mis à la disposition des ménages afin d'augmenter significativement les gisements valorisés, sans remettre en cause les implantations existantes et en préservant les ressources textiles issues des dons aux vestiaires des associations présentes sur le territoire.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a donc été lancée, en application des articles 29, 33 et 57 à 59 du code des marchés publics, afin de désigner l'entreprise ou le groupement d'entreprises qui aura la mission :

- de proposer, en accord avec les gestionnaires des espaces publics ou privés, des sites d'implantation pour de nouvelles colonnes de récupération des textiles ;

- d'installer ses conteneurs sur les sites validés et d'en assurer la propreté, l'entretien et la maintenance en tant que de besoin ;

- de vider ses conteneurs autant de fois que nécessaire ;

- d'en valoriser par ré emploi et recyclage la part la plus importante possible.

Le cahier des charges des prestations prévoit en outre :

- que le titulaire du marché aura l'obligation de prendre toute disposition pour préserver la ressource textile des associations locales dont une partie de l'activité repose sur la redistribution de dons textiles, prendre en charge, à leur demande, les surplus ou invendus générés par leur activité, et pourra, au-delà de ces obligations, proposer toute autre dispositif de soutien ;
- que le développement de son parc de conteneurs se fera en complémentarité et non pas en concurrence des conteneurs déjà existants dont la pérennité sur le terrain ne dépend que du gestionnaire du domaine public ou privé considéré ;
- qu'au moins 20 % des heures travaillées sur le présent marché seront exécutées par des publics relevant des politiques d'insertion professionnelle ou de l'économie sociale et solidaire ;
- des fréquences élevées de vidage des conteneurs et des délais minimum d'intervention sur le terrain pour garantir la propreté des sites d'implantation et la qualité visuelle et l'intégrité des matériels ; ces objectifs sont assortis d'un dispositif de contrôle et de pénalités piloté par l'Agglomération.

La durée du marché est de 3 ans à compter de sa notification.

La prestation n'est pas rémunérée, le prestataire la finançant par l'ensemble des recettes générées par l'activité du marché (revente des produits collectés, subventions à l'insertion, subvention EcoTLC, etc.).

Le choix de l'offre la plus avantageuse pour la collectivité repose ainsi sur des critères techniques (qualité du partenariat avec les associations locales, volet social, qualité des collectes, qualité des contenants, traçabilité) et environnementaux (taux de réemploi et de recyclage, impact de la filière en matière de transport).

Au terme de la consultation lancée par un avis de publicité en date du 14 juin 2013, 5 offres ont été enregistrées à la date limite de remise des offres fixée au 29 juillet 2013.

Lors de sa séance du 15 octobre 2013, la Commission d'Appels d'Offres a attribué ce marché au prestataire présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour la collectivité, soit celle remise par le groupement conjoint Philtex&Recycling (30), mandataire solidaire, et Emmaüs Formation Insertion Montpellier (34).

Ce groupement prévoit en outre, au-delà du respect du cahier des charges :

- le tri de 60% des textiles collectés par Emmaüs Formation Insertion Montpellier, génère t 9 nouveaux emplois en insertion et limite t également l'impact lié au transport ;
- le rachat aux associations locales des surplus et invendus dans des conditions économiques fixées pour les 3 années de la durée du contrat ;
- le reversement de 10 € pour chaque tonne collectée au profit de la Ligue Contre le Cancer. A ce titre, une convention tripartite sera conclue entre l'agglomération, Philtex & Recycling et le Comité Départemental de la Ligue contre le Cancer, à sa signature devrait intervenir à l'occasion de la prochaine semaine européenne de la réduction des déchets qui se déroulera du 16 au 24 novembre prochain.
- une astreinte 7 jours sur 7 pour pallier à d'éventuelles interventions urgentes sur le parc de conteneurs ;
- un taux de réemploi et de recyclage de près de 98%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3354GD13 avec le groupement Philtex & Recycling et Emmaüs Formation Insertion Montpellier portant sur la collecte et la valorisation des textiles usagés et comprenant la mise à disposition, l'installation et l'entretien de conteneurs adaptés sur le territoire communautaire;
- autoriser Monsieur le Président à signer ce marché ainsi que tout document en relation avec cette affaire et notamment la convention tripartite par laquelle une somme de 10€ par tonne de textiles récupérés est reversée au profit de la Ligue contre le Cancer.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°70 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉS DE TRAVAUX N°3362 POUR LA RÉALISATION DU CASIER N°2 DE L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. VALETTE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibérations n°11590 et n°11591 du 23 mai 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le coût prévisionnel des travaux d'aménagement du casier n°2 de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux, pour un montant de 8 570 000 € H.T., valeur avril 2013 et a autorisé le lancement de la consultation d'entreprises correspondante selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics .

Les travaux font l'objet d'une décomposition en tranches et en lots comme suit :

- lot 1 : terrassements généraux, VRD - montant prévisionnel : 4 997 000,00 € H.T.
- lot 2 : étanchéité - montant prévisionnel : 1 280 000,00 € H.T.
- lot 3 : biogaz : réseau de collecte et unité de valorisation - montant prévisionnel 1 339 000 € H.T. réparti comme suit :
 - o lot 3 A : réseau de collecte et unité de traitement du biogaz – montant prévisionnel : 449 000,00 € HT. ;
 - o lot 3 B : unité de valorisation du biogaz – montant prévisionnel : 890 000,00 € H.T. ;

- lot 4 : couverture finale - montant prévisionnel : 954 000,00 € H.T.

Le délai global de réalisation de cette première phase est fixé à 70 mois avec un délai partiel de 4,5 mois pour la mise à disposition de la première alvéole.

La date limite de remise des offres a été fixée au 16 septembre 2013 à 12h00. La Commission d'Appel d'Offres a procédé à leur ouverture lors de sa séance du 24 septembre 2013.

A l'issue de l'analyse des offres, la Commission d'Appels d'Offres, lors de sa séance du 15 octobre 2013 :

1/ a décidé :

- pour le lot n°1, de retenir l'offre de la société BUESA Frères, sise rue René Gomez – ZI – 34500 Béziers, pour un montant de 2 982 654,75 € H.T, qui représente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- pour le lot n°3 A, de retenir l'offre de la société GRS VALTECH, sise ZAC Les portes du Dauphiné112, chemin de Mure 69780 Saint Pierre de Chandie pour un montant de 439 600,00 € H.T qui représente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- pour le lot n°4, de retenir l'offre de la société GUINTOLI, sise Rd 172 route de Vauguières, la Mogère, 34137 Mauguio, pour un montant de 553 405,00 € H.T. qui représente l'offre économiquement la plus avantageuse.

2/ a été informée, au regard du rapport d'analyse des offres qui lui a été présenté :

- pour le lot n°2, de la déclaration sans suite de la procédure de consultation pour motif d'intérêt général, eu égard au fait que les offres par les 2 candidats apparaissent nettement supérieures à l'estimation initiale et présentent des imprécisions concernant les produits utilisés,
- pour le lot n°3 B, de la déclaration sans suite de la procédure de consultation pour motif d'intérêt général tenant au fait que les offres présentées par 3 candidats apparaissent nettement supérieures à l'estimation initiale et que la seule offre inférieure à l'enveloppe budgétaire est non conforme techniquement (offre irrégulière),

S'agissant du lot n°2, au vu de l'analyse des résultats de la consultation d'entreprises, il convient de réviser le montant prévisionnel de ce lot à 1 860 000 € H.T., valeur septembre 2013, pour tenir compte du niveau du marché de ce type de prestations fortement influencé par la hausse du cours des prix des matières premières et d'autoriser le lancement d'une nouvelle procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics.

S'agissant du lot n°3B le conseil de Communauté sera amené à se prononcer ultérieurement sur une nouvelle procédure dont le périmètre serait étendu, au vu des conclusions de l'analyse de la présente consultation, à l'exploitation et la maintenance des installations de valorisation du biogaz, afin d'inciter les candidats à s'engager sur des garanties en termes de procédés ainsi que sur les conditions techniques et économiques d'exploitation et de maintenance des équipements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la signature des marchés à conclure avec les sociétés BUESA Frères, GRS VALTECH et GUINTOLI respectivement pour les lots n°1, 3A, et 4, tel que décrits ci-dessus,
- approuver le montant révisé de l'estimation prévisionnelle du lot n°2,
- autoriser le lancement pour la réalisation des travaux du lots n°2 d'une nouvelle procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics et autoriser, préalablement à l'engagement de cette procédure, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché à intervenir avec le candidat retenu par la commission d'appel d'offres, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- dire que le Conseil sera amené à se prononcer ultérieurement sur le périmètre d'une nouvelle procédure de consultation d'entreprises pour le lot n°3B,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 3 (1 Montaud : M. P. Combettes, 1 Castries : M. G. Pastor, 1 Saint-Drézéry : Mme J. Galabrun-Boulbes)

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°71 : HORS COMMISSION – ECOCITÉ VILLE INTELLIGENTE - PARTICIPATION AU CONGRÈS DES VILLES INTELLIGENTES SHERBROOKE CANADA - FINANCEMENT DE LA MISSION

M. J.-P. MOURE, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Avec la démarche EcoCité, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pour ambition de constituer « un living lab », ou laboratoire urbain, permettant de revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine, dans une posture ouverte à l'innovation. Le projet de "Cité intelligente", enrichissant et développant l'offre et la qualité des services numériques offerts aux citoyens, nécessite une phase d'expérimentations et de tests des solutions techniques urbaines en grandeur nature, qui le fait entrer dans une phase d'opérations concrètes.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé le 21 décembre 2012 un contrat de Recherche et Développement (R&D) avec ses partenaires IBM France, les Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, ainsi que l'IDATE, dans le but d'acquérir des connaissances et développer de nouveaux savoirs et techniques.

L'EcoCité numérique" ou "Cité intelligente", vise à renforcer les capacités en matière de partage de l'information

transversale en temps réel et de simulation numérique afin :

- d'optimiser et rationaliser l'utilisation des ressources naturelles et énergétiques,
- d'enrichir la gamme des services délivrés aux usagers, mesurer et contrôler ces services,
- de réagir en temps réel aux situations opérationnelles d'urgence, et
- de mettre en place une gouvernance adaptée à l'évolution des systèmes intelligents.

La "Cité intelligente" touche les différents domaines de compétences de Montpellier Agglomération et l'ensemble de la population :

- Pour le citoyen, l'utilisateur, le consommateur, l'habitant, ou le salarié, des solutions centrées sur l'amélioration des services urbains seront apportées dans différents domaines : l'eau/l'hydraulique, la mobilité et la gestion dynamique des transports, l'énergie, le commerce et le fret, les grands flux... ;
- Pour l'économie locale : fixer des entreprises par des collaborations activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois, tout en favorisant notamment le développement de start-up (open innovation) ;
- Pour l'attractivité du territoire : améliorer les modes de vie tout en respectant mieux l'environnement ;
- Pour le développement d'une gouvernance collaborative : impliquer les acteurs clés de l'agglomération dans une démarche collectivement maîtrisée: collectivités, laboratoires de recherche, entreprises, exploitants de services, usagers.

Dans le cadre de notre partenariat avec la Ville de Sherbrooke au Canada, l'Agglomération de Montpellier est invitée à participer le 15 novembre à la conférence sur les villes intelligentes organisée à Sherbrooke. Plus de 300 congressistes y sont attendus dont le Maire de Sherbrooke ainsi que le Directeur Technologie de l'Information pour la Ville de Québec (classée 7ème ville intelligente au monde). Le projet Ecocité de l'Agglomération de Montpellier sera présenté pendant 1h30 aux participants.

Dans ce cadre, il a été proposé de présenter le projet pilote Cité intelligente faisant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier un territoire de référence en matière d'innovations urbaines.

Par conséquent, la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier contribuera à asseoir son positionnement international et à donner de la visibilité à ce projet pilote dans le contexte mondial.

La prise en charge des frais relatifs à cette mission est limitée à une enveloppe prévisionnelle de 4 000 euros correspondant à la prise en charge des frais de déplacements, d'hébergements et de restauration d'un Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la participation d'un élu à la conférence sur les villes intelligentes à Sherbrooke,
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2013 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Refus de prendre part au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.